

Xavier Raufer
François Haut

LE CHAOS BALKANIQUE

Terrorisme & Violence Politique
N°6 et 7

LA TABLE RONDE

7, rue Corneille, Paris 6^e

Diffusé avec l'autorisation des éditions de La Table Ronde

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Difficultés de l'entreprise.....	9
Des bouleversements cataclysmiques.....	14
Le réveil du terrorisme.....	18

PREMIERE PARTIE

LA MOSAÏQUE BALKANIQUE-: POPULATIONS, MINORITES, RELIGIONS, FACTEURS BELLIGENES	23
Albanie	25
Minorités	25
Religions.....	26
Bulgarie	28
Minorités	28
Religions.....	30
Grèce	31
Minorités	31
Ex-Yougoslavie (RSFY)	34

La Yougoslavie d'avant 1991.....	35
L'Islam dans la RSFY.....	36
«Troisième Yougoslavie» (RFY).....	39
Serbie	41
Les communautés serbes (hors la RFY)	44
Les minorités et les allogènes en RFY	48
La Vo'vodine	48
Le Sandjak- de Novi Pazar	49
Le Kosovo.....	50
Monténégro.....	56
Nations indépendantes de l'ex-RSFY	57
Bosnie Herzégovine.....	57
L'Islam bosniaque	58
Histoire	58
Marche à la guerre civile-: les principales étapes	60
La guerre civile	62
Croatie-.....	70
Macédoine-Skopje.....	72
Minorités.....	72
Indépendance et vie politique	73
L'épineux problème de la reconnaissance internationale	77
Minorités macédoniennes hors la Macédoine-Skopje... ..	78
Slovénie	80

SECONDE PARTIE

BALKANS, YUGOSLAVIE-: LA LIBANISATION -?	83
L'Islam activiste.....	85
Histoire et actualité du terrorisme serbe	93
Histoire et actualité du terrorisme croate	98
L'Iran, la Libye, etc., des influences inquiétantes	113
La «filière balkanique» de la drogue.....	117

TROISIEME PARTIE

LA MACEDOINE-: UN KURDISTAN EN EUROPE-?	125
La controverse helléno-macédonienne	129
Fin du XIX ^{ème} siècle, début du XX ^{ème} -:	
la charnière critique	133
La «question macédonienne» et le Komintern.....	138
L'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne, «ORIM».....	140
La phase de libération nationale.....	140
Le temps du terrorisme	142
Renaissance d'une ORIM «paramilitaire».....	148
PERSPECTIVES.....	151

ANNEXES

1è) L'armée de la RSFY	161
2è) L'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne	167
3è) Les réfugiés des guerres civiles yougoslaves.....	177
4è) Orientation bibliographique générale.....	178

INDEX 181

LE CHAOS BALKANIQUE

PROJET CHAOS BALKANIQUE

Xavier Raufer, Chargé de Cours à l'Institut de Criminologie (Centre d'Etudes et de Recherche sur la Violence Politique, CERVIP), Université Panthéon Assas, journaliste à «l'Express»;

François Haut, Maître de Conférences à l'Université Panthéon-Assas (Paris II);

Emmanuelle Mallet:- archives et documentation, CERVIP;

Edouard Ferrand:- étudiant en DEA de relations internationales, auteur d'un mémoire sur «Perspectives du terrorisme Proche et Moyen-oriental depuis le 2 août 1990», recherches et documentation.

«**Le chaos balkanique**» constitue les numéros 6 et 7 de «**Ter-rorisme & Violence Politique**» (nè double), Notes & Etudes publiées avec le concours scientifique de l'Institut de Crimino-logie de Paris, Université Panthéon-Assas - La réalisation de cet ouvrage a fait l'objet d'un contrat de recherche entre le Secrétariat Général de la Défense Nationale et l'Institut de Criminologie - ® La reproduction, sous quelque forme que ce soit des textes de **Terrorisme & Violence Politique** est interdite, sauf accord écrit de la Direction - ISBN 0988---677X - Mise à jour des textes arrêtée le 15 octobre 1992-n

Dans la collection «La Table Ronde Stratégique»:-

«**Atlas mondial de l'Islam activiste**», février 1991, 300-p.- format A4---190-F

Xavier Raufer
François Haut

LE CHAOS BALKANIQUE

LA TABLE RONDE
7, rue Corneille, Paris 6^e

© Editions de la Table Ronde, Paris, 1992.

ISBN 2-7103-0462-7

Pour Frédéric

CARTES

- 1.- Les Balkans
Frontières officielles en octobre 1992
- 2.- La pénétrante verte
- 3.- La «III^e Yougoslavie»
- 4.- Bosnie-Herzégovine
La situation militaire au 1^{er} octobre 1992
- 5.- Les «Macédoines»

<p>Table des matières détaillée : voir p. 189</p>

INTRODUCTION

«Une nation est une collectivité d'individus réunie par une commune illusion sur ses origines et une haine commune de ses voisins» (Dicton britannique).

Difficultés de l'entreprise

D'abord, de rares points d'accord-: le Kosovo est «une bombe à retardement»; la Bosnie-Herzégovine, une «poudrière», la Macédoine, «un volcan au bord de l'éruption»; au-delà, l'ensemble balkanique est un casse-tête monstrueux. Mais, là s'arrête le consensus et qui s'intéresse à cette péninsule du sud-est de l'Europe, s'aperçoit vite qu'il entame un parcours du combattant à la fois historique, culturel, religieux, politique et militaire-; parsemé, en prime, de pièges diaboliques.

L'Histoire, pour commencer par elle, n'a rien fait pour faciliter l'entreprise-: depuis deux millénaires, les peuples les plus divers --Grecs, Thraces, Illyriens, Slaves, Gitans, Turcs, etc.- - sont venus s'engouffrer dans le fascinant cul-de-sac balkanique et s'y sont établis. Ces peuples ont embrassé par la suite toutes les variantes du christianisme, plusieurs de ses hérésies, l'Islam sunnite et ont passé un millénaire à tenter de s'anéantir ou de se convertir les uns les autres. Non sans succès, comme nous le verrons avec les Bosniaques, les Pomaks, etc. Rendant le tableau encore plus illisible, le califat Ottoman --une théocratie, par définition-- a, durant plus de quatre siècles, distingué les populations des Balkans non par ethnie, ou par langue, mais par religion. Là-dessus, un réveil nationalitaire particulièrement explosif à la fin du XIX^{ème} siècle, suivi d'un entre-deux-guerres façon guerre civile libanaise et de quarante ans de glaciation communiste nous conduisent à l'imbroglio chaotique que nous connaissons aujourd'hui.

Là, sur le terrain, entre la Roumanie, la Hongrie, l'Autriche et l'Italie, au nord, la Grèce au sud, d'innombrables pièges attendent le chercheur, l'analyste, le journaliste; bien avant qu'il ne s'aventure à démêler les stratégies, les jeux de pouvoir, les combinaison politico-militaires, au moment même où il aborde le B-A BA et tente par exemple de comprendre qui est qui, quelle terre appartient à qui.

Dès cet instant, l'innocent se trouve emporté dans un tourbillon d'euphémismes ethniques, de recensements à surface variable et de courbes démographiques en accordéon; étrange happening politico-géographique que ses auteurs et interprètes, tous sélectivement amnésiques, ont en prime ponctué de purs et simples gags.

LE CHAOS BALKANIQUE

- Euphémismes-: qu'est-ce que la «Bulgarie occidentale» ? C'est la Macédoine. La «Serbie du Sud»-? La Macédoine encore. Quelle est cette «part de l'héritage national hellénique» peuplée de «Grecs slavophones» ? La Macédoine toujours. Qui sont «Les plus purs des Croates» ? Les Bosniaques. Quels sont ces «Serbes convertis de force à l'Islam» ? Les Bosniaques à nouveau. Qu'est-ce qu'un «Grec de langue roumaine» ? Un Valaque. Et la communauté des-Bunjevci de Vo'vodine, est-elle «croate» ou «serbe catholique»-? Enfin, que dit le président de la «III^{ème} Yougoslavie», Dobrica Cositch, de la situation actuelle au Kosovo-? «C'est la séquelle d'un triple colonialisme-: ottoman, italien pendant la seconde guerre mondiale et communiste». Conclusion-: les Kosovars n'ont pas leur place en Serbie.

Cette volonté à peu près systématique de nier l'existence même du voisin rend la guerre civile, type balkanique, plus inexpiable encore que celle du Liban; là, chaque communauté, chaque milice, racontait des horreurs sur sa voisine mais ne songeait pas à en nier l'existence. Et puis -soyons cynique un instant- il y avait, à côté même du Liban, la Syrie, d'autant plus capable de ramener l'ordre si on lui reconnaissait une suzeraineté de facto sur son petit voisin, qu'elle avait elle-même puissamment contribué à déclencher la guerre civile, avant de tout faire pour qu'elle s'éternise...

- Recensements et populations à surfaces variables-: cette spécialité balkanique se pratique au sommet comme à la base. Au sommet, il s'agit pour un gouvernement de classer les populations, non en fonction de leurs identités proclamées, mais selon les alliances ou les affrontements du moment. Exemple-: en 1946, Georgi Dimitrov regnante, il y avait en Bulgarie 252-908 Macédoniens, dont Dimitrov lui-même. A l'issue de la guerre civile grecque alors déchaînée, Staline espérait créer une Grande Macédoine, au coeur d'une future Fédération communiste unifiée des Balkans. 1965-: Dimitrov et Staline disparus, Tito en rébellion, la Bulgarie réalise un nouveau recensement. Combien de Macédoniens-? 8-750... Situation inverse dans la République socialiste de Macédoine (Yougoslave). Là, en fonction des aléas de la répression et des facilités d'émigration, les populations musulmanes naviguent entre les catégories «Turc», «Albanais» et «Musulman» proposées par les autorités. En 1953, à l'époque où le torchon brûlait entre Tito et l'Albanie, il y avait en Macédoine-Skopje 204-000 «Turcs». Tito mort, il n'y en avait plus que 86-700 en 1981 mais, magie des vases communicants, le nombre d'«Albanais» avait augmenté d'autant...

- Amnésie sélective-? A propos de leurs minorités, même les plus minuscules, les autorités serbes invoquent à tout instant le respect des droits des nationalités; prônent une approche réaliste face aux poids démographiques respectifs; dénoncent des oppressions culturelles intolérables, etc. Ces mêmes officiels se murant dans un silence farouche dès qu'il est question de leur propre minorité albanaise du Kosovo...

- Gags-: sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, êtes-vous musulman, avec «m» minuscule ? Vous êtes croyant et respectez les règles coraniques. Mais portez-vous, sur votre document d'identité, la mention Musulman, avec un «M» majuscule-? Vous êtes alors un citoyen slave, ni orthodoxe ni catholique, de l'ex-Yougoslavie. A ce titre vous pouvez fort bien professer l'athéisme, vous gaver de porc et rentrer ivre tous les soirs, c'est sans importance... Plus fort encore-: en Macédoine-Skopje, plusieurs dizaines de milliers de Gitans se sont en 1990 proclamés «Egyptiens» et «descendants des pharaons», avant de se ruer sur le consulat d'Egypte pour y remplir des formulaires d'immigration. Eberlué, mais ferme dans son refus, le consul s'est borné à qualifier d'«irrationnelles» les demandes de ces «compatriotes» inattendus. Mais les «fils des Pharaon» n'en n'ont pas démordu et

INTRODUCTION

exigent maintenant la création d'une catégorie «Egyptien» lors du prochain recensement...
Apothéose-: 60-000 Slovènes, lassés des questionnaires ethniques («Etes-vous Slovène? Et votre épouse? Vous n'avez pas une grand-mère croate ou serbe? etc.») se sont déclarés «Esquimaux» au recensement qui a suivi l'indépendance de leur pays...

Des bouleversements cataclysmiques

Mais, toutes ces facéties superficielles n'arrivent plus à dissimuler l'immensité des bouleversements ayant affecté la région au cours des trois années écoulées-:

- Le marxisme-léninisme et l'économie collectiviste ont disparu-: dans la région, aucun parti communiste --même transformé en «parti socialiste»- n'exerce plus le monopole du pouvoir politique. Un pluralisme «à la libanaise» s'instaure progressivement.

- Les mouvements populaires-nationalistes belliqueux se multiplient, tous abreuvés de l'enivrant cocktail homogénéité ethnique-langue et religion commune-frontières historiques-; rêvant tous de la «Grande Albanie», de la «Grande Croatie», de la «Grande Macédoine», ou de la «Grande Serbie». Cette folie des grandeurs contribue, bien sûr, à dramatiser les problèmes de frontières et de minorités. Par exemple-:

--Albanie-: problèmes avec la Serbie à propos du Kosovo; avec la Macédoine, à propos de la minorité albanaise; avec la Grèce, à propos de la minorité grecque en Albanie.

--Bulgarie-: problème avec la Turquie, à propos de la minorité turque; avec la Macédoine yougoslave ainsi qu'avec les Macédoniens bulgares, à propos de la notion même de Macédoine.

--Serbie-: problèmes de territoires, de populations et de frontières avec tous leurs voisins, Croates, Albanais, Bosniaques, Macédoniens etc., ayant conduit, depuis 1991, au déclenchement des guerres civiles superposées ou alternatives qui font rage aujourd'hui. Une situation telle que nul ne peut dire quelle sera, demain, la carte définitive de la Serbie.

- Des scénarios-catastrophe affolent gouvernants et opinions publiques de la région. Partant de faits réels, ils prennent une ampleur dramatique sous l'effet conjugué des hantises d'aujourd'hui et des frayeurs ancestrales. Les principaux-: le dérapage macédonien, la conspiration anti-serbe et la «pénétrante verte».

--La Yougoslavie se désintégrant, la Macédoine-Skopje s'est déclarée indépendante en septembre 1991. A la grande inquiétude de ses voisins-: Grecs, Bulgares, Serbes, Albanais et Turcs se souviennent que l'abcès macédonien a déjà provoqué deux sanglantes guerres régionales en 1912 et 1913. A l'époque, l'enjeu était cette fenêtre sur la mer Egée que procurerait au vainqueur la mainmise sur la «Macédoine historique». Aujourd'hui, sans dramatisation excessive, dans la mesure où tous les voisins de la Macédoine-Skopje nourrissent à son égard des sentiments hostiles ou même franchement annexionnistes, l'imbroglio macédonien contient en germe une situation de type kurde¹. Un embrasement

¹La comparaison est également pertinente dans le domaine hydrographique, si important pour une région montagneuse et aride. Si le Kurdistan a pu être surnommé «le chapeau d'eau du Proche-Orient», la Macédoine, où se trouvent les deux grands lacs d'Ohrid et de Prespa, contrôle aussi les sources du Vardar, de la Struma, du Drin blanc et du Drin noir.

LE CHAOS BALKANIQUE

de la scène macédonienne conduirait, dans le pire des cas, à une guerre régionale en vraie grandeur.

--Tous contre la Serbie! A Belgrade, on dénonce une formidable coalition, constituée dans le but d'interdire aux Serbes de jouer leur rôle de rempart de l'Europe contre la Turquie, les hordes asiates, le Jihad islamique etc. «Comme toujours, déclare par exemple récemment un officiel Serbe², la Serbie est la muraille protectrice de l'Europe; elle défend l'Europe contre l'influence de l'Islam». A la tête du complot anti-serbe, l'Allemagne néo-nazie, qui domine désormais la communauté européenne; à ses côtés, l'impérialisme américain, bien sûr, fourvoyé par ses alliés turcs et séoudiens et aussi le Vatican, favorable aux Croates catholiques et plein de haine pour l'orthodoxie. Bref, la malheureuse Serbie seule contre l'expansionnisme germanique, le catholicisme austro-hongrois et l'Islam ottoman.

--L'effondrement du communisme dans les Balkans y a provoqué un indéniable réveil de l'Islam; par ailleurs la Turquie s'est --discrètement-- posée en protectrice des minorités d'origine turque --toutes musulmanes à l'exception des Gagaouzes-- dans une région ravagée par la guerre civile, le chaos politique et l'anarchie économique. Partant de là, une bonne partie des opinions --et donc des forces politiques-- de Bulgarie, de Grèce et de Serbie, trois pays chrétiens-orthodoxes conquis par l'empire Ottoman entre le XII^{ème} et le XV^{ème} siècle, considèrent qu'une flèche turco-musulmane, est désormais pointée sur l'Europe. Cette «pénétrante verte» trouve son origine en Asie centrale, passe par la Turquie, puis par les minorités musulmanes-turques de Thrace grecque, de Bulgarie, de Macédoine. Elle se renforce encore en Albanie puis gagne le Kosovo, le Sandjak et la Bosnie. Sa pointe extrême est maintenant à proximité immédiate de l'Autriche et de l'Italie, aux portes même de la CEE, où elle dispose déjà de têtes de pont dans les immigrations musulmanes, très nombreuses en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne notamment.

D'où, un fantasme en alimentant un autre, la crainte --elle, très réelle-- des Européens de voir à terme le brasier yougoslave gagner le reste des Balkans³. Crainte accompagnée de l'idée dérangeante que la guerre yougoslave pourrait bien être le modèle d'une guerre européenne à venir; un peu comme la Guerre d'Espagne avait préfiguré le second conflit mondial.

Le réveil du terrorisme

Mais si chacun s'efforce aujourd'hui d'éviter que les affrontements communautaires yougoslaves ne tournent au conflit régional majeur, une autre forme de guerre fait déjà rage dans la région: celle qui privilégie les stratégies indirectes et l'emploi du terrorisme. Elle commence même à se répandre sur le territoire de la Communauté économique européenne. Le 7 juin 1992 en effet, trois jeunes hommes de nationalité croate ont été arrêtés à Milan, en possession de plusieurs kilos d'explosif. Dans leur voiture, une carte de la ville, où la prison San Vittore était encerclée au crayon. Ces trois hommes avaient-ils un objectif «politique»? S'agissait-il de mercenaires d'un groupe criminel organisé? Ils sont restés muets mais désormais, quelle qu'en soit la raison, les pays de la CEE doivent se préparer à

² Gordan Milosavjevitch, cité par ôKayhan International, ö TÚhÚran, le 17 ao¼t 1992.

³ Crainte confirmÚe Ó la fin du mois de septembre par le prÚsident albanais Sali Berisha, qui dÚclare dans une interviewá: ôil y a un risque important de guerre balkanique, si les combats sÆÚtendent au Kosovo et Ó la MacÚdoineö.

INTRODUCTION

faire face à des «bavures» de la guerre aujourd'hui «Yougoslave»-; peut-être, demain, balkanique.

Cette poussée vers l'Europe était inévitable-: pour qui veut y voir clair, les affrontements dans l'ex-Yougoslavie sont depuis l'origine rigoureusement comparables à la première phase (1975-1978) de la guerre civile libanaise-:

--création sur place de milices «mi-politiques», «mi-Grandes compagnies» portant des noms ronflants tirés du folklore balkanique-: «Escadrons de la Mort», «Tigres», «Main-noire», «Aigles-blancs», «Vengeurs», «Cagoules noires», etc. multipliant, en l'absence de toute autorité, pillages, dynamitages de bâtiments, torture de civils et meurtres ⁴.

Certaines de ces milices, dont il sera question plus loin en détail, rappellent d'ailleurs aux historiens de sinistres souvenirs. Le 15 mai 1992 par exemple, Makedonia journal officieux de la Macédoine-Skopje repris par l'agence russe Novosti, a annoncé que l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne --sans doute le pire des groupes terroristes de l'entre-deux-guerres-⁵- ressuscité en 1990 sous la forme d'un parti «démocratique», se dotait de «Comités de sécurité». Ces «organes de protection» forts selon l'ORIM de 100-000 hommes, sont implantés «dans toutes les villes et villages de Macédoine yougoslave», puis, dès que cela sera possible, «partout où il y a des Macédoniens dans les Balkans»...

--entrée dans le jeu d'éléments criminels émigrés, Serbes, Croates, Albanais etc., notamment en Allemagne, pays qui compte près d'un demi-million de ressortissants de l'ex-Yougoslavie. Au sein de ce «milieu», des bandes naguère spécialisées dans le racket des discothèques, le vol des véhicules de luxe, la falsification des chèques et cartes de crédit, se sont lancées dès 1990 --fibre patriotique-? Appât du gain-?-- dans des trafics de drogue et d'armes de guerre destinées aux milices, eux aussi typiquement «libanais».

--démarrage sur le théâtre d'opérations d'un terrorisme local de provocation, encore maladroit et peu sophistiqué. En voici les principales manifestations-:

Août 1991-: A Hercegovni, Monténégro, deux militants islamistes, Ibrahim Dervissevic (34 ans) et Mehda Kulovic (28 ans) sont déchiquetés dans leur voiture par la bombe qu'ils transportaient.

-A Zagreb, Croatie, deux bombes dévastent le cimetière juif de Mirogoj; une autre explose devant le centre communautaire juif de Croatie. Provocation serbe ?

Octobre 1991-: à Podgorica (ex-Titograd, Monténégro), attentat à l'explosif (dégâts importants) visant la mosquée et les locaux attenants du Conseil islamique de Yougoslavie.

Février 1992-: à Odzak (nord de la Bosnie), le référendum sur l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine étant prévu à la fin du mois, attentat à la bombe devant le centre culturel croate-; 15 blessés, 3 dans un état critique.

Mars 1992-: à Banja-Luka, attentat par explosif contre une mosquée. Dégâts importants.

. A Vinkovci, (est de la Croatie) attentat à la bombe visant le siège du Parti croate du Droit (HSP, nationaliste) et son président, Droboslav Paraga, qui est indemne. Le HSP dispose

⁴ En Croatie, Pour l'Année 1991: assassinats : +178%; attentats par explosif: +114%.

⁵ Voir p.140.

LE CHAOS BALKANIQUE

d'une milice, le HOS forte, selon elle, de «plusieurs milliers de combattants». 2-morts, 5 blessés, un bâtiment détruit.

D'où l'activisme des puissances --»grandes» et «régionales»- proposant tour à tour leur solution et tentant toutes d'imposer des cessez-le-feu. Selon le scénario libanais, elles devraient, écoeurées, finir par se désintéresser de l'affaire; puis se trouver entraînées à nouveau dans le guêpier, par le biais d'attentats et autres «messages» émanant de la région embrasée.

PREMIERE PARTIE

LA MOSAÏQUE BALKANIQUE-:
POPULATIONS, MINORITES, RELIGIONS,
FACTEURS BELLIGENES-⁶

⁶ Il y eut naguère une communauté juive non négligeable dans les Balkans; principalement des sépharades ayant fui l'Inquisition espagnole au XVI^{ème} siècle pour se réfugier dans diverses parties de l'Empire ottoman. Les communautés juives de Grèce et de Yougoslavie ont été décimées durant la Seconde Guerre mondiale, du fait des déportations nazies; il restait en Bulgarie 50 000 Juifs à la libération dont les neuf dixièmes ont émigré en Israël. Avant la guerre civile, il y avait encore 6000 Juifs en Yougoslavie dont un millier à Sarajevo, 1500 à Belgrade et 1300 à Zagreb; plusieurs centaines de Juifs ont quitté la Croatie pour Israël l'automne de 1991.

ALBANIE

L'Albanie, sortie de l'Empire Ottoman en 1912, est un petit pays de +/-28-800 km²; capitale-: Tirana. Ses voisins sont-: la «troisième Yougoslavie» (République fédérale de Yougoslavie, RFY, Monténégro et Serbie) la Macédoine-Skopje, la Grèce. Elle compte à l'heure actuelle +/-3,2 millions d'habitants et possède la démographie la plus galopante du continent européen; après, toutefois, la province voisine du Kosovo, incluse dans la RFY et elle aussi peuplée d'Albanais.

Minorités

- Hors d'Albanie, il existe en Serbie et en Macédoine-Skopje deux fortes minorités albanaise et musulmane. Serbie-: +/-2 millions d'Albanais au Kosovo; Macédoine-: selon les estimations, de 21 à 40% de la population est d'origine albanaise soit de +/-420-000 à 800-000 personnes.

- En Albanie même, la population est majoritairement d'ethnie albanaise et musulmane sunnite. Il existe une minorité albanaise-catholique dans le nord du pays. Les Pomaks, des Slaves islamisés sous l'Empire Ottoman, se sont fondus dans la population. Par ordre d'importance, les minorités allogènes sont les Grecs, de 40-000 à 400-000 selon les sources, sans doute +/-200 à 250-000-- de confession orthodoxe, comme les Valaques (parlant une langue latine proche du roumain), +/-20-000; les Macédoniens (+/-10-000), et les Serbes (quelques milliers). Il y a également en Albanie +/-10-000 Gitans et deux petites communautés arménienne et juive (quelques centaines de personnes).

Religions

70% des Albanais sont musulmans sunnites mais on trouve dans ce pays des sociétés hétérodoxes, parfois au bord de l'hérésie pure et simple. Ces sectes mêlent à l'Islam des éléments de chi'isme, de christianisme, de chamanisme et même de bouddhisme-; elles s'apparentent aux confréries soufies ou aux ordres derviches et suivent une règle de type monacal. Le principal de ces ordres est celui des Bektashis⁷.

Avant le communisme, Il y avait 750 mosquées en Albanie-; 700 ont été détruites d'ordre du «premier Etat athée au monde»; il en reste 50, fort délabrées; deux sont ouvertes à

⁷ Les Bektashis sont les disciples de Hajji Bektash, guide spirituel d'un ordre derviche fondé en Asie mineure entre le XII^{ème} et le XIII^{ème} siècle. Sous l'Empire Ottoman, les Bektashis ont longtemps recruté leurs disciples chez les nomades turkmènes et dans le corps militaire des janissaires (en turc, Yeni Ceri, les troupes nouvelles, fondé vers 1360). La répression anti-religieuse de Kemal Atatürk a poussé les dirigeants Bektashis à se réfugier en Albanie entre 1925 et 1930. Les Bektashis considèrent que Hajji Bektash, Mahomet, Ali et Jésus ne font qu'un et sont des manifestations de la divinité. Il croient comme les chrétiens à la nature impeccable de la famille du prophète (Ahl al-Beit) et adorent comme saints les 40 compagnons les plus proches de Mahomet. Pour les Bektashis, les obligations rituelles prescrites par le Coran sont de peu d'importance pour qui veut rencontrer Dieu; ils utilisent la voie d'un mysticisme fondé sur la gnose, le yoga et le shamanisme. Leur rite comprend l'usage de bougies allumées, des repas de cérémonies semblables à la Cène, des danses sacrées extatiques et une numérologie élaborée (3 = trinité Dieu, Mahomet, Ali-Jésus; 5 = Ahl al-Beit; 7 = hiérarchie d'initiation, les 7 étapes entre le statut de novice et celui de Grand maître, le *ôpîleö*, ou *ôQutbö* en arabe; 12 = les imams duodécimains; 40 = les compagnons du Prophète).

LA MOSAÏQUE BALKANIQUE

Tirana. La pratique religieuse est libre depuis novembre 1990 et les lieux de cultes subsistant ont été rouverts.

BULGARIE

La Bulgarie, sortie de l'empire Ottoman en 1878, est un pays de +/-111 000 km²; capitale:- Sofia (+/ 1,2 M d'h.). Ses voisins sont la Roumanie, la Serbie, la Macédoine-Skopje, la Grèce et la Turquie. Elle compte à l'heure actuelle +/-9,5 millions d'habitants.

Minorités

Par ordre d'importance:-

- Les Turcs:- entre 1 et 1,5 million selon les sources locales-; 900-000 selon une enquête récente d'Amnesty International. La plupart de ces Turcs proviennent de tribus turkmènes, à l'origine nomades, venues d'Asie centrale et établies dans les Balkans durant le califat Ottoman. La majorité d'entre eux vit dans la province de Kirdshali, sur le bassin de la rivière Arda, et dans les massifs montagneux de Stara Planina (partie orientale du pays) et du Rhodope (le long de la frontière grecque). Depuis 1948 et la consolidation de l'Etat communiste, une campagne d'athéisme et de changement des noms turcs au profit de patronymes de consonance bulgare a visé tout particulièrement la minorité turque. Cette campagne a connu son apogée au début de 1989. Cette année là, entre mai et juin, 300-000 turcs se sont enfuis en Turquie; 130-000 d'entre eux ont ultérieurement regagné la Bulgarie, quand les persécutions ont cessé. A partir de janvier 1990, un «Mouvement des Turcs et des Musulmans de Bulgarie» a milité pour le droit de porter son nom, de parler sa langue, de pratiquer sa religion et d'élire ses représentants propres-; tout en se prononçant pour l'unité du peuple bulgare, contre l'autonomie, le nationalisme et le fanatisme. En mars 1990, le pouvoir post-communiste a reconnu ces droits aux Turcs, Pomaks, etc.. Selon des sources locales, la mise en pratique de ces concessions de principe faites par l'administration bulgare s'effectue dans une pagaille mêlée de sabotage. Aux élections de juin 1990, le Mouvement Turc a obtenu 6% des voix; 7% à celles d'octobre 1991, et +/-20 députés.

- Les Gitans sont +/-600-000. Sédentarisés de force sous le régime communiste, certains recommencent à circuler dans la région et ce chiffre estimatif peut donc varier très sensiblement dans un avenir proche. Ils sont musulmans à 75% et chrétiens orthodoxes à 25%.

- Les Pomaks (Slaves du sud islamisés sous le califat Ottoman):- +/- 250-000; ils vivent pour la plupart dans le massif du Rhodope.

- La Bulgarie compte en outre quelques milliers d'Albanais, d'Arméniens, de Gagaouzes (turcs chrétiens-orthodoxes), de Grecs, de Russes «blancs», de Tatars (musulmans venus d'Asie centrale) et de Valaques (les «Karakachani» roumanophones et les «Sarakatsani» hellénophones). Et également, bien sûr, une minorité fantôme, celle des Macédoniens, que les autorités de Sofia considèrent comme des Bulgares purs et simples⁸.

Religions

⁸ Voir p.472 les minorités macédoniennes et p.125 «La Macédoine : un Kurdistan en Europe?»

LE CHAOS BALKANIQUE

La majorité des Bulgares est chrétienne-orthodoxe, mais il existe dans le pays une forte minorité musulmane (entre 1,5 ou 2 millions de personnes) qui a retrouvé sa liberté de culte et d'association au début de l'année 1990. Le 1^{er} octobre 1990, un institut islamique s'est ouvert à Sofia sous l'autorité du grand mufti Hajj Nedim Hafez; il accueille alors 45 étudiants, choisis parmi les demandes d'inscription. Depuis, des écoles musulmanes s'ouvrent à un rythme accéléré, notamment dans les grandes villes du pays. Un grand centre islamique international est en projet et, depuis avril 1990, la communauté musulmane dispose d'un bimensuel en langue turque, *Muslim*, dirigé par Ibrahim Gendjhev.

GRECE

Sortie de l'Empire Ottoman en 1821, la Grèce est un pays de +/-132-000 km²; capitale: Athènes (qui représente avec Le Pirée 1/3 du total de la population). Ses voisins sont l'Albanie, la Macédoine-Skopje, la Bulgarie et la Turquie d'Europe. Elle compte aujourd'hui un peu moins de 10 millions d'habitants. La Grèce n'a acquis ses frontières définitives qu'en 1924, après le traité de paix gréco-turc, précédé en 1923 du traité de Lausanne. Et, jusqu'en 1949, le Parti communiste grec s'est prononcé pour la création d'une Grande Macédoine englobant toute la Macédoine grecque, ville de Salonique comprise. D'où la grande sensibilité des Grecs à tout ce qui concerne leur frontière nord et leur inquiétude quand l'anarchie a recommencé à régner dans les Balkans en 1990.

Minorités

La province grecque de Thrace occidentale (population totale: +/- 360-000) compte une minorité turque de 60 à 120-000 personnes selon les sources. Contrairement aux Valaques et aux Albanais chrétiens-orthodoxes (quelques dizaines de milliers) bien assimilés; fondus, même, dans la population, les Turcs sont considérés par les autorités grecques comme une communauté hostile. Depuis 1986, les incidents se multiplient dans la zone frontière nord du pays où vivent également +/-30-000 Pomaks, eux aussi musulmans.

1986-: au mois d'août, le professeur de philosophie Sadiq Ahmet et le théologien Ibrahim Serif, font circuler une pétition, qui recueille 13-000 signatures, pour protester contre la politique grecque d'assimilation. Arrêtés et jugés à Salonique pour «falsification», ils sont respectivement condamnés à 30 et 15 mois de prison. Devant l'ampleur des protestations internationales, ces peines ne seront pas purgées .

1988-: à Komotini, en Thrace occidentale, la minorité turque organise durant l'été des manifestations pour la reconnaissance de ses droits.

1989-: en juin, Ahmet se présente aux élections législatives grecques comme indépendant. Il est élu avec 32% des voix. En novembre, nouvelles élections. Sadiq Ahmet ne peut s'y présenter-; il est condamné, avec Serif à des amendes d'un montant total de 25-000 francs.

1990-: en avril, nouvelles élections législatives. Ahmet est élu largement; les persécutions grecques ont fait de lui le héros des musulmans de Grèce. Sa popularité ne réjouit pas vraiment le gouvernement turc qui se passerait bien d'un motif de discorde supplémentaire avec son voisin.

LA MOSAÏQUE BALKANIQUE

1991-: en août, le gouvernement grec remplace le Mufti de Xanthi (Thrace occ.) Mehmet Amin Agha --qui entame une grève de la faim-- par Mehmet Amin Sinikoglou. Furieuse de n'avoir pas été consultée, la population boycotte les mosquées. Sadiq Ahmet et le président de la communauté des ulémas, Sabri Hassan, qui pourtant se détestent, soutiennent le mouvement. Depuis, un calme précaire règne en Thrace occidentale, chacun restant sur ses positions.

Il y a également en Grèce une communauté de +/-140-000 Gitans dont +/-50-000 sont musulmans (et 20-000 chi'ites-: les seuls dans toute la péninsule balkanique); quelques milliers de Gagaouzes et les +/-20-000 derniers Athingani, une communauté hérétique orthodoxe excommuniée au Moyen-âge par le patriarcat de Byzance.

EX-YOUGOSLAVIE (RSFY)

Serbes-? Croates-? Slovènes-? Bosniaques-? Tous les Slaves du sud, ou «yougo-Slaves» ont pour origine des tribus qui, au III^{ème} et IV^{ème} siècles, ont commencé à migrer de Pologne (bassin de la Vistule) et d'Ukraine, vers les Balkans (un mot turc postérieur qui signifie «montagnes boisées»), où elles arrivent au VI^{ème} siècle. La colonisation slave proprement dite de la région débute vers 610 après JC, ces tribus tendant alors à se couler dans le moule local. Elles respectent notamment l'une des frontières historique, culturelle et religieuse les plus stables d'Europe-: celle qui commence à séparer les empires d'Occident et d'Orient. En 395 après JC en effet, à la mort de Théodose I^{er}, l'empire romain a été partagé entre ses deux fils, Arcadius et Honorius. Dans les Balkans, la préfecture d'Illyrie est divisée du nord au sud, de la ville de Sirmium (Sremska Mitrovica aujourd'hui), sur la Save, un affluent du Danube, au lac Scutari (Skador) sur l'actuelle frontière entre le Monténégro et l'Albanie⁹.

Là se forme, au cours des siècles, la ligne de partage entre l'héritage culturel grec et romain-: à l'ouest l'influence de Rome, le catholicisme et l'alphabet latin; à l'est le rayonnement de Byzance, l'orthodoxie et l'alphabet cyrillique. Les affrontements très durs entre catholiques et orthodoxes, pour la conquête des âmes des slaves du sud, culminent au IX^{ème} siècle-¹⁰. Dès le siècle suivant, un début d'identification culturelle est déjà possible entre Serbes, Slovènes et Croates. Transformées au cours des siècles en caractères nationaux, ces spécificités culturelles perdurent jusqu'à nos jours. Et, bien souvent, elles ont pris, au cours des siècles, un aspect outrancier-; parfois même celui d'un délire apocalyptique-: Croates se voyant en guerriers du vrai Christ, celui des catholiques, combattant les barbares et hérétiques serbo-byzantins-; Serbes se considérant comme le rempart de l'Europe chrétienne face au Jihad islamique, etc.

La Yougoslavie d'avant 1991

⁹ GrossiPrement, le long du cours de la Drina.

¹⁰ Encore que les premiers Slaves du sud -y compris les futurs Serbes- a avoir ÚtÚ convertis, l'ont ÚtÚ d'abord par l'Eglise de Rome; ils tiennent leur baptÚme du Pape, antÚrieurement au schisme entre catholiques et orthodoxes consommÚ en 1054. La rupture entre catholiques et orthodoxes devient totale Ó la suite du pillage de Constantinople en 1204 par la IV^{Úme} croisade.

LE CHAOS BALKANIQUE

La République socialiste fédérative de Yougoslavie, RSFY, capitale Belgrade, avait pour superficie +/-256 000 km². Elle se composait de 6 républiques fédérées: Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Monténégro, Macédoine; et de deux provinces autonomes: Vo'vodine et Kossovo. Elle avait pour voisins l'Italie, l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce et l'Albanie. Sa population était en 1988 de +/-24 millions d'habitants.

Au recensement de 1981, les minorités présentes sur son sol étaient: les Gitans, en partie nomades, +/-850-000; les Hongrois, +/-430-000; les Turcs, +/-102-000; les Slovaques, +/-80-000; les Roumains, +/-55-000; les Bulgares, +/-36-000; les Ruthéno-Ukrainiens, +/-23-000; les Tchèques, +/-20-000; les Italiens, +/-15-000; et quelques milliers de Juifs et de Valaques.

En majorité chrétienne-orthodoxe, la Yougoslavie comptait une importante minorité catholique (Croatie) et des communautés protestantes solides, en Slovénie notamment. Mais, cas unique en Europe, elle comportait aussi six millions de Musulmans, tous sunnites, dans sa population indigène. Et l'Islam était la religion qui se développait le plus vite dans le pays.

L'Islam dans la RSFY

L'Islam de la Yougoslavie ancienne manière, était coiffé par la «Communauté religieuse islamique Yougoslave», CRIY. Son siège était à Sarajevo, où se trouve la seule faculté de théologie islamique d'Europe (une centaine de pensionnaires en 1987) ainsi qu'une des plus anciennes et des plus riches bibliothèques islamiques au monde, nommée Gazi Husrev Bey¹¹.

Le grand dirigeant de la CRIY est le Ra's-ul-Uléma (chef des ulémas), une fonction créée en 1882 et qui conserve aujourd'hui son importance malgré les guerres civiles qui déchirent l'ex-fédération. A ses côtés, une assemblée suprême de 35 membres en charge du domaine matériel et un conseil suprême de 11 membres, traitant des affaires spirituelles. Elu en novembre 1989, le dernier titulaire du poste est l'Imam Jakoub Selimoski, un musulman de Macédoine-Skopje né en 1946. Ancien étudiant des facultés de Sarajevo et d'al-Azhar, au Caire, il parle couramment le turc, l'albanais, l'arabe, le macédonien et le serbo-croate.

Le Ra's ul-Ulama a sous son autorité spirituelle plus de 3-000 imams exerçant leur ministère dans autant de mosquées. 800 d'entre elles ont été construites ou restaurées sous Tito, qui tenait beaucoup à son image de dirigeant du mouvement des non-alignés et donc à l'amitié des pays arabes et musulmans. De ce fait, Tito avait accordé aux imams de nombreux avantages: sécurité sociale, salaire, appartement de fonction.

Sur le plan territorial, le CRIY se subdivise en assemblées régionales, ou «Mesihat»; celle de Bosnie-Herzégovine (Sarajevo) est dirigée par Hajj Salih Colakovic; celle de Croatie et Slovénie (Zagreb) par Hajj Sevko Omerbasic; celle de Serbie-Kossovo-Vo'vodine (Pristina) par Hajj Hamdija Jusufpahic. Il y a deux autres assemblées de moindre importance en Macédoine-Skopje et au Monténégro. Sous le contrôle du CRIY, toutes ces «mesihat» gèrent trois écoles supérieures coraniques (Sara-jevo, Pristina, Skopje¹²; qui, en 1987, accueillait

¹¹ En l'honneur du gouverneur de Bosnie et du Sandjak qui, Ó partir de 1521, a ÚdifiÚ la plupart des monuments musulmans de Sarajevo.

¹² L'Úskub des Ottomans, o' rÚsidaient de nombreux musulmans.

LA MOSAÏQUE BALKANIQUE

320 garçons et 150 filles); une presse comptant +/-25 titres divers, et une agence de presse, la Yugoslav Mina.

LA «TROISIEME YUGOSLAVIE» (RFY)

La «République Fédérale de Yougoslavie», RFY est proclamée le 27 avril 1992; elle se compose de la Serbie, du Monténégro, de la province autonome de Vo'vodine et de l'ex-province autonome du Kosovo, aujourd'hui ré-annexée par la Serbie. Le seul pays de l'Europe des 12 à avoir pris part à la cérémonie de proclamation est la Grèce, pour des raisons d'équilibre balkanique. Les voisins de la RFY sont la Croatie, la Hongrie, la Roumanie, la Macédoine-Skopje et l'Albanie. Dans sa configuration actuelle, sa superficie est de +/- 102 200 km² et elle compte 10,4 millions d'habitants.

Cette «troisième Yougoslavie» ressemble fort à l'embryon d'une «Grande Serbie» voulue par les nationalistes de Belgrade et qui comprendrait la Serbie actuelle, le Monténégro, la majeure partie de la Bosnie-Herzégovine, tout ou partie de la Macédoine-Skopje et, en Croatie, la Krajina de Knin et la Slavonie occidentale. Les dirigeants de la «troisième Yougoslavie» ont, bien sûr, proclamé l'intangibilité des frontières actuelles de la Serbie et du Monténégro; mais la constitution de la RFY prévoit que «d'autres Etats peuvent la rejoindre»; les Républiques serbes de la Krajina, ou de Slavonie, ou encore celle de Bosnie-Herzégovine, par exemple...

La RFY a hérité de l'essentiel de la JNA, l'ex-«Armée fédérale»-: la majeure partie de son encadrement, serbe, ses appelés serbes et monténégrins, pratiquement tout son armement lourd; ses casernes et usines sises en RFY.

Avant l'éclatement du pays, l'armée de terre comptait +/-180-000 hommes dont 100-000 appelés, Serbes pour la moitié. Les soldats «fédéraux» opérant dans les zones serbes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine -eux-mêmes serbes et originaires de ces enclaves dans plus de 80 % des cas- ont été mis à la disposition de ces «Républiques Serbes» rebelles.¹³ Les appelés non-serbes originaires de Bosnie-Herzégovine, de Macédoine et de Croatie ont déserté dans l'année 1990-1991 ou ont été démobilisés et renvoyés dans leurs pays.

SERBIE¹⁴

La Serbie actuelle, qui inclut la Vo'vodine et le Kosovo, a une superficie de +/-88 700 km² (dont 56 000 km² pour la «petite Serbie»). Sa population est de +/-9,7 millions d'habitants, serbes à +/-67%.

La situation actuelle de la Serbie -et ses développements futurs- sont incompréhensibles sans un bref rappel historique. Peuple belliqueux et fier, particulièrement redoutable dans les guerres de Partisans, les Serbes ont été soumis par les Ottomans après des décennies

¹³ Le 5 mai 1992, la présidence de la RFY a annoncé qu'elle abandonnait tout contrôle de l'armée fédérale en Bosnie-Herzégovine, et qu'elle laissait aux trois communautés le soin de reprendre en charge ses effectifs. Ces 7 corps d'armée de l'ex JNA, représentant 80 000 hommes, sont des serbes de Bosnie à hauteur de 85% et constituent de facto l'armée de la République serbe de Bosnie-Herzégovine. Voir également p.161 l'annexe sur l'armée yougoslave.

¹⁴ Voir p.93, Histoire et actualité du terrorisme serbe.

LE CHAOS BALKANIQUE

d'une résistance acharnée, brisée par la défaite de Kosovo Polje, le 28 juin 1389-¹⁵. Ce jour-là, la fine fleur de la jeunesse serbe, conduite par le prince Lazar Hrebeljanovitch a été défaite par l'armée du sultan turc Mourad 1^{er} à l'issue d'une bataille indécise. Le souvenir de cette catastrophe de la Saint-Vitus (Vidovdan), est au coeur du sentiment patriotique serbe; il lui a fourni, outre le jour de sa fête nationale, les thèmes fondateurs de sa poésie, épique ou populaire et ses cycles légendaires.

Cette défaite s'est produite au Kosovo, que les serbes considèrent comme le «berceau de leur civilisation»; au XIV^{ème} siècle, durant le règne du Tsar Dusan, le patriarcat serbe-orthodoxe fut établi à Pec, dans cette province. Il y restera jusqu'en 1766. Aujourd'hui encore, les Serbes considèrent Pec comme le siège spirituel de leur église.

Dès 1804, les Serbes se révoltent contre le joug ottoman --alors puissance considérable-- et se libèrent en 1878-¹⁶. Peu après, ils affrontent sans hésiter l'empire Austro-hongrois, autre colosse européen. Le prince héritier François-Ferdinand choisit-il le 28 juin 1914-¹⁷, date de la saint-Vitus, pour visiter Sarajevo, alors possession austro-hongroise ? Le jeune nationaliste pan-serbe Gavrilo Princip venge cette intolérable provocation et déclenche par ricochet la première guerre mondiale.

En avril 1941 enfin, au lendemain même de l'invasion nazie, les Serbes entament une guerre de résistance acharnée, considérée par l'occupant comme la plus meurtrière du théâtre d'opérations européen, URSS comprise. Différence considérable avec des pays comme la Pologne, la Tchécoslovaquie ou la Hongrie-: le communisme n'arrive pas à Belgrade dans les fourgons d'une armée d'occupation, mais y est instauré par des Partisans ayant eux-mêmes libéré leur pays. Mais, indigène et titiste, le communisme interdit, tout aussi bien que sa variante soviétique, les évolutions intellectuelles et au moment du dégel de 1991, l'inconscient collectif yougoslave en est encore en 1941-: la seconde guerre mondiale n'y a pas été «digérée» le moins du monde.

Aujourd'hui, le parti communiste serbe est devenu «socialiste»; passant d'un indigeste mélange de marxisme, de nassérisme et d'autogestion au nationalisme pan-serbe. Son chef, Slobodan Milosevitch, joue largement sur le registre des haines nationales et des rancunes historiques-: chaque fois qu'il le peut, il s'affiche avec la hiérarchie religieuse orthodoxe et commémore les hauts faits des héros de l'histoire serbe-¹⁸ L'opposition pro-capitaliste, le Mouvement serbe du renouveau de Vuk Drachkovitch est aussi nationaliste que le PS. Plus extrémiste encore est le Parti radical serbe de Vojislav Seselj qui, lui, ne prend même pas la peine de cacher son projet de création d'une «Grande Serbie».

LES COMMUNAUTÉS SERBES HORS DE LA RFY

¹⁵ La première grande bataille serbo-ottomane est celle de Maritza en 1371; le dernier royaume serbe disparaît en 1459.

¹⁶ La révolte de 1804 est conduite par Karageorge (Georges le noir), fondateur de la dynastie Karageorgevitch; celle de 1815, par Milos Obrenovitch, fondateur de la dynastie du même nom.

¹⁷ C'est encore un 28 juin, en 1919, qu'est signé le Traité de Versailles qui crée la Yougoslavie.

¹⁸ De son côté l'Église orthodoxe serbe n'est pas moins nationaliste. Dès le 27 septembre 1992 encore, la Sainte Assemblée de ses évêques proclame que notre Église est en faveur de l'unité du peuple serbe et des territoires serbes.

LA MOSAÏQUE BALKANIQUE

Sur le territoire de l'ex-RSFY, mais hors de l'ensemble Serbie-Monténégro-Kosovo-Voïvodine, les Serbes sont +/-2,1 millions, dont +/-600-000 en Croatie et 1,4 million en Bosnie Herzégovine. Il y aurait par ailleurs +/-600-000 Serbes émigrés dans le reste du monde-: CEE, continent Américain, etc.

En Croatie comme en Bosnie-Herzégovine, l'effort armé des Serbes pour créer de petites républiques indépendantes mono-ethniques, supposées rejoindre un jour la RFY, repose sur un appareil militaire alliant des «milices patriotiques» généralement baptisées «Défense territoriale» à des unités de l'ex-JNA formées de Serbes indigènes; le tout étant mis à la disposition des autorités serbes locales auto-proclamées; le plus gros de la logistique de l'ensemble est assuré, pas toujours discrètement, par l'armée fédérale de la RFY. En Bosnie-Herzégovine par exemple, le commandement de l'armée serbe est assuré par le général Ratko Mladitch, considéré comme l'un des plus brillants de l'ex-JNA et aussi comme un ultra-nationaliste serbe; il commandait auparavant en Krajina¹⁹.

- En Croatie, cet appareil guerrier occupe une bonne partie de la Slavonie occidentale et tout un couloir de terre le long de la Voïvodine, qui comprend la ville de Vukovar (tombée aux mains des Serbes le 19 novembre 1991) et se prolonge en Bosnie-Herzégovine. Les Serbes de Slavonie occidentale ont proclamé leur autonomie dès le 16 août 1991. A l'ouest, les Serbes (80% de la population locale) occupent toute la Krajina de Knin, qui s'est déclarée «République de Krajina Serbe» le 19 décembre 1991. Cette entité sécessionniste, présidée par Goran Hadzitch, coupe virtuellement la Croatie en deux au dessus de Split. Dans ces régions, les unités locales de l'armée «fédérale» sont bien entendu composées d'appelés et de cadres serbes indigènes.

- En Bosnie-Herzégovine, une «République serbe» s'est unilatéralement proclamée le 7 avril 1992 et a fait sécession le jour même. Son drapeau est identique à celui de la RFY. Cette «République», capitale Banja Luka, se composait à l'origine d'un chapelet de 34 cités majoritairement serbes, dotées désormais d'une continuité territoriale par les conquêtes militaires de ces derniers mois-:

.-Région autonome serbe de Bosnie du nord-est-: capitale Bijeljina (57% de Serbes); villes de Ugljevik et de Lopare.

.-Région autonome serbe de Romanija-: capitale, Sarajevo-Pale (68% de Serbes)-; villes de Sokolac et de Han Pijesak.

.-Région autonome serbe de Herzégovine-orientale et de Vieille-Herzégovine-: capitale, Trebinje (59,7% de Serbes); villes de Bileca, Nevesinje, Gacko, Ljubinje, Kalinovic, Rudo et Cajnice.

.-Région autonome serbe de la Krajina bosniaque-: capitale, Banja Luka (50,9% de Serbes, la seconde ville de Bosnie-Herzégovine); villes de Bosanska Novi, Bosanska Dubica, Bosanska Gradiska, Srbac, Prnjavor, Celinac, Tes-lic, Laktasi, Skender Vakuf, Mrkonjic

¹⁹ L'armée serbe de Bosnie-Herzégovine (ASBH) a hérité des arsenaux et stocks énormes constitués sur place par la JNA : le corps de bataille de l'ASBH comprend désormais 480 000 hommes, 300 chars, 200 transports de troupes blindés, 24 avions de combat (opérationnels), plusieurs hélicoptères, des missiles sol-sol, 6 000 pièces d'artillerie lourde et moyenne, des obusiers de Staline, des mortiers, des munitions et des pièces de rechange en quantité.

LE CHAOS BALKANIQUE

Grad, Kljuc, Sivopo, Kupres, Glamoc, Bosansko Grahovo, Drvar, Bosanski Petrovac. Un couloir défendu militairement réunit désormais (août 1992) les deux Krajina, la Croatie et la Bosnie.

Selon son président Radovan Karadzich, la «République serbe de Bosnie-Herzégovine» possède fin août 1992 «un gouvernement, des institutions et un territoire»; ses objectifs militaires étant atteints, elle est prête à négocier, de ci-de là, quelques retouches à ses nouvelles frontières²⁰. Cette «République» -plutôt un patchwork d'enclaves et de mini-Etats contrôlés par diverses milices aux ordres de quelques seigneurs de la guerre- représente en fait la Bosnie-Herzégovine utile-: les grandes vallées, le potentiel industriel civil et militaire, les principaux axes de communication; elle a conclu début août 92 une «alliance» avec la RFY. Commentaire attendri du ministre yougoslave des Affaires Etrangères, Vladislav Jovanovitch-: «ce sont vraiment de bons patriotes serbes»... De son côté, Slobodan Milosevitch avait, le 22 juillet, réitéré son soutien à «la juste lutte des Serbes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine».

LES MINORITES ET LES ALLOGENES EN RFY

Les principales de ces minorités sont les Albanais, les Hongrois, et les Musulmans; elles se concentrent surtout sur les marges de la Serbie proprement dite-: au nord, dans la Voïvodine; au sud-ouest, au Sandjak; au sud, au Kosovo.

La Voïvodine

D'une superficie de 21-500 km², cette province autonome frontalière de la Hongrie et de la Roumanie a pour capitale Novi sad. Elle compte +/-2 millions d'habitants-: +/-55% de Serbes, +/-19% de Hongrois (regroupés en majorité dans la région de Subotica, proche de la frontière hongroise, où ils sont présents depuis quatre siècles); +/-5% de Croates, plus de petites communautés de Roumains, de Slovaques, de Ruthènes, etc.. Jusqu'à l'été de 1992, la Voïvodine était restée en marge des combats qui ont secoué l'ex-RSFY et la compétition entre communautés, regroupées derrière des partis ethniques tels que l'Alliance démocratique des Magyars (VMDK) ou l'Alliance démocratique Croate (DSHV) était pacifique. Mais depuis le mois d'août 1992, les Tchetniks de Vojslav Seselj ont commencé à «nettoyer» les villes et villages croates du nord-ouest de la Voïvodine. Les méthodes utilisées sont classiques-: intimidation, menaces, ensuite, exécutions sommaires, enfin. De ce fait, 17-000 des 100-000 Croates de la région se sont déjà enfuis. Ils sont remplacés par des Serbes ayant fui la Croatie et la Bosnie-Herzégovine.

²⁰ Les objectifs militaires des forces serbes de Bosnie Herzégovine étaient l'origine (printemps de 1992) les suivants:

àCréation d'un corridor en Bosnie du Nord permettant la libre circulation entre la Serbie et les Krajinas;

àContrôle de la vallée de la Drina;

àCréation d'un corridor oriental, le long de la frontière de Bosnie-Monténégro, permettant aux forces serbes d'accéder à leur seule base navale de l'Adriatique (dans la région de Dubrovnik);

àDestruction de Sarajevo, symbole d'une Bosnie-Herzégovine multiculturelle et multiconfessionnelle.

LA MOSAÏQUE BALKANIQUE

Le Sandjak²¹ de Novi Pazar

Situé à cheval sur la frontière serbo-monténégrine, ce territoire de +/-9-000 km², très montagneux, touche au nord-ouest la Herzégovine orientale et au sud-est, le Kosovo-; sa capitale est Novi Pazar, 50-000 habitants (à 80% Musul-man). Il est resté possession ottomane jusqu'en 1912, même s'il a été occupé par l'armée austro-hongroise de 1875 à 1908. Comme en Bosnie, sa population est en grande majorité formée de Slaves islamisés sous le califat Ottoman (+/-200-000 Musulmans au début de 1992, avant le début des troubles actuels. Près de 70-000 Musulmans auraient fui le Sandjak depuis le début de l'été 1992). Contrairement à l'islam bosniaque considéré comme urbain et soft, l'islam des Musulmans du Sandjak, des paysans montagnards, est dur, radical même. A Sarajevo, le quartier de Povalici est peuplé en majorité de Sandjakis, une communauté qui a fourni à l'embryon d'armée bosniaque, trois brigades de 800 hommes chacune.

Présidé par Suleiman Ugljanin, le Conseil national musulman du Sandjak, proche du Parti d'action démocratique du Sandjak (prolongement du PAD de Bosnie-Herzégovine) -tous considérés comme «illégaux» par Belgrade- a organisé en octobre 1991 un référendum clandestin. A cette occasion, 98,92% des votants ont choisi l'indépendance. Depuis, un «gouvernement fantôme» ayant comme «premier ministre» officieux un médecin de 28 ans, Rasim Lja'c, organise sur place la résistance passive et tente de faire connaître à l'étranger le sort du Sandjak. Il a notamment décidé le retrait des députés Musulmans des parlements de Belgrade et de Podgorica et lancé un appel aux jeunes Musulmans pour qu'ils se soustraient à leurs obligations militaires dans l'armée de la RFY «tant que durera la guerre contre les Musulmans de Bosnie» et que le statut du Sandjak au sein de la RFY n'aura pas été défini. Durant l'été de 1992, le gouvernement serbe a porté à 10-000 hommes d'active l'effectif de ses troupes basées sur ce territoire, où l'on trouvait déjà 29-000 réservistes serbes remobilisés et 3-000 hommes d'une milice proche du Parti Radical serbe, sous les ordres d'un «seigneur de la guerre» nommé «Cheko» --pour la petite histoire, ex-cuisinier de l'hôpital de Belgrade.

Le Kosovo

L'ex-province autonome du Kosovo a une superficie de 10-900 km²; sa capitale est Pristina. Les voisins du Kosovo sont le Monténégro, la «petite Serbie» la Macédoine-Skopje et l'Albanie. Sa population dépasse les 2 millions d'habitants, d'ethnie albanaise à près de 90%. S'y ajoute une minorité serbe en constante diminution depuis 30 ans-: 24% en 1960; 13,5% en 1980-; +/-10% aujourd'hui; son dirigeant, considéré comme un «modéré», est Momjilo Trachkovitch. On trouve enfin dans la province de petites communautés de Monténégrins et de Croates. Les Albanais du Kosovo sont pour la plupart musulmans sunnites; mais +/-50-000 d'entre eux sont catholiques.

La démographie des Albanais du Kosovo est la plus forte d'Europe-: une famille moyenne a de six à huit enfants; contre deux en moyenne pour les Serbes. Cette situation est ressentie comme insupportable à Belgrade où de hautes personnalités ont publiquement décrété «illogique» le taux de natalité des Albanais et «irrationnel» le nombre de ceux-ci au Kosovo; sans qu'elles aient suggéré la moindre méthode pour rétablir dans cette province la «logique» et la «raison».

²¹ Dans la langue administrative ottomane, un ôSanĵakö ũtait une prũfecture provinciale.

LE CHAOS BALKANIQUE

Historiquement, le nom du Kosovo, au XVIII^{ème} siècle encore, était «la Vieille Serbie» mais dès la fin du XVII^{ème}, à la suite d'une longue guerre entre la Sainte-Alliance et l'Empire Ottoman, des milliers de familles serbes du Kosovo, guidées par le patriarche Arsène III Tchernoevitch, s'étaient résignées à émigrer vers la Voïvodine, sous contrôle chrétien. A leur place, une migration massive d'Albanais s'opère. En 1913, le Kosovo, musulman et albanais à plus de 60% est rattaché à la Serbie; une résistance farouche s'instaure, qui dure jusqu'en 1923. Durant cette décennie, la Serbie implante ses colons sur le territoire, tandis que les élites kossovars émigrent en Turquie. Il y avait en 1921 63% d'Albanais au Kosovo; 57% en 1939. Mais entre 1940 et 1945, Mussolini suscite et contrôle une «grande Albanie» qui s'étend au Kosovo et aux zones albanaises de Macédoine. En 1946, le Kosovo redevient partie intégrante de la République de Serbie.

Une agitation de type nationaliste reprend au Kosovo depuis 1968; mais elle adopte, au cours des années, des formes différentes-

--**Révolutionnaire entre 1968 et 1978.** En 1968, suite à des émeutes étudiantes, Tito crée à Pristina la première université autonome en langue albanaise de Yougoslavie; celle-ci noue immédiatement des liens avec l'Université de Tirana et toutes deux établissent alors une commune langue albanaise standardisée. Les jeunes kossovars subissent également l'influence du marxisme-léninisme stalino-maoïste alors prôné par Tirana. L'Université de Pristina, qui met 10-000 diplômés par an sur le marché du travail, devient rapidement l'antichambre du chômage. Tant qu'il le peut, le pouvoir titiste case ces diplômés dans l'administration et le secteur culturel mais, la crise économique venue et l'administration, pléthorique, dépassant le quart de la force de travail yougoslave, la machine tombe en panne. Les jeunes chômeurs diplômés se comptent par dizaines de milliers et de nouveaux troubles éclatent en 1974 et 1978. L'agitation est le fait de groupes maoïstes comme le «Groupe marxiste-léniniste du Kosovo», «Front rouge» ou le «Mouvement de libération nationale du Kosovo»(qui se fondent ultérieurement en un «Mouvement pour une république d'Albanie en Yougoslavie», MRAY) et le «PC-ML de Yougoslavie».

- **Nationaliste à partir de 1981.** Fin mars-début avril de cette année-là, de nouveaux troubles, très graves, éclatent à Pristina, s'étendent à l'ensemble du Kosovo et même à la partie albanaise de la Macédoine-Skopje voisine. Les étudiants kossovars mettent d'abord en avant leurs thèmes d'agitation habituels-: chômage, conditions de vie et de travail, rétablissement du vrai communisme. Mais, en s'aggravant, l'émeute prend un tour nationaliste-: appel à la constitution d'une grande Albanie, actes hostiles visant la minorité serbe, etc. L'Université est fermée, le couvre-feu instauré; officiellement, les émeutes font 11 tués et 57 blessés, mais les observateurs locaux parlent de plus de 200 morts.

En mars 1989, le parlement serbe de Belgrade annule l'autonomie du Kosovo et prend le contrôle direct de la police, de la justice et des forces territoriales de la province.

En juin 1989, Slobodan Milosevitch réunit un million de Serbes -la plus grande foule jamais rassemblée en Yougoslavie- pour la commémoration du 600^{ème} anniversaire de la Bataille de Kosovo Polje, au «Champ des merles», non loin de Pristina. Preuve que, pour les Serbes, la question du Kosovo constitue une «Alsace-Lorraine» qui n'a rien perdu de sa charge émotionnelle. Et sur cette affaire, l'opposition anti-communiste serbe est encore plus nationaliste que Milosevitch.

LA MOSAÏQUE BALKANIQUE

Le 2 juillet 1990, les autorités de Belgrade dissolvent ensemble le parlement et le gouvernement de Pristina, qui s'apprêtaient à proclamer l'indépendance du Kosovo. Les journaux et radios en langue albanaise sont fermés; 6-000 universitaires et instituteurs albanais sont renvoyés ainsi que 2-000 policiers; sur 182-000 salariés du secteur public, 52-000 Albanais sont mis à pied sans indemnités. Riposte-: dès septembre 1990, une «Assemblée de la République du Kosovo en exil» siège à Zagreb.

En avril 1991, l'état d'urgence est levé au Kosovo et de nombreux prisonniers politiques sont libérés, parmi ceux-ci, Adem Demaqi, figure du nationalisme kosovar, futur prix Sakharov 1991, qui a passé 28 ans en prison-! Réunis secrètement à Kacanak, dans le sud de la province, le 13 septembre 1991, 114 députés albanais du parlement local (sur 182 au total, avec les élus des minorités, Serbes, etc.) votent la création d'une «7^{ème} République de la Yougo-slavie» et adoptent une constitution. Entre le 26 et le 30 septembre, les autorités clandestines du Kosovo organisent un référendum considéré comme «illégal» par les Serbes-: plus de 90% des votants se prononcent pour l'indépendance. Le 19 octobre, le parlement clandestin déclare le Kosovo «Etat souverain et indépendant»; il est reconnu par l'Albanie --et elle seule jusqu'à présent-- le 22 octobre suivant.

En mars 1992, le président albanais d'alors, Ramiz Alia, en campagne électorale, se déclare favorable à l'auto-détermination des Albanais --du Kosovo et de Macédoine-Skopje-- et à leur union avec Tirana. Début mai, les milices serbes commencent à se déployer au Kosovo, avec les troupes «fédérales» retirées de Macédoine-Skopje et la répression s'aggrave-: de 30 à 60 personnes arrêtées chaque jour et maintenues arbitrairement en prison, des semaines, des mois parfois. Malgré cela, le 24 mai, des élections législatives clandestines pluralistes sont organisées au Kosovo-: il y a eu une - discrète- campagne électorale; listes électorales et bulletins de vote étaient imprimés. 6 partis (Alliance démocratique du Kosovo, de loin le plus important, présidé par Ibrahim Rugova; Parti social-démocrate; Parti démocrate-paysan, Parti démocrate-chrétien, etc.) se disputent 100 sièges et les suffrages des 900-000 électeurs inscrits. C'est l'Alliance d'Ibrahim Rugova qui remporte la majorité (75% des inscrits ayant pris part au vote); le lendemain, ce dernier est élu «président du Kosovo». Avec le «premier ministre du Kosovo», Buyar Bukosi, ils mènent une «guerre sans armes»-: écoles, lycées, centres de soins albanais «parallèles» fonctionnent discrètement, mais, semble-t-il, efficacement; sans doute avec l'aide de l'Albanie voisine dont le nouveau président, Sali Berisha, a des ancêtres kosovars. Au-delà, la nouvelle direction clandestine du Kosovo a refusé de reconnaître la «République fédérale de Yougoslavie» et déclaré que le Kosovo et la province occidentale de Macédoine-Skopje, autour de la ville de Tetovo, ne formaient qu'une seule communauté. Le 23 juin, la police serbe interdit la réunion du «parlement clandestin» à la madrassa (école coranique) de Pristina.

MONTENEGRO

Le Monténégro (Tcherna Gora en serbo-croate) est un petit pays de +/-13-820 km²; sa capitale est Podgorica (ex-Titograd); ses voisins sont la Croatie (au sud de Dubro-vnik), la

LE CHAOS BALKANIQUE

Herzégovine, la Serbie (territoires du Sandjak et du Kosovo) la Macédoine-Skopje et l'Albanie. Ses +/-620-000 habitants se répartissent en +/-68,5% de Monté-négrins, 13,5% de Musulmans (voir Sandjak), 6,5% d'Albanais, etc. Le Monténégro se contente, pour l'instant, d'être un appendice aussi fidèle que docile de la Serbie et de lui offrir une façade maritime et des ports, bien utiles dans une situation «à la libanaise»...

LES NATIONS DESORMAIS INDEPENDANTES DE L'EX-RSFY

BOSNIE-HERZEGOVINE

Sortie de l'Empire Ottoman en 1878, la Bosnie-Herzégovine a une superficie de +/-52-130 km²; sa capitale est Sarajevo. Ses voisins sont la Croatie, la Serbie et la République fédérale de Yougoslavie (Vo'vodine, Serbie et Monténégro). Sa population est de 4,36 millions d'habitants.

En Bosnie-Herzégovine, la population se compose à 92% de slaves du sud, ayant la même origine ethnique et parlant tous le serbo-croate. Elle se subdivise en²²:

- «Musulmans» (avec le fameux «M» majuscule), 43,7%, reconnus comme une communauté à part entière en 1970. En majorité urbanisés.
- Serbes, orthodoxes, 31,3% (alphabet cyrillique). Plutôt ruraux (et pouvant donc, contrairement aux Musulmans, supporter un blocus prolongé sans en ressentir les effets).
- Et Croates, catholiques, 17,3% (alphabet latin).

Sur les 109 municipalités de Bosnie-Herzégovine, 103 comprennent à la fois des Musulmans, des Serbes et des Croates; 35 ont une majorité absolue de Musulmans, 32, de Serbes et 14, de Croates (2,7 M. d'h.). 12 collectivités locales ont une majorité relative de Musulmans; 8, de Serbes et 8 de Croates (1,42 M. d'h.). Pour tout simplifier, un tiers des couples y est mixte. Au total, selon The Economist, le très pondéré hebdomadaire britannique, un véritable «puzzle tribal».

L'Islam bosniaque

Il y a 72 mosquées à Sarajevo, ville dont la madrassa, fondée en 1537, est la plus vieille des Balkans; outre les futurs imams bosniaques elle formait, avant la guerre civile, 30 étudiants de l'ex-bloc de l'Est-: Bulgares, Roumains, Tatars de Pologne, etc. La faculté de théologie musulmane de Sarajevo, la seule d'Europe, fondée en 1977, publie également une revue, la «Pensée islamique», marquée par l'influence des Frères musulmans. En février 1992, il était question de transformer la grande bibliothèque Gazi Husrev Bey en une université islamique à part entière, avec l'aide financière de pays du Proche-Orient.

Histoire

Plus encore que dans le cas de la Serbie, un rappel historique est indispensable à la compréhension de la situation actuelle en Bosnie Herzégovine. Retour, donc, à la Macédoine du X^{ème} siècle. C'est là, dans un village qui porte depuis le nom de «Bogomila»,

²² Recensement d'Avril 1991.

LA MOSAÏQUE BALKANIQUE

situé sur les pentes du mont Babuna, au-dessus de la ville de Prilep, qu'une hérésie néo-manichéenne venue d'Asie mineure, se mani-feste pour la première fois en Europe. Elle y fait ses premiers convertis-: des serfs macédoniens révoltés contre l'instauration du féodalisme par les empereurs bulgares Siméon et Peter. C'est la première grande manifestation en Europe de l'hérésie albigeoise-²³. Entre le XI^{ème} et le XII^{ème} siècle, la contagion bogomile s'étend à la Serbie, la Dalmatie et la Bosnie-Herzégovine, où elle s'enracine-; au point qu'un souverain bosniaque, Ban Kulin (1180-1204), embrasse la foi bogomile et que le christianisme s'éteint à peu près dans son royaume.

Cette situation alarme tout autant le Patriarcat orthodoxe de Constantinople que le Pontificat catholique de Rome-: leurs «bras séculiers», ces deux grandes puissances régionales que sont Byzance et Venise, multiplient les opérations militaires en Bosnie (il y aura même une croisade vénitienne pour en extirper l'hérésie). En 1462, le pape ordonne la conversion forcée des Bosniaques, mais il est trop tard-: l'Empire Ottoman conquiert en 1463 ce qui va devenir le pachalik de Bosnie-Herzégovine. Peu après, 36-000 familles bosniaques, notamment des nobles, se convertissent à l'islam-; une seconde vague massive de conversion a lieu en 1478. En 1600, 60% des Bosniaques sont musulmans; la population de Sarajevo, nouvelle capitale de la Bosnie, est à 100% musulmane. La Bosnie-Herzégovine reste possession ottomane jusqu'en 1878 et certains Bosniaques musulmans jouent au cours des siècles un rôle éminent dans le gouvernement de la Sublime Porte; tel par exemple Mehmet Sokolovic ²⁴, général des janissaires puis Grand Vizir de 1564 à 1579, sous les sultans Suleiman, Selim II et Mourad III.

En octobre 1878, la Bosnie-Herzégovine passe sous le contrôle de l'empire Austro-Hongrois. Sous des dénominations germaniques, les administrateurs de Vienne maintiennent en place les structures administratives ottomanes et laissent la société civile à son fonctionnement traditionnel-; mais créent une infrastructure routière, ferroviaire et hospitalière encore intacte, ou à peu près, au début de la décennie 1970.

Marche à la guerre civile-: les principales étapes

Novembre 1990-: élections législatives pluralistes (partis à base ethnique) en Bosnie-Herzégovine; 1,3 million d'électeurs prennent part au vote. Le Parti de l'Action Démocratique (PAD, Musulman) emporte 86 sièges sur 240; le Parti Démocratique Serbe, PDS, 72 sièges; la Communauté Démocratique Croate, CDC, 44 sièges. 38 sièges vont à de petites formations; l'ancienne Ligue des Communistes est balayée. En décembre, Alija Izetbegovic est élu premier ministre. Né en 1925, avocat de profession et musulman fervent, Izetbegovic a été condamné en 1983 à 14 ans de prison pour «islamisme» et amnistié en 1988-²⁵. Le vice-président du PAD, Omer Behmen, né en 1929 a fait également 8 ans de prison du temps de la RSFY, pour «nationalisme musulman» (sic). Au sommet du nouvel Etat, une présidence

²³ Ou cathareá; comme les Musulmans, Bogomiles (ôCeux qui plaisent Ó Dieuö) et Cathares pr¶naient lÆabstinence d'alcool et rejetaient le concept dÆun clergÚ organisÚ et hiÚrarchisÚ Ó la façon catholique.

²⁴ Exemple de lÆimbroglío rÚgionalá: son propre frPre Útait un religieux qui finit sa carriPre comme mÚtropolite orthodoxe serbe de Pec !

²⁵ Alija Izetbegovic est l'auteur de la ôDÚclaration islamiqueö, publiÚe en 1972 et ÚditÚe dans divers pays, du Canada Ó la Turquie. Il a aussi Úcrit ôL'Islam entre l'Est et l'Ouestö (1976) et ôLe probl¶me de la renaissance islamiqueö (1981).

LE CHAOS BALKANIQUE

collégiale -vite paralysée- copiée sur celle de la RSFY, où siègent deux Musulmans, deux Serbes, deux Croates et un «Yougoslave».

Juin 1991-: la guerre civile serbo-croate débutant, un «Conseil de défense Musulman» est créé en Bosnie; y siègent les députés Musulmans, les maires, la direction du Conseil de la jeunesse Musulmane et divers représentants de la société civile. Durant l'été, les diverses communautés de Bosnie-Herzégovine, s'organisent, s'arment et coordonnent leurs «organes de sécurité», en termes clairs, leurs milices.

Septembre 1991-: premières barricades serbes et premiers combats à Visegrad, en Bosnie orientale.

Octobre 1991-: en l'absence des députés serbes, le parlement bosniaque adopte une déclaration de souveraineté.

Février-avril 1992-: fin février, référendum sur l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine; il est boycotté par la communauté serbe. 64% des inscrits prennent part au vote; le «oui» l'emporte par 99,43% des voix. Les Musulmans voient bien qu'au sein d'une «grande Serbie», leur destin est celui des Albanais du Kosovo et votent tous pour l'indépendance. Dès le lendemain, la guerre civile débute-: les communautés se regroupent dans leurs fiefs; les accrochages se multiplient. «On va se battre d'un appartement à l'autre» déclare un chef de milice à la radio, sans qu'on sache si cela le désole ou l'enchanté. A Sarajevo, les Serbes érigent leurs premières barricades. Des barrages, serbes en majorité, apparaissent sur les routes. Le 6 avril, la CEE reconnaît l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine; le 7, la «République serbe de Bosnie-Herzégovine», sécessionniste, est proclamée tandis que la Croatie, non sans hypocrisie, reconnaît la Bosnie-Herzégovine «dans son intégralité territoriale»; le 8, le gouvernement bosniaque décrète l'état d'urgence. La guerre civile débute.

La guerre civile

Dès cette date, l'objectif militaire serbe est limpide-: contrôler et relier entre elles toutes les enclaves serbes de Bosnie-Herzégovine (au total +/- 60% du territoire); les transformer en une entité territoriale homogène, la «République serbe de Bosnie-Herzégovine-²⁶» destinée à être ultérieurement rattachée à la République fédérale de Yougoslavie. Pour ce faire, le chef de la communauté serbe, Radovan Karadzitch, dispose des +/-80-000 hommes de l'ex-armée «fédérale» --les seuls à être équipés d'armes lourdes-- hypocritement laissés sur place par Belgrade aux bons soins des trois communautés locales, alors que la plupart des «fédéraux» sont des Serbes de Bosnie, et d'un conglo-mérat de milices et de bandes de quartiers de +/-30 à 40-000 hommes. Globalement baptisés «Tchetniks», ces milices sont aux ordres des partis serbes, Parti démocratique de Karadzitch, Parti radical de Vojislav Seselj, un député ultra-nationaliste au parlement de Belgrade. Ou alors constituent des «Grandes compagnies» plus ou moins contrôlables comme la «Garde des volontaires serbes» de Zeljko Raznjatovitch »Arkan» --que les médias de Belgrade eux-mêmes dépeignent comme un ancien malfaiteur et indicateur de la police titiste-- ou bien les «Aigles blancs» du «Major Mauser». Très vite -tout était prêt depuis longtemps- villes et

²⁶ Traditionnellement, la Drina marquait la frontière entre les empires d'Occident et d'Orient., les Serbes se situant historiquement à l'Est de cette rivière. Si la République serbe de Bosnie-Herzégovine devait perdurer, elle représenterait une énorme percée vers l'Ouest de l'ethnie serbe

LA MOSAÏQUE BALKANIQUE

villages en majorité serbes se transforment en forteresses; les milices locales dressent des barrages sur les routes et carrefours adjacents et ne laissent passer que ceux qu'ils veulent.

Dans les grandes villes, où la population est plus mélangée, la «police serbe» (scissionniste depuis le 10 avril 1992) s'empare du plus grand nombre possible de bâtiments, commissariats, postes de police, dresse à proximité des barricades, vite contrôlées par les milices voisines; il ne reste plus qu'à attendre l'armée «fédérale» qui entérine le fait accompli. A Sarajevo, s'opposent ainsi la Garde territoriale bosniaque (Musulmane), la police bosniaque, les milices et la police serbes et tout un éventail de bandes de quartiers, à-demi délinquantes, tandis que les «fédéraux» bombardent les positions musulmanes depuis les montagnes environnantes.

Musulmans et Croates, en une difficile alliance, tentent de s'opposer à la mainmise serbe sur le pays et de conserver à la Bosnie-Herzégovine un minimum d'existence réelle. Pour ce faire, les Musulmans ont levé une garde territoriale de +/-60-000 hommes, les «Bérets verts»⁻²⁷. La mobilisation de cette troupe s'est faite lentement et, en septembre 1992 encore, la défense territoriale bosniaque de Sarajevo ne peut armer que +/-5000 hommes sur les 50-000 mobilisés. Elle ne dispose que de quelques blindés soviétiques anciens, de mortiers légers et de 3 canons de 155-mm⁻²⁸. Selon ses responsables, elle n'a que trois semaines de réserves de munitions pour son armement léger. De ce fait, les allégations serbes selon lesquelles «des centaines de Pasdaran iraniens combattraient aux côtés des Bosniaques», tandis que l'Iran, la Turquie et la Libye armeraient massivement Sarajevo semblent un peu fantasmagoriques.

La communauté croate de Bosnie-Herzégovine a été longtemps sous le contrôle de la milice du Parti croate du Droit (HSP), le HOS (Force de défense croate). Dirigé par Maté Baban, un dur, le Conseil croate de défense (HVO), une émanation de l'Union démocratique croate (HDZ), a désormais pris le contrôle d'un secteur de la Bosnie-Herzégovine s'étendant entre la Herzégovine occidentale (villes de Mostar et Capljina) et la région de la ville de Travnik, dans le centre du pays. Selon les opportunités, ces combattants jouent la carte de l'unité nationale bosniaque; ou au contraire, comme à Capljina, celle de l'annexion plus ou moins sournoise à la Croatie. Fin juin 1992, le HVO contrôle l'Herzégovine occidentale (un ancien fief des Oustachis, capitale Mostar), une partie de la Bosnie centrale et une enclave dans les faubourgs de Sarajevo (les villes de Stup, Azici, Dogladi, Bare, Otes et Nedzarici bordant le bastion serbe d'Ildiza). De Split aux faubourgs de Sarajevo, des lignes de communications croates sont ouvertes sans encombre. Le 3 juillet 1992 s'est constituée une «République Croate de Herceg-Bosna» qui fédère les enclaves ci-dessus mentionnées. Cette «république» a +/-900-000 habitants et dispose, à travers le HVO, d'une armée de +/-50-000 hommes; principalement des soldats de l'armée croate originaires de la région et démobilisés par Zagreb; plus 10-000 hommes du HOS. Le drapeau et la monnaie de cette «république» sont ceux de la Croatie. Le HVO est désormais plutôt attentiste et prône une défense des territoires acquis (ceux de la République de

²⁷ En octobre 1992, le ministre bosniaque de la Défense (par intérim) est Munip Basic, un civil et le commandant en chef de l'Armée, Sefer Halilovic, ex-major de l'Artillerie de la JNA.

²⁸ Selon des sources officielles américaines: 2 chars d'assaut, 2 transports de troupes blindés et une vingtaine de pièces d'artillerie moyenne ou lourde.

LE CHAOS BALKANIQUE

Herceg-Bosna), tandis que le HOS, allié aux Musulmans les plus durs, souhaite la libération de toute la Bosnie-Herzégovine de l'occupation serbe.

Dès le début d'avril, l'offensive serbe --planifiée et concertée-- a frappé au nord, à l'est et au sud de la Bosnie-Herzégovine: contrôle ou destruction des ponts sur la Drina et la Save; bombardements et massacres visant à paniquer et pousser à la fuite les populations Musulmanes. A Sarajevo même, véritable mosaïque de quartiers Musulmans, croates ou serbes, les miliciens serbes attaquent à partir du faubourg d'Ilidza, qu'ils contrôlent et encerclent la ville. Depuis avril, les Serbes se sont emparés d'un grand nombre de villes naguère ethniquement partagées ou à majorité Musulmane: Bijeljina, Bosna Rača, Bratunac, Foca, Kalesija, Stepenica, Visegrad, Vlasenica, Zvornik, Bosanski Brod, etc..

Le combat pour le «nettoyage ethnique» de la «République de Serbie» en Bosnie-Herzégovine se poursuit, depuis lors, sans fléchir. L'ONU, la CEE, les Etats-Unis, l'Organisation de la Conférence islamique tempêtent; les Serbes sont menacés de renvoi de la Banque mondiale, du FMI, de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération Européenne: rien n'y fait. Bombardements de l'artillerie «fédérale» et combats de rue féroces alternent à Sarajevo et Mostar, capitale de l'Herzégovine. Des massacres se produisent dans des villages Musulmans isolés. Un cessez-le-feu est-il --péniblement-- déclaré? Les combattants se réarment et renforcent leurs positions; le premier à avoir reconstitué ses forces relance les hostilités.

Fin juin 1992, la présidence bosniaque a proclamé l'état de guerre. Désormais, en théorie, toutes les formations armées de Bosnie-Herzégovine, musulmanes ou croates, sont sous commandement unique; les hommes entre 18 et 55 ans sont mobilisés pour mener une «résistance généralisée». Le 21 juillet, la Bosnie et la Croatie ont signé un «traité d'alliance» à Zagreb; les Croates l'ont honoré d'abord, ignoré ensuite, dénoncé début septembre 1992, avant de conclure, à la fin du même mois, une alliance à chaud et à froid avec les Bosniaques, matérialisée par la création d'un comité de défense conjoint²⁹.

A la mi-juillet, les Serbes ont lancé une violente offensive sur tous les fronts de Bosnie et d'Herzégovine; suite à cette opération, ils contrôlent 63% du territoire, les Croates, qui reprennent Trebinje début août, 32% et les Bosniaques... le reste. L'Etat fantôme de Bosnie-Herzégovine, tout reconnu qu'il soit par l'ONU et la CEE, c'est aujourd'hui la moitié de Sarajevo, quelques-uns de ses faubourgs, l'enclave de Gorajde³⁰ et celle, enfin, de Bihac, au nord-ouest de la Bosnie³¹. Là, +/-400-000 personnes, Musulmanes à 90%, dont 80-000 réfugiés, sont encerclées par les Serbes depuis avril 92. Pilonné par l'artillerie lourde des Tchetsniks, Bihac tient toujours en septembre. Mais les Serbes tiennent beaucoup à récupérer

²⁹ Malgré l'alliance croato-bosniaque, c'est une trahison des forces militaires croates qui a permis, le 6 octobre 1992, la prise de l'importante ville de Bosanski Brod, au nord de la Bosnie-Herzégovine, par les forces serbes, ce qui constitue une catastrophe stratégique pour les Bosniaques. Le 5 octobre, les forces croates se sont brutalement retirées de Bosanski Brod sans combattre. Le lendemain, les Tchetsniks ont pris la ville. Depuis, un cessez-le-feu informel --conclu sur le dos des Bosniaques-- a été signé en Bosnie-Herzégovine entre Serbes et Croates.

³⁰ Les Serbes contrôlent la rive sud-est de la Drina (qui traverse la ville), les Musulmans, la rive sud-ouest et le centre-ville. Avant la guerre, Gorajde était à 70% musulmane et à 30% serbe. Les forces bosniaques sont commandées par Hadjo Efendić; les Tchetsniks serbes par Dusko Kornjaca.

³¹ A la mi-octobre 1992, le gouvernement de Sarajevo contrôle, outre une partie importante de cette ville, Gorajde, Bihac, Jajce et Tuzla, toutes encerclées par les forces serbes.

LA MOSAÏQUE BALKANIQUE

cette enclave, dont le contrôle leur permettrait d'établir une liaison ferroviaire directe entre Belgrade et la Krajina de Knin, en Croatie.

Depuis le 20 août, les Bosniaques ont tenté, mais sans succès, de briser l'encerclement de Sarajevo en montant offensive sur offensive. Toutes ont échoué. Depuis septembre, de violents combats --blindés, artillerie lourde, raids aériens-- ont permis aux Serbes de s'emparer de positions nouvelles dans les faubourgs de Sarajevo, ainsi que de localités stratégiques au nord, à l'ouest et au sud de la Bosnie-Herzégovine. Dans le sud, l'occupation de Tjintiste leur permet de repousser le front sur la diagonale Plate (non loin de Dubrovnik)--Visegrad. Seule Gorajde fait obstacle à une occupation serbe de tout le sud de la Bosnie-Herzégovine.

Et comme les troupes de l'ONU s'installent à la fin du mois de novembre 1992, les Serbes font le forcing pour atteindre, avant cette date, tous leurs objectifs. Le «nettoyage ethnique» s'accroît donc, notamment dans la région de Banja Luka, dans le nord-ouest du pays, avant que l'hiver ne fige toutes les positions.

Désespérés, les Bosniaques recourent de plus en plus en plus souvent à la guérilla anti-serbe dans les montagnes ainsi qu'à l'arme de la provocation avec l'espoir --illusoire-- de pousser les occidentaux à intervenir massivement: tirs sur les forces de l'ONU (FORPRONU), embuscades sur les convois, etc. Le 3 septembre, un avion humanitaire italien a ainsi été abattu par un missile portable de type Stinger, tiré des lignes bosniaques.

Depuis lors, la Bosnie-Herzégovine est en plein processus de «libanisation»: massacres, pillages, criminalité galopante, terreur généralisée. L'ONU a renoncé à toute opération armée ambitieuse sur le sol de l'ex-Yougoslavie. Fin octobre 1992, on en est, croit-on, --la réalité est peut-être pire-- à 15-284 morts, dont 1-447 enfants; 35-000 blessés, 57-000 disparus (dont 8550 enfants) et près d'un million de déplacés; tandis que 380-000 personnes sont toujours piégées dans Sarajevo. Dans cette ville, les forces de l'ASBH ont créé, début octobre 1992, un «Sarajevo serbe» regroupant les quartiers ou faubourgs d'Ildiza, Hadjici, Vogosca, Rajlovac, Ilijas, Pale, Centar, Stari Grad et Novo Sarajevo et disposant de son propre conseil municipal.

CROATIE³²

La Croatie a une superficie de +/-56-600 km², capitale Zagreb. Ses voisins sont la Slovénie, la Bosnie-Herzégovine et la RFY (Vo'vodine). Elle est peuplée de +/-4,8 millions d'habitants, dont +/-600-000 Serbes avant les mouvements de population dus à la guerre civile. Par voie de référendum, la population s'est massivement prononcée le 19 mai 1991 pour l'indépendance. Celle-ci a été proclamée le 25 juin et confirmée en octobre, à l'expiration d'un moratoire de trois mois suggéré par la CEE. En juin, les forces serbes provoquent une guerre civile qui s'aggrave brutalement à la fin de juillet et voit une alternance d'offensives serbes, de cessez-le-feu et d'exodes croisés de Serbes et de Croates. Cette guerre civile fait +/-10-000 morts en sept mois et cause le déplacement de +/-800-000 personnes. Le 15 janvier 1992, la CEE a reconnu l'indépendance de la Croatie; les Etats-Unis ont fait de même le 7 avril. Entre temps, un calme précaire s'est établi en février, après que

³² Voir p.498 «Histoire et actualité du terrorisme croate». Sur la "République Croate de Herceg-Bosna", voir Bosnie-Herzégovine, «la guerre civile», p.462.

LE CHAOS BALKANIQUE

l'ex-armée fédérale et les milices serbes aient occupé une grande partie de la Slavonie, à l'est du pays et de la Krajina, à l'ouest; zones où résidait une grande partie de la minorité serbe. D'initiative serbe, des combats sporadiques ont repris fin avril 1992 en Slavonie occidentale et le long de la côte Adriatique.

Grâce à l'aide militaire allemande mais aussi hongroise, la Croatie possède désormais une armée comptant, à effectifs pleins, 80 brigades de 1-200 hommes. Elle dispose aussi de +/- 150 chars, dont deux brigades dotées de «Léopard» allemands, modernes, et de 150 obusiers Messerschmitt autotractés de 205-mm., ultramodernes (tir guidé par ordinateur, précis à 30 km.)

LA MOSAÏQUE BALKANIQUE MACEDOINE-SKOPJE³³

Sortie de l'Empire Ottoman en 1913, à la fin de la seconde Guerre des Balkans, la Macédoine a alors été divisée entre la Grèce, la Bulgarie et la Yougoslavie; elle n'a jamais été réunifiée depuis. L'ex-république de Macédoine de la RSFY a une superficie de +/- 25 720 km²; capitale Skopje. Ses voisins sont l'Albanie, la Serbie (dont le Kosovo) la Bulgarie et la Grèce. Elle est peuplée de +/-2,3 millions d'habitants. Les Macédoniens y constituent +/-65% de la population. D'origine slave, de confession chrétienne-orthodoxe, ils parlent pour la plupart le dialecte de la région de Bitola-Veles, proche de la langue bulgare, le seul qu'on enseigne désormais.

Les minorités en Macédoine-Skopje

Une forte minorité d'Albanais (musulmans pour la plupart), réside à l'ouest du pays, le long des frontières du Kosovo et de l'Albanie. Les autorités de Skopje l'estiment à +/-400-000 personnes; mais celles de Tirana à plus de 650-000. Le 5 avril 1992, les Albanais de Macédoine-Skopje ont proclamé une «République autonome d'Illyrie» sur la portion du pays où ils sont majoritaires.

On trouve également en Macédoine-Skopje-:

.-+/-60-000 Roms (Gitans); c'est une partie de cette communauté qui s'est, un beau matin, découverte «égyptienne». Les Roms sont pour partie orthodoxes, pour partie musulmans,

.-+/-80 à 100-000 «Musulmans», turcs en majorité, mais aussi pomaks,

.-+/-45 000 Serbes (orthodoxes) implantés dans la région de Kumanovo, au nord-est du pays,

. et quelques milliers de Valaques, roumanophones et orthodoxes.

L'indépendance et la vie politique de la Macédoine-Skopje

Dès octobre 1989, les manifestations d'un nationalisme macédonien renaissant étaient perceptibles à Skopje. En octobre par exemple, lors des matches de l'équipe de football locale, le «Vardar», les slogans des supporters étaient «Solun --Salonique en langue macédonienne-- est à nous-!», «Vive la Macédoine réunifiée-!». Des slogans analogues étant peints sur les murs de la ville.

Février 1990-: fondation du «Mouvement pour l'action Pan-Macédonienne», le MAAK, qui regroupe, autour du poète Ante Popovski, des écrivains et autres membres de l'intelligentsia. Le 20 du mois, au moment où le premier ministre grec Constantin Mitsotakis se rend en visite officielle à Belgrade, manifestation de masse à Skopje pour protester contre l'oppression dont souffrent les Macédoniens de Bulgarie, de Grèce et d'Albanie.

Juin 1990-: congrès fondateur, à Skopje, du «Parti de l'unité nationale macédonienne-Organisation révolution-naire intérieure macédonienne», PUNM-VMRO, qui reprend ainsi

³³ Voir p.125 «La Macédoine, un Kurdistan en Europe?»

LE CHAOS BALKANIQUE

dans sa dénomination officielle le sigle de l'ORIM, (initiales en macédonien-: VMRO)-³⁴ mouvement fondé à la fin du XIX^{ème} siècle pour libérer les Macédoniens de la tutelle ottomane, mais devenu, dès le début du XX^{ème}, le groupe terroriste le plus redoutable de toute l'Europe. Le congrès se tient en présence de délégués de la diaspora macédonienne, venus des Etats-Unis, du Canada, de Bulgarie et d'Australie. Ljupco Georgijevski, président du nouveau parti, y jure de s'inspirer des idéaux de l'Ilinden et de la «République de Krushevo»; ainsi que de combattre «pour que tous les libres Macédoniens soient réunis dans un Etat macédonien»-³⁵

Juillet 1990-: le MAAK annonce avoir noué des contacts avec les nationalistes macédoniens bulgares du «Mouvement de l'Ilinden».

Août 1990-: création du «Parti pour l'émancipation totale des Roms»; président-: Abdi Fa'k.

Novembre 1990-: aux élections législatives, le Front de l'unité nationale macédonienne (PUNM-VMRO+MAAK) remporte 37 sièges --sur 120--; l'ex-PC de Macédoine, 31 sièges et le Parti de la Prospérité Démocratique (PDP, albanais-musulman), 23.

Janvier 1991-: Kiro Gligorov est élu président de la République. Scission au sein du PUNM-VMRO; une minorité quitte le mouvement, derrière Vladimir Golubovski.

Juillet 1991-: les Roms se proclament une «nation».

Septembre 1991-: le 8, référendum d'indépendance-: 95% de oui; l'indépendance est proclamée le 15.

Novembre 1991-: adoption d'une Constitution.

Février 1992-: la Grèce se mobilise contre ce qu'elle appelle l'«usurpation» du nom de la Macédoine par Skopje; manifestation d'union nationale de près d'un million de personnes à Salonique, capitale de la Macédoine grecque, en présence de tous les partis politiques et des dignitaires de l'église orthodoxe.

Mars 1992-: pour sa première visite d'Etat à l'étranger, Kiro Gligorov se rend en Turquie, l'un des premiers pays à avoir reconnu la Macédoine-Skopje, avec la Bulgarie, la Slovénie, la Croatie et la Bosnie-Herzégovine.

Juin 1992-: la Macédoine refuse de changer de nom, comme la CEE le lui demande.

Juillet 1992-: près de 100-000 personnes manifestent à Skopje pour protester contre le refus de reconnaissance de la CEE. Le gouvernement de Nicolas Kljusev est renversé en raison de son incapacité à faire reconnaître la Macédoine-Skopje par la CEE. Il est remplacé par Peter Gosev, un ex-communiste, qui dirige une coalition comprenant l'ex-PC et le PDP albanais. Le VMRO, principal parti macédonien (31% des voix; 37 sièges sur 120 au Parlement) est rejeté dans l'opposition.

³⁴ Sur l'histoire détaillée de l'ORIM, voir p.125 de La Macédoine, un Kurdistan en Europe? et l'annexe 2, p.167.

³⁵ Sur l'Ilinden, jour de la Saint-Elie, sacré pour les Macédoniens et la République de Krushevo, voir p.136.

LA MOSAÏQUE BALKANIQUE

Août 1992-: la Macédoine est désormais reconnue par la Bulgarie, la Turquie (mais sans échange d'ambassadeurs), la Slovénie, la Croatie, la Russie, la Biélorussie, les Philippines et la Lituanie. La Grèce se dote d'un Macédonien comme ministre des Affaires étrangères, Michel Papaconstandinou, expert ès-hellénité de la Macédoine. Le Parlement macédonien adopte comme emblème le soleil à 16 rayons, symbole de la Macédoine de Philippe II et d'Alexandre le Grand. Un geste que même les amis de la Macédoine-Skopje considèrent comme une inutile provocation vis-à-vis des Grecs.

Septembre 1992 : suite à une nouvelle crise politique, un nouveau Premier ministre, Branko Crvenkovski, 29 ans, est installé. Il s'appuie sur une coalition entre l'Union social-démocrate (ex-Ligne des communistes de Macédoine), l'Alliance réformatrice (libéraux) et le PPD albanais; les nationalistes du VMRO restent dans l'opposition.

. Des incidents armés sporadiques se multiplient à la frontière albano-macédonienne; plusieurs morts lors de franchissements illégaux.

. Les Grecs, qui mènent un blocus de facto en rejetant toute marchandise ou tout document portant la mention «République de Macédoine» font une démonstration de force régionale en organisant à la frontière de la Macédoine-Skopje les grandes manoeuvres militaires «Philippe de Macédoine» (5-000 hommes, 160 blindés, aviation de combat)³⁶

L'épineux problème de la reconnaissance internationale

Depuis la mort de Tito, la Grèce redoutait un éclatement de la Yougoslavie et l'apparition d'une république indépendante de Macédoine à sa frontière nord. Dès 1991, Athènes a formellement exclu de reconnaître une république ayant Skopje pour capitale et qui porterait le nom de Macédoine.

A l'échelle internationale, les chancelleries savent bien que ce qu'on appelle par euphémisme la «question macédonienne» a provoqué, entre la fin du XIX^{ème} siècle et 1940 toute une série de crises, d'abord; des massacres abominables ensuite, puis deux guerres régionales sanglantes et enfin une formidable vague de terrorisme. D'où la prudence de la CEE qui, malgré l'avis favorable de la Commission Badinter du 11 janvier 1992, a finalement accédé aux demandes de la Grèce et décidé, le 3 mai 1992, de ne reconnaître la Macédoine-Skopje que si celle-ci se dotait d'un nom acceptable par ses 12 membres. Mesure immédiatement rejetée par Skopje.

Cette attitude de la Grèce et des 12 exaspère aussi bien les Américains que les Russes-: début avril, un porte-parole du Département d'Etat a déclaré-: «Au vu des inquiétudes exprimées par notre amie et alliée la Grèce, nous avons demandé et obtenu du président macédonien l'assurance que la Macédoine n'a aucune revendication territoriale envers les Etats voisins et considère les frontières de ces Etats comme inviolables». Visitant la Bulgarie le 4 août 1992, Boris Yeltsine a pour sa part annoncé que la Russie allait «reconnaître

³⁶ L'Armée grecque compte 165 000 hommes dont 100 000 conscrits.

LE CHAOS BALKANIQUE

immédiatement l'indépendance de la Macédoine, dont le peuple est le seul à avoir le droit de choisir son nom» et demandé à la Communauté européenne de faire de même³⁷.

A l'étude durant l'été 1992, une formule consistant à utiliser le nom de «Macédoine» au niveau national et, dans les enceintes internationales comme l'ONU, celui de «République du Vardar» semble avoir peu de chance de succès.

Minorités macédoniennes hors de la Macédoine-Skopje

Dès les années 60, une agitation nationaliste macédonienne existait dans la Macédoine bulgare --appelée la Macédoine-Pirin-- et des «groupes sécessionnistes» étaient sévèrement condamnés pour «agitation et propagande hostile à l'Etat» et «participation à groupe illégal» par les tribunaux de l'Etat communiste. Des déplacements autoritaires de communautés macédoniennes du Pirin vers d'autres régions du pays sont même réalisés à cette époque.

En novembre 1989 se crée à Sofia l'«Organisation macédonienne indépendante de l'Ilinden», OMII. Ce qui n'empêche pas tous les dirigeants des grands partis -Forces démocratiques, ex-communistes, agrariens- de déclarer en février 1990 qu'il n'y avait pas de «problème macédonien» dans la Bulgarie désormais démocratique et que les Macédoniens étaient en fait des Bulgares. Mais, le 11 mars, l'OMII tient meeting à Sofia dans une salle que décore une banderole portant ces mots: «La Macédoine unie, une garantie pour la paix», slogan qui constitue quand même la galéjade de la décennie. En avril, l'OMII prend le nom d'«Organisation macédonienne unifiée-Ilinden» et crée des sections locales à travers le pays. En mai, apparaît un «Comité de solidarité et de lutte des macédoniens du Pirin» demandant par voie de communiqué «la réunification avec [ses] frères grecs macédoniens», alors que le gouvernement dissout l'OMU-Ilinden. En juin, Georgi-Angelov Solunski, dirigeant de l'OMU-Ilinden à Sofia, entame avec d'autres cadres du mouvement une grève de la faim pour protester contre cette interdiction. Depuis, des dirigeants nationaux de l'ex-OMU-Ilinden comme Atanas Kiryakov ou Stojan Georgiev sont persécutés et privés de leurs passeports. Le raidissement du pouvoir Bulgare a contraint les nationalistes de la Macédoine-Pirin à plus de discrétion, mais, selon des sources locales, leur activité se poursuit de façon souterraine.

Il n'existe plus de mouvement séparatiste macédonien organisé en Grèce; Il y a eu en 1946 une agitation communiste en Macédoine-Egée, sur le thème du rattachement à la Macédoine yougoslave, mais elle a pris fin avec la guerre civile. Reste une petite minorité de Macédoniens grecs nationalistes, émigrée en Amérique du nord ou en Australie.

SLOVENIE

La Slovénie a une superficie de 20 500 km², capitale: Ljubljana. C'est la seule république yougoslave dont le territoire et la population se superposent à peu près complètement. Ses voisins sont l'Italie, l'Autriche, la Hongrie et la Croatie. Elle est peuplée de +/-1,94 million

³⁷ Selon l'agence de presse yougoslave Tanjug, la Russie, représentée par Vitali Tchourkine, vice-ministre des Affaires Étrangères, aurait reconnu la Macédoine-Skopje le 5 août 1992. Athènes a d'annoncé cette mesure comme dynamique et une menace pour la paix et la stabilité des Balkans.

LA MOSAÏQUE BALKANIQUE

d'habitants dont +/- 94% de Slovènes, 3% de Serbes et 2,2% de Croates. Elle a déclaré son indépendance le 25 juin 1991. Le 27, l'armée «fédérale», qui, s'efforçant de contrôler les frontières internationales de la Yougoslavie moribonde, occupe l'aéroport de Ljubljana et prend le contrôle des postes-frontières Slovènes. Ces affrontements terrestres, où des armes lourdes et des blindés sont utilisés, sont les premiers en Europe depuis 1945. Après deux semaines de combat (64 morts, dont 10 étrangers), le calme revient, les fédéraux s'en prenant désormais à la Croatie. L'indépendance de la Slovénie est reconnue le 15 janvier 1992 par les pays de la CEE; le 7 avril suivant, par les Etats-Unis. Depuis l'automne 1991, la Slovénie vit en paix.

SECONDE PARTIE

BALKANS, YOUGOSLAVIE-:
LA LIBANISATION-?

LA LIBANISATION ?

L'ISLAM ACTIVISTE

Réprimé sévèrement sous Tito, l'islam militant n'a commencé à s'exprimer qu'à la fin des années 80, mais avec discrétion: les 6 millions de Musulmans yougoslaves se souviennent du grand élan nationaliste et révolutionnaire qui a bouleversé la région à la fin du XIX^{ème} siècle et s'est fait contre l'Empire Ottoman (1280-1918) donc contre l'islam.

En février-mars 1989, la communauté Musulmane yougoslave dans son ensemble a protesté contre la publication des «Versets sataniques» et l'agence de presse islamique «Yugoslav Mina», qui se lançait, a consacré le premier numéro de son bulletin à l'«affaire Rushdie». Lors de la mort de l'imam Khomeini, en juin 1989, d'imposantes cérémonies ont été organisées dans les grandes mosquées de Belgrade, Zagreb et Sarajevo; le grand magazine Musul-man «Preporod» réputé «modéré» a commenté le décès en ces termes: «le coeur de tous les Musulmans déborde de chagrin». En août de la même année, Senahid Bistic, directeur de la madrassa de Sarajevo et président de la Communauté islamique de Bosnie-Herzégovine a protesté avec véhémence contre le projet d'une traduction des «Versets Sataniques» en serbo-croate, une «injure grave aux six millions de Musulmans du pays», selon lui. Semblable déclaration publique émanant d'un dignitaire Musulman était sans précédent dans l'ex-Yougoslavie. En septembre 1989, les musulmans de Skopje ont, eux aussi, manifesté contre la publication des «Versets sataniques» en langue macédonienne. En février 1991, enfin, des Musulmans de Belgrade et de Zagreb ont protesté contre l'attaque de la coalition occidentale sur l'Irak.

C'est en Croatie³⁸, et précisément à Zagreb, que se trouve le centre régional de l'activisme islamique, dont l'influence rayonne bien au-delà des frontières de l'ex-RSFY. En 1987 s'est ouvert dans la capitale croate un grand «centre culturel» comprenant une mosquée, des salles de cours, une bibliothèque, un auditorium de 180 places, un restaurant, des chambres d'hôtes et une librairie où l'on vend les périodiques locaux, comme Muslimanski Glas (la voix des Musulmans) ou Elif, tous deux d'orientation assez radicale. Les 4 millions de dollars nécessaires à la construction de ce centre ont été, dit-on, fournis (en ordre de générosité décroissante) par l'Arabie Séoudite, l'Irak et la Libye, mais son inspiration idéologique provient, elle, très nettement, de la République islamique d'Iran -qui s'est bornée à offrir les tapis de la mosquée. C'est là, en effet, qu'a été organisée en juin 1991 l'une de ces «Conférences du Hajj», (pèlerinage) qui sont au centre du dispositif de propagande révolutionnaire-islamique de Téhéran³⁹. Co-produite par le centre culturel iranien de Belgrade, la conférence a réuni durant deux jours +/-180 imams, activistes et intellectuels venus de toute l'ex-Yougoslavie ainsi que de Turquie et de Grèce. Les deux ténors de la réunion étaient Kalim Siddiqui, idéologue de l'Islam radical britannique et l'hodjatolislam Masih Mohajeri, membre du cabinet du président iranien Ali Akbar Hachemi Rafsandjani. A l'ordre du jour, les communautés musulmanes de la région, leurs

³⁸ Il y a en Croatie 250 000 Musulmans; dont 60 000 à Zagreb; ce sans compter les 400 000 réfugiés de Bosnie-Herzégovine, de Voïvodine et du Kosovo, Musulmans pour le plus grand nombre.

³⁹ Sur les "Conférences du pèlerinage", Kalim Siddiqui etc., voir l'Atlas mondial de l'Islam activiste, Xavier Raufer et al. La Table Ronde-Stratégique, février 1991.

LE CHAOS BALKANIQUE

capacités d'organisation et de défense; la minorité musulmane grecque étant l'objet d'une attention particulière... Un mois après la conférence, l'imam adjoint du Centre islamique de Zagreb est parti pour la ville sainte iranienne de Qom, afin d'y poursuivre ses études...

Mais c'est le traitement infligé par la troupe et les milices serbes aux Musulmans de Bosnie-Herzégovine qui déclenche, durant l'été 1992, des réactions internationales d'indignation de plus en plus vives dans l'Oumma et donne aux islamistes le prétexte qu'ils attendaient. En effet, depuis la fin du Jihad afghan, l'Islam activiste était en panne d'une grande cause internationale permettant à la fois l'agit-prop, l'appel au sacrifice, la constitution de réseaux de soutien financiers et militaires; tous domaines où il excelle.

L'affaire de Bosnie-Herzégovine tombe donc miraculeusement à propos. Elle fournit tout d'abord aux islamistes sunnites ou chi'ites un formidable thème de propagande, sur le thème «deux poids, deux mesures». Voyez les Européens, disent-ils. Ils prétendent s'être mobilisés contre Saddam Hussein pour des raisons de morale internationale et s'être battus pour libérer le Koweït. Mais les Bosniaques Musulmans, qui n'ont pas de pétrole, ils les laissent mourir! Où sont les droits de l'homme bosniaque? Cent mosquées dynamitées, bombardées, incendiées, des imams massacrés par dizaines, par centaines peut-être, ce n'est donc rien? Cette affaire, ajoutent les islamistes à l'intention des panarabes, montre bien que c'est l'Islam qui est l'ennemi principal des occidentaux et pas la nation arabe. Les Bosniaques sont blancs, Européens d'origine: on les laisse massacrer du fait de leur religion. En Bosnie, c'est bien une Croisade qui est en cours. Demain, il y aura un million, deux peut-être, de réfugiés Musulmans bosniaques entre l'Europe, les Balkans et la Turquie. De nouveaux Palestiniens. Et l'Occident aura laissé faire.

Les massacres perpétrés en Bosnie-Herzégovine permettent enfin aux islamistes de pratiquer une surenchère par rapport aux gouvernements et Etats arabo-musulmans que cette affaire embarrasse fort. En Egypte, par exemple, les Frères Musulmans dénoncent Moubarak, si prompt à voler au secours des Koweïti sur un claquement de doigts des Américains et qui laisse aujourd'hui, sans réagir, un génocide de Musulmans se perpétrer. Sur la scène internationale, c'est l'Iran qui somme, jour après jour, l'Arabie séoudite de jouer son rôle de gardienne des lieux saints de l'Islam.

C'est en avril 1992 que débute, en sourdine pour commencer, la campagne d'agit-prop des islamistes. Les premiers à se mobiliser sont les Frères Musulmans (Ikhwan) égyptiens. Leur propagande a pour thème: la Bosnie-Herzégovine, nouvel Afghanistan. Par le biais de l'appareil international de l'Ikhwan, présent de la Jordanie à la Mauritanie, en passant par le Soudan et l'Algérie, la campagne d'éveil et de soutien gagne tout le monde arabe et commence à émouvoir l'opinion publique. Plus grave: il y avait des centaines d'étudiants originaires de pays arabes ou Musulmans dans les deux universités, laïque et musulmane, de Sarajevo. Dès le printemps, deux ou trois cents d'entre eux ont pris les armes aux côtés de leurs frères bosniaques. Bientôt, les cercueils des premiers martyrs retournent dans leurs pays, où leurs obsèques donnent lieu à des manifestations politico-religieuses d'une grande charge émotionnelle. Le bruit court également que des enfants bosniaques sont envoyés en Europe du nord et convertis de force au christianisme.

Toujours en pointe, l'Ikhwan égyptienne annonce qu'elle a récolté 3,5 millions de dollars pour les Bosniaques. L'association professionnelle des ingénieurs égyptiens, proche des Frères musulmans, accuse publiquement le secrétaire général des Nations-Unies, Boutros Boutros-Ghali, Egyptien mais Copte, d'être, en tant que chrétien, indifférent au massacre

LA LIBANISATION ?

des Bosniaques. Le mouvement activiste et prosélyte al-Daoua du Soudan s'implante à Sarajevo. En juillet, l'«Association unifiée des étudiants islamiques», d'obédience iranienne, dont le siège est à Vienne et réunit des étudiants de 40 pays musulmans déclare: «Les étudiants musulmans d'Europe sont prêts à défendre la Bosnie-Herzégovine». Le 6 août le ministre des Affaires étrangères de Bosnie, Haris Silajdic, se rend à Téhéran, où il est reçu par le président Ali Akbar Hachemi Rafsandjani. En sa présence, Silajdic parle de la résistance islamique des bosniaques, un terme qui a, à Téhéran, un sens très précis: la branche militaire du HizbAllah du Liban signe en effet ses opérations de ce nom-là. Le même jour, le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Mahmoud Vaezi, déclare que la situation est si grave en Bosnie que des initiatives «autres que politiques» sont désormais nécessaires «pour empêcher que la Bosnie ne soit rayée de la carte».

Le lendemain, un vendredi, d'éminents dignitaires religieux iraniens s'expriment de la façon la plus solennelle qui soit sur l'affaire bosniaque. A Téhéran, l'ayatollah Mohamed Emami Kashani déclare, dans son sermon de la mosquée de l'Université: «Je propose que soit formée une armée islamique de libération de la Bosnie-Herzégovine, qui lancerait une offensive militaire décisive contre la Serbie». A la mosquée de Fatima la Très-Pure, à Qom - sanctissime pour les chi'ites- l'ayatollah Abdallah Javadi Amoli annonce: «Si toutes les autres méthodes sont inefficaces, nous nous battons. Il y aura une action militaire». Pour renforcer encore la solennité de ces appels, les sermons sont prononcés en arabe, langue de la Prophétie et du Coran. Le même jour, l'ayatollah Ahmad Janati, Imam de la prière du vendredi de Téhéran, membre du Conseil des gardiens, représentant personnel d'Ali Khamene'i (successeur de l'Imam Khomeini comme Guide de la Révolution islamique), arrive à Zagreb. Là, il rencontre les officiels croates et bosniaques et les dignitaires religieux locaux. A son retour à Téhéran, le 12, il appelle lui aussi à la constitution d'une armée islamique et à la livraison d'armes aux Musulmans bosniaques. Et alors que l'été s'achève, l'émotion grandit de jour en jour, du Bangladesh à la Mauritanie, de l'Ouzbékistan au sud de l'Afrique, dans toute l'Oumma musulmane...

Il y a désormais +/-500 «volontaires islamistes» à Sarajevo; des «Bosniaques», comme on disait naguère des «Afghans». Les combattants de cette «Phalange des Croyants» (Kata'ib al-Mouminin) sont pour la plupart des militants arabes, soudanais, des égyptiens du Jihad, des Algériens du FIS, des Palestiniens de Hamas et des libanais du HizbAllah. Leur entraînement se fait au Soudan, dans plusieurs camps --l'un dans la banlieue d'Omdurman, un autre à Port-Soudan, sur la mer Rouge, un troisième dans la province du Darfour-- sous la direction de Pasdaran iraniens.

A l'automne 1992, ces combattants commandés par Cheikh Abou Abdul Aziz --un vétéran des guerres d'Afghanistan et du Kashmir-- ont leur base dans la région de Visoko et de Travnik, à +/-100km à l'ouest de Sarajevo. Ils disposent notamment de missiles sol-air perfectionnés, des «Stinger» américains expédiés d'Afghanistan par les Moujahidines.

LE CHAOS BALKANIQUE HISTOIRE ET ACTUALITÉ DU TERRORISME SERBE

Belgrade, mai 1911-: des partisans de la «grande Serbie» fondent une société secrète, «L'Union ou la Mort», rapidement connue sous le nom de «Main Noire» (Tcherna Ruka, en serbe). Brodée en fils d'argent sur sa bannière noire, toute la morbide panoplie du comploteur-: crâne et ossements, poignard, bombe et bouteille de poison... Les conspirateurs jurent de libérer les Slovènes, les Croates et les Bosniaques, tous slaves du sud encore assujettis à l'empire Austro-hongrois, pour les fédérer ensuite sous l'égide de la Serbie. En majorité militaires, les affidés de la Main Noire sont organisés par cellules de trois; on les trouve en Serbie, bien sûr, dans tous les Balkans, ainsi que dans les Empires Austro-hongrois et Ottoman; en 1914, leur nombre est évalué à +/-2-000 activistes. La direction communique avec ses cellules par de petites annonces codées placées dans le grand quotidien de Belgrade, «Trgovinski Glasnik».

En théorie, la Main Noire est aux ordres d'un directoire de six membres comprenant des ministres et des généraux, mais la personnalité du colonel Dragoutine Dimitriévitch, nom de code «Apis», écrase toutes les autres. Spectaculaire colosse chauve et moustachu, «Apis» occupe le poste, idéal pour comploter, de directeur du bureau du renseignement de l'état-major général serbe; c'est depuis Belgrade et le Ministère de la guerre qu'il dirige les opérations de la Main Noire. Non sans prudence-: plus modéré, le ministre de la guerre de l'époque considère «Apis» comme un exalté et le tient à l'oeil. Cela n'empêche pas la Main Noire d'ourdir en 1913 l'assassinat du roi Georges Ier de Grèce, «oppresseur des minorités slaves». Bien avant la fondation de la Main Noire, «Apis» a participé en 1903 au meurtre du roi Alexandre Obrenovitch et de son épouse Draga. Ces «collabos des Autrichiens» sont abattus dans leur palais de Belgrade et leurs corps, jetés par les fenêtres...

Au printemps de 1914, la Main Noire apprend que l'Archiduc François-Ferdinand, prince-héritier de l'Empire Austro-hongrois, doit se rendre à Sarajevo en compagnie de son épouse morganatique, la princesse de Hohenberg et ce le 28 juin, jour de la Saint-Vitus-!-⁴⁰ L'affront est trop grave; François-Ferdinand doit mourir. L'opération est confiée à trois jeunes adhérents d'un groupe révolutionnaire pan-serbe, «Mlada Bosna» (Jeune Bosnie), bien implanté chez les étudiants serbes de l'Herzégovine. Les trois revolvers et les munitions des terroristes proviennent des arsenaux de l'armée serbe; ils ont été introduits en Bosnie-Herzégovine par la Main Noire, qui s'est aussi chargée de l'entraînement de Gavrilo Princip et de ses deux camarades-⁴¹. Le 28 juin donc, François-Ferdinand est assassiné avec son épouse. 35 jours plus tard, conséquence directe du double meurtre, la Première Guerre mondiale éclate.

Cet attentat sera le dernier «exploit» de la Main Noire, que le prince-régent Alexandre Karageorgévitch-⁴² commence à trouver encombrante. En décembre 1916, alors que l'armée serbe, repliée, combat en Macédoine, les principaux dirigeants et cadres de la Main Noire,

⁴⁰ Voir p.41 l'immense importance symbolique de cette date pour les Serbes.

⁴¹ Princip meurt de tuberculose, en avril 1918, dans une prison austro-hongroise.

⁴² NÚ en 1888, prince régent de 1914 Ó 1921, Alexandre régné jusqu'Ó son assassinat par l'ÉOustacha et l'ÉORIM en 1934.

LA LIBANISATION ?

dont «Apis», sont arrêtés. Convaincus de «tractations avec l'ennemi» et de «tentative d'assassinat du prince-régent» lors d'un procès expéditif, «Apis» et deux autres dirigeants de la société secrète sont passés par les armes à Salonique le 26 juin 1917. 200 officiers de la Main Noire sont envoyés dans un bagne de Tunisie. Alexandre Ier suscite par la suite une «Main Blanche» qui lui est toute dévouée. En 1953, à la demande de Tito, la cour suprême de Serbie casse le jugement de 1917-: «Apis» et ses compagnons de la Main Noire sont réhabilités.

A l'automne de 1991, les relations se gâtent brutalement entre la Serbie et une Allemagne considérée à Belgrade comme un «IV^{ème} Reich» inconditionnellement pro-croate. En novembre, la police fédérale, le BKA, publie une note d'alerte selon laquelle deux irréguliers Serbes, des «Tchetniks», se seraient infiltrés en Allemagne pour tenter d'y assassiner des personnalités pro-croates comme Hans-Dietrich Genscher, alors ministre des Affaires étrangères, Otto Lambsdorff, président du parti libéral et Otto de Habsbourg. Cette note ajoute que des attentats sont désormais possibles contre des bâtiments diplomatiques allemands et autrichiens. Mais à ce jour, aucun élément concret n'a permis de vérifier le sérieux de cet avertissement.

A partir du mois d'août 1992, des personnalités serbes menacent de plus en plus ouvertement les puissances occidentales de recours au terrorisme nucléaire. Le 8 août, Aleksa Buha «ministre des Affaires étrangères de la République serbe de Bosnie-Herzégovine» menace d'en-voyer des «commandos suicides» contre les centrales nucléaires européennes, aux cas où les occidentaux interviendraient en Bosnie-Herzégovine. Le 12 août un journaliste serbe signe une tribune libre dans le Quotidien de Paris, où l'on peut lire-: «En cas d'une guerre totale livrée aux Serbes, non seulement des fusées et des kamikazes pourraient atteindre la Hongrie, l'Autriche, l'Allemagne, principales coupables de la tragédie yougoslave mais encore tout, absolument tout (y---compris des usines chimiques et des centrales nucléaires dont au moins deux, Krsko en Slovénie et Kozlodaj en Bulgarie se trouvent dans la région) pourrait être touché par le conflit. Verrait-on alors s'allumer, par accident, plusieurs Tchernobyl sur le continent, frappant du sceau de la malédiction nucléaire l'avenir de la planète ?». Le 27 août, le président de la République serbe de Bosnie, Radovan Karadzitch, brode encore sur le même thème-: «Il est possible que les patriotes serbes attaquent par exemple les centrales nucléaires en Europe occidentale... Je lance un avertissement-: si les Serbes font l'objet de pressions, la situation deviendra incontrôlable...»

LE CHAOS BALKANIQUE

HISTOIRE ET ACTUALITE DU TERRORISME CROATE

- Ante Pavelitch et la création de l'Oustacha

Ante Pavelitch naît dans une famille croate le 14 juillet 1889, à Ivan Planina, à la limite de la Bosnie et de l'Herzégovine (alors provinces de l'Empire Austro-hongrois, comme la Croatie et la Slovénie). Elève des jésuites, il est affaibli durant son adolescence par une tuberculose; bachelier en 1910 à Zagreb, il commence à militer pour une formation nationaliste, le Parti croate du Droit, HSP. En 1915, il obtient son doctorat de droit à l'Université François-Joseph de Zagreb. En 1918, il ouvre un cabinet d'avocat à Zagreb et, la même année, il est élu secrétaire du HSP; il en devient le vice-président en 1919. Peu après, il épouse une jeune fille de la bonne société juive viennoise. Le 1er mars de la même année, ce jeune avocat de 30 ans, déjà en vue, est l'un des signataires d'un manifeste pour une Croatie indépendante. Il anime en outre les «Sokols», des «sociétés de gymnastique», en réalité de discrètes associations patriotiques croates qui deviendront plus tard paramilitaires et clandestines.

Pavelitch est élu en décembre 1921 au parlement régional croate, puis, en septembre 1927, député de Zagreb à l'assemblée nationale yougoslave. A l'ouverture de la session parlementaire du 28 octobre 1927, il déclare sans ambages: «Le peuple croate n'a pas voulu cet Etat qui ne correspond ni à son passé, ni à ses besoins présents... La participation du Bloc Croate aux travaux de cette assemblée ne signifie pas que nous reconnaissons cet Etat factice, ni que nous l'approuvons. Au contraire, le Bloc Croate usera de tous les moyens légaux pour que soit modifié le statut du peuple croate, en vue de l'établissement d'un Etat croate indépendant». En tant qu'avocat, il assure à la fin de 1927 la défense de terroristes macédoniens devant les tribunaux de Skopje.

L'année 1928 voit Pavelitch et ses amis basculer dans la violence: le 20 juin, en plein hémicycle, un député radical monténégrin tire sur ses collègues Croates de l'assemblée nationale: Pavle Raditch et Djuro Basaricek sont tués sur le coup; Stjepan Raditch, personnalité politique de première importance et fondateur avec son frère Pavle du Parti paysan Croate, décède le 8 août suivant. A Belgrade, il se dit très vite que les meurtres ont été commandités par la Main Blanche dont le chef d'alors, le général Givkovitch, est très lié à la dynastie Karageorgévitch. Le 6 janvier 1929, la crise s'aggravant, la constitution de 1921 est abrogée; le parlement et les partis sont dissous: la «dictature royale» commence; en octobre suivant, le pays est rebaptisé «Royaume de Yougoslavie» (Jugoslavija).

Le 7 janvier 1929, l'«Oustacha» --Ustasa Hrvatska Revolucionarna Organizacija, Organisation des insurgés révolutionnaires croates-- est fondée par Ante Pavelitch et ses amis. Le 17 du même mois, Pavelitch gagne Vienne où il retrouve le colonel Percevitich qui anime depuis 1926 un mouvement nationaliste croate en exil. Depuis Vienne, il structure son mouvement, le dote d'un état-major et divise ses troupes -encore maigres- en unités territoriales, puis en cellules secrètes. Simultanément, Pavelitch voyage beaucoup: en avril 1929, à Sofia, il s'entend avec «Vantché» (le petit Ivan) Mikha'loff, alors chef de l'ORIM. Dès lors, l'Oustacha bénéficie d'un transfert de la technologie des «Comitadjis» macédoniens, qui mettent leurs «experts» à sa disposition, comme on le verra lors de l'assassinat à Marseille du roi Alexandre Ier. Pavelitch se rend aussi en Hongrie, en Allemagne et en

LA LIBANISATION ?

Italie et se rapproche petit à petit des régimes autoritaires ou fascistes. L'aide de ceux-ci lui permet d'intensifier la propagande de l'Oustacha dans toute l'Europe; d'implanter des réseaux plus loin encore, aux Etats-Unis, en Argentine, par exemple. Des contacts fructueux entre Pavelitch, le régent Horthy et le comte Ciano débouchent sur l'ouverture de camps d'entraînement oustachis en Italie et en Hongrie. En Croatie même, la lutte armée commence au début des années 30-: sabotages, attentats, et, en retour, une répression impitoyable menée par la gendarmerie serbe. En 1932, l'Oustacha, qui compte alors quelques centaines de combattants, peut animer une guérilla rurale prolongée dans la province de Lika. L'organisation se «fascise» de plus en plus; Pavelitch devient le «Polgravnik», le «guide». Favorables à tous ceux qui contestent l'ordre de Versailles, les nazis autorisent, en 1933, l'Oustacha à ouvrir un bureau à Berlin.

Décembre 1933-: à Zagreb, premier attentat contre Alexandre Ier. Echec-: deux Oustachis sont capturés et pendus. Mais le 9 octobre 1934, à Marseille, Pavelitch et ses «conseillers» macédoniens arrivent à leurs fins. Ce jour là, Alexandre Ier de Yougoslavie rend à la France la visite que Louis Barthou, ministre des Affaires étrangères, a faite à Belgrade en août précédent. Dans une voiture découverte, Alexandre et Barthou saluent la foule, qui réserve un accueil chaleureux à l'allié serbe de la première guerre mondiale. Un homme saute soudain sur le marchepied de la Delage officielle et vide son barillet sur le roi, qui est tué net. Dans la panique, Barthou est touché au bras droit par une balle perdue de la police ⁴³ et meurt d'une hémorragie qui aurait fort bien pu être contenue. Le terroriste, blessé d'un revers de sabre d'un officier à cheval, est lynché par la foule et agonise plusieurs heures dans un commissariat de Marseille. Il finit par y mourir sans avoir reçu de soins. Qui est-il ? «Petr Kelemen» alias «le loup du Vardar» se nomme-t-il Vlada Georgijev-Tchernozemski- ? Ou Velitchko Georgijev-Kerin-? Il semble qu'il soit né à Kamenica, en Macédoine bulgare, en mars 1897. On ne sait pas grand chose de plus sur lui.

Au-delà du tueur, une enquête franco-serbe est déclenchée à l'échelle européenne. Elle permet d'apprendre que l'attentat a été préparé et planifié par Eugen «Dido» Kvaternik, un proche d'Ante Pavelitch ⁴⁴, aidé de «conseillers» macédoniens, au camp oustachi de Janka Pusta, non loin de la ville hongroise de Nagykanisza. Le retentissement de l'attentat en Europe est immense-: partout, les Oustachis se terrent; les Hongrois ferment Janka Pusta; le soutien de Hitler et Mussolini se fait plus discret. Ce dernier fait même arrêter Pavelitch à Turin (où il réside désormais le plus souvent); surtout pour le soustraire à la justice française. Déjà condamné à mort en Yougoslavie en 1929, Pavelitch y écope de sa seconde peine capitale -par contumace- en février 1936. Par la suite, les Oustachis abandonnent peu à peu le terrorisme international et se contentent de mener une guérilla sporadique en Croatie.

--Les Oustachis durant la seconde guerre mondiale

Le 6 avril 1941, l'aviation nazie lance un raid massif sur Belgrade, prélude à une attaque terrestre de grande ampleur. Le 10, la Wehrmacht entre à Zagreb; deux jours auparavant, les milices oustachies, concentrées aux frontières de l'Autriche et de l'Italie, sont rentrées en

⁴³ La balle qui a sectionné l'artère humérale de Louis Barthou, un projectile blindé de calibre 8mm/92, celui des forces de l'ordre françaises, ne correspond à aucun des deux revolvers du terroriste. Un rapport d'enquête sur l'affaire, remis au gouvernement le 9 octobre 1935, restera secret jusqu'en 1974.

⁴⁴ Et futur dignitaire de l'Etat croate oustachi en 1941.

LE CHAOS BALKANIQUE

Yougoslavie. Elles prennent alors le pouvoir. Le 16 avril, les Oustachis déclarent indépendante une «Grande Croatie» agrandie de la Bosnie-Herzégovine-; elle compte au total +/-6,5 millions d'habitants (dont 50% de Croates catholiques-⁴⁵).

En Yougoslavie, la Seconde Guerre mondiale est plus atroce encore qu'ailleurs en Europe, si possible. Le pays comptait en 1940 +/- 15 millions d'habitants-: 1,7 million de ceux-ci vont mourir; un quart dans la guerre avec le III^{ème} Reich, tous les autres au cours d'une guerre civile abomi-nable. Exactions, tortures, massacres de civils --femmes et enfants compris-- destruction de villages entiers par l'incendie et le pillage, représailles aveugles-: tel est le lot quotidien des Yougoslaves durant quatre ans-; nombre de ces horreurs ont pour théâtre la Croatie oustachie d'Ante Pavelitch-⁴⁶.

Pavelitch, engagé dans l'Axe avec les Etats fasciste et nazi, participe également à la «Croisade européenne contre le bolchevisme»; les unités croates envoyées à l'Est sont pour la plupart anéanties à Stalingrad. L'Allemagne nazie défaite, les Partisans de Tito se livrent à leur tour à une orgie de massacres, assassinant sans distinction des dizaines de milliers d'Oustachis et de Croates non «collabos». Ante Pavelitch s'enfuit en Autriche en mai 1945.

- Les Oustachis depuis 1945-: écrasement et renaissance

Après la capitulation du III^{ème} Reich, Ante Pavelitch quitte l'Europe et se réfugie en Argentine, où existe une importante communauté croate; le droit d'asile lui est accordé par Peron. Mais celui-ci démissionne et le climat devient malsain pour le «Polgravnik»: en avril 1957, il est blessé dans un attentat fomenté par la police secrète de Tito, l'UDBA. Peu après, Pavelitch se réfugie en Espagne où, il peut compter sur la solidarité d'un autre dictateur catholique, le général Franco. Il y meurt de sa belle mort en décembre 1959, à l'âge de 70 ans.

En 1956, las de voir l'émigration croate se déchirer, Ante Pavelitch crée le «Mouvement de libération croate» (HOP) qui se réclame plus ou moins ouvertement de l'héritage oustachi. Après sa mort, le HOP est dirigé jusqu'en 1973 par le Dr. Stjepan Hefer; puis jusqu'en 1981 par le Dr. Ante Bonifacitch. Depuis, c'est le Dr. Srecko Psenichnik, gendre d'Ante Pavelitch, qui assure la présidence du mouvement.

C'est en 1971 que l'espoir renaît pour l'émigration nationaliste croate-: en novembre - retombée probable des événements des années 68-89 en Europe- les étudiants croates se mettent en grève et lancent un mouvement d'agitation. Un mois plus tard, Tito destitue les cadres dirigeants de la république socialiste de Croatie, et du parti communiste local. La purge touche plus de 30-000 personnes, limogées ou incarcérées, pour «nationalisme bourgeois», «espionnage» ou «activités contre-révolutionnaires».

Au même moment, tous les nationalistes croates rêvant de libérer leur patrie se passionnent pour l'usage public et médiatique que font les Palestiniens de la violence politique, qu'on l'appelle «lutte armée», «guérilla urbaine», ou «terrorisme». Malgré les

⁴⁵ Mais, dans l'idéologie des Oustachis, les Musulmans bosniaques sont ôles plus purs des Croatesö qu'Æil convient de faire revenir, par le baptême, dans la religion catholiqueá; les Serbes nationalistes, eux, considèrent les mêmes malheureux Bosniaques comme des traîtres s'Æétant convertis Ö l'ÆIslam pour conserver leurs terres sous le joug ottoman.

⁴⁶ Notamment, l'extermination de centaines de milliers de Serbes de la Krajina, ainsi que de nombreux Juifs et Gitans, dans le camp oustachi de Josenovac, entre 1941 et 1944.

LA LIBANISATION ?

scissions⁴⁷, malgré les coups que leur porte la police secrète de Tito⁴⁸, la décennie 70 sera celle du retour des activistes croates à l'action violente et spectaculaire. En Yougoslavie même, où les groupes post-oustachis lancent une campagne de bombes dans les trains et les cinémas --attentats dont les échos, étouffés par le régime de Belgrade, parviendront rarement jusqu'aux médias occidentaux-- mais surtout à l'étranger.

- 1971-1981-: la vague de terrorisme néo-oustachi

La vague de terreur des durs de l'émigration croate ne débute pas net en 1971. Déjà en 1962, un commando de 25 néo-oustachis dirigés par Josep Stepan Bilandzic, l'un de leurs principaux responsables en Allemagne fédérale, a pris d'assaut la mission commerciale yougoslave à Bad-Godesberg. Et en 1969, un diplomate yougoslave a été grièvement blessé par balles à Berlin-ouest.

Avril 1971-: un commando de jeunes émigrés croates prend d'assaut l'ambassade de Yougoslavie à Stockholm (Suède) et assassine l'ambassadeur, Vladimir Rolovic. Miroslav Barecik et Andjelko Brajkovic sont arrêtés et, peu après, condamnés à perpétuité pour meurtre. En septembre de la même année, un Croate se rend maître d'un avion de ligne de la compagnie scandinave SAS avec 86 passagers à bord et exige la libération des militants croates détenus en Suède. 7 de ceux-ci sont libérés en échange des passagers et l'avion se rend en Espagne; là les huit guérilleros sont condamnés à une peine de prison symbolique, puis expulsés vers le Paraguay.

1972-: en janvier, une bombe, vraisemblablement oustachie, détruit en vol un avion des lignes aériennes yougoslaves, JAT, au-dessus de la Tchécoslovaquie, 27-morts. L'émigration radicale tente d'implanter un maquis en Croatie. Venus d'Autriche, 19 guérilleros pénètrent clandestinement en Yougoslavie et tentent de s'implanter dans les montagnes de Bosnie. Peu après, ils sont capturés par l'armée fédérale qui en tue 15 au cours de l'opération; 4 sont capturés dont trois, ultérieurement fusillés. En juin, le consul général de Yougoslavie est tué dans un attentat. En décembre, un terroriste croate se tue dans les toilettes d'un café de la rue de la Faisanderie à Paris XVI^{ème}, alors qu'il amorçait une bombe destinée à l'ambassade yougoslave, toute proche.

1975-: en mars, le vice-consul de Yougoslavie à Lyon est grièvement blessé lors d'un attentat revendiqué par des néo-oustachis-: deux guérilleros tirent six balles sur Mladen Djogovic, sans doute membre des services spéciaux de Belgrade. En septembre, une bombe explose dans une banque de Zagreb et y provoque des dégâts matériels graves. En décembre, Zlavko Urbanic, 46 ans et Zvonko Dzapo, 49 ans, arrêtés en possession d'armes

⁴⁷ A côté du HOP, le Front National Croate, plus modéré, est fondé en 1974 à Toronto, Canada. Il se transforme peu après en Conseil National Croate (Hrvatsko Narodno Vijeće, HNV) et transfère son siège aux Etats-Unis. Le conseil, de tendance libérale, comprend un parlement en exil, un comité exécutif, un comité de contrôle et un jury d'honneur. La plupart des tendances libérales de l'émigration y sont présentes. En Europe, le Conseil est représenté par le Comité national croate qui a son siège à Munich. Mais de multiples scissions affectent ces deux grandes organisations de l'émigration : Front socialiste croate, Fraternité révolutionnaire croate, Union des travailleurs croates, Parti présidentiel croate, Union fédéraliste croate, etc. Au total, dans les années 70, il y a environ 3 millions d'émigrés croates dans le monde.

⁴⁸ Au cours de la décennie 70, l'EUDBA assassine une quarantaine de chefs oustachis de par le monde; en Europe (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Suède, Suisse) et au-delà (Afrique du Sud, Argentine, Australie, Etats-Unis).

LE CHAOS BALKANIQUE

et d'explosifs, sont condamnés respectivement à 5 et 15 ans de prison pour «activités terroristes» par un tribunal de Zagreb.

1976-: en février, Edvin Zdovic, vice-consul «chargé de la sécurité» au Consulat yougoslave de Francfort, Allemagne fédérale, est assassiné de cinq balles à la porte de son domicile, dans la banlieue de la ville.

En septembre, un commando de cinq néo-oustachis, dont une femme⁴⁹, s'empare d'un Boeing 727 de la TWA assurant un vol New York-Chicago et exige la publication par la presse américaine d'un communiqué exigeant «le droit à l'autodétermination et à l'indépendance pour la nation croate»⁵⁰. Il y a 92 personnes à bord. Polis et courtois tout au long du détournement, les terroristes n'en sont pas moins dangereux-: pour prouver leur détermination, ils ont déposé une bombe dans un casier de consigne de la gare centrale de New York-; un policier est tué en la désamorçant. L'avion détourné fait une première escale à Montréal. Là, les pirates de l'air exigent que des tracts semblables à leur communiqué soient largués par hélicoptère au dessus de New-York, Chicago et Montréal, ce qui est fait. Autre escale à Gander, Terre-neuve, où trente otages sont libérés. Autre escale à Keflavik, Islande, où le commando exige un Boeing 707 pour traverser l'Atlantique nord. L'appareil vole vers l'Angleterre, survole Londres en rase-mottes et largue ses tracts. Même scénario au-dessus de Paris, peu après. L'avion finit par se poser à Roissy, trente heures après le début de l'odyssée. Là, un commando crève les pneus de l'avion. Les pirates se rendent, libèrent les 49 derniers otages et avouent que les bombes exhibées durant le vol étaient en pâte à modeler... renvoyés à New York dès le lendemain, ils sont immédiatement interpellés par le FBI.

1977-: en juin, un commando d'émigrés croates occupe durant plusieurs heures le siège de la mission yougoslave à l'ONU, et abattent le garde yougoslave. Les trois hommes finissent par se rendre après avoir libéré leur seul otage.

1978-: en mai, la police yougoslave arrête quatre militants de la fraction armée rouge, RAF, à Zagreb. Il s'agit de Brigitte Mohnhaupt, Sieglinde Hofmann, Peter Jürgen Bock et Rolf-Clemens Wagner, recherchés pour l'enlèvement et l'assassinat de Hans-Martin Schleyer en octobre 1977. Les autorités de Belgrade déclarent qu'elles sont prêtes à livrer les quatre terroristes à la RFA en échange de 8 activistes néo-oustachis, dont Josep Stepan Bilandzic, chef de la «Résistance populaire croate»⁵¹. D'ordinaire plutôt discrète, la communauté émigrée croate en RFA se mobilise autour de la quinzaine de groupes nationalistes actifs dans le pays⁵². En août, des «Combattants de la liberté croates» posent

⁴⁹ Il s'agit de Zvonko Basic, 30 ans, de son épouse (américaine non croate), Julienne, 27 ans; de Petar Matovic, 31 ans, tous trois de New-York; de Frane Pesut, 25 ans, de Fairview, New-jersey; et de Mark Vlastic, 29 ans de Stamford, Connecticut. Tous sont de nationalité américaine. Ils sont condamnés à de lourdes peines en 1977; les trois premiers, à la réclusion à vie. L'auteur du texte publié dans les journaux américains est Bruno Basic, frère de Zvonko, assassiné par l'UDBA en octobre 1978 à Paris.

⁵⁰ Signé du Quartier général des forces nationales pour la libération de la Croatie, le texte est publié par le Chicago Tribune, l'International Herald Tribune, le Los Angeles Times, le New York Times et le Washington Post.

⁵¹ Petit groupe très virulent, qui compte une vingtaine de militants; il a été dissous en RFA en juillet 1976; depuis cette date, Bilandzic est détenu à Cologne.

⁵² Il y a à l'époque un peu moins de 400 000 émigrés yougoslaves en RFA, en majorité croates; ensemble, les groupes nationalistes croates représentent entre 12 et 15 000 militants et sympathisants actifs.

LA LIBANISATION ?

deux bombes -désamorçées à temps- l'une à la gare centrale de New York, l'autre aux Nations Unies. Ce même mois, deux néo-oustachis occupent pendant dix heures le consulat de Yougoslavie à Chicago et y prennent 8 otages. Ils menacent de «faire tout sauter» si Bilandzic est livré à Belgrade. Rassurés au téléphone par Bilandzic lui-même, les activistes se rendent à la police. En novembre, comprenant que Bilandzic et ses camarades ne leur seront pas livrés, le gouvernement yougoslave libère les quatre terroristes allemands, qui disparaissent.

En 1978 toujours, un camp nationaliste croate est découvert en septembre, en Australie⁵³, dans un secteur montagneux et désert, à 400km au sud de Sydney. Une vingtaine de militants en uniforme y manipulent des armes automatiques, des munitions, des explosifs, etc. Selon la police australienne, c'est le troisième camp de ce type découvert en trois ans. Ce même mois, Anton Cikoja, un homme d'affaires croato-américain, favorable au régime de Tito, est assassiné devant sa maison dans un faubourg chic de New-York. Motif-: refus de payer l' «impôt révolutionnaire». En novembre, cinq jeunes activistes croates, membres du groupe de Bruno Busic, sont condamnés à Zagreb à des peines de 1 à 5 ans de prison. Le même mois, un terroriste néo-oustachi se tue à Marseille en manipulant une bombe. Les trois derniers étages de l'hôtel où il réside sont soufflés.

1979-: en décembre, attentat à l'explosif dans le quartier de Queens, à New York, visant une agence de voyages yougoslave; dégâts sérieux. Revendication-: les «Combattants de la liberté croate».

1980-: 7 néo-oustachis sont arrêtés en Yougoslavie, avec un arsenal complet; ils s'approprient à commettre une campagne d'attentats contre des bâtiments publics, des banques, etc. Jugés en juin, ils sont condamnés à des peines de 5 à 15 ans de prison. En mars, un attentat à la bombe provoque des dégâts graves à la «Jugobanka» de Manhattan, New York. Signature-: les «Combattants de la liberté croate». En avril, Dusan Sedlar, l'un des dirigeants de l'émigration serbe en Allemagne, est assassiné à Dusseldorf. La police incrimine les néo-oustachis; pas d'arrestations. En décembre, cinq néo-oustachis sont arrêtés dans la banlieue de New York et inculpés d'association de malfaiteurs en vue de commettre des attentats terroristes.

1981-: en Australie, six néo-oustachis de nationalité australienne sont condamnés à 15 ans de prison pour avoir préparé une vague d'attentats contre des agences de voyages yougoslaves et un club d'émigrés pro-titistes.

Depuis, à part l'incident de juin 1992 à Milan⁵⁴, impliquant trois jeunes croates, l'activisme terroriste international des néo-oustachis a cessé.

⁵³ Il y a eu depuis 1963 une quinzaine d'attentats anti-Titistes dans ce pays, où les nationalistes croates possèdent une ambassade officielle.

⁵⁴ Voir p. 7

LE CHAOS BALKANIQUE
L'IRAN, LA LIBYE, ETC.
ET LES PAYS DES BALKANS - :
DES «INFLUENCES» INQUIÉTANTES

Les relations entre l'Iran et la Libye -des pays ayant fait régulièrement et de façon avérée usage de l'arme terroriste au cours de la décennie 80- et les pays des Balkans n'ont pas débuté en 1989, avec l'effondrement du communisme. Le rôle central de la Yougoslavie dans le Mouvement des non-alignés (MNA), et de passerelle entre l'Est et l'Ouest la rendait précieuse pour des pays «anti-impérialistes» ayant régulièrement besoin d'infiltrer, de façon discrète, des agents en Europe. Depuis les années 70 par exemple, l'ambassade de Libye à Belgrade était la plaque tournante des trafics d'armes des services spéciaux de Tripoli, vers le Liban en guerre civile (1975-1990). Depuis la mort de Tito, l'Iran jouait de son côté au chat et à la souris avec la Yougoslavie, la courtisant dans les réunions du MNA mais fustigeant la répression anti-islamique menée sporadiquement dans le pays. En septembre 1989 encore, le Ra's-ul-Ulema⁵⁵ de l'époque, accompagné de plusieurs de ses pairs, tenait une réunion de travail à l'ambassade iranienne de Belgrade avec le ministre des Affaires étrangères de la République islamique, Ali Akbar Velayati, pour «approfondir les liens entre musulmans des deux pays».

Mais en 1991, l'éclatement de la «seconde Yougoslavie» change du tout au tout les données de l'équation régionale pour l'Iran et la Libye, qui ne sont pas longs à comprendre l'intérêt de Balkans en ébullition pour la révolution, pour l'Islam activiste.

- La République islamique d'Iran

En mai 1991, Alija Izetbegovic, président de la Bosnie-Herzégovine, visite la République islamique d'Iran. A Téhéran, il déclare souhaiter le renforcement des liens économiques, politiques et culturels entre les deux pays; il annonce la parution prochaine du «Najd ul-Balagha»⁵⁶ en langue serbo-croate, à Sarajevo. En juin 1991, le centre culturel iranien de Belgrade co-patronne une «Conférence du pèlerinage» à Zagreb --en réalité, une manifestation de propagande révolutionnaire islamique--. En février 1992, ce même centre entame la publication d'une revue trimestrielle en langue serbo-croate, «Nour» (la lumière); son objectif est, là encore, de «renforcer les liens entre les Musulmans d'Iran et de Yougoslavie».

L'Iran a reconnu l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie et de la Slovénie le 17 mars 1992. En juin 1992 encore, Alija Izetbegovic remercie l'Iran pour les efforts que ce pays déploie en faveur de la Bosnie-Herzégovine aux Nations-Unies et à l'Organisation de la conférence islamique⁵⁷. En avril de la même année, le vice-ministre croate des Affaires étrangères, Zvonimir Separovic, visite Téhéran où il signe un traité de coopération

⁵⁵ Chef suprême de la communauté des Musulmans de Yougoslavie.

⁵⁶ C'est un recueil des pensées pieuses, militantes, sociales, etc. de l'Imam Ali; pour le chiïsme, toute référence gardée, un peu l'équivalent du «Petit livre rouge» du président Mao.

⁵⁷ Et, sans doute, plus discrètement, pour ses efforts militaires. Depuis juillet 1992, en effet, les observateurs étaient intrigués par de mystérieuses et encombrantes livraisons d'armes de nuit par des équipages d'Iran Air à Zagreb et expédiées en Bosnie-herzégovine. Au début du mois de septembre, un Boeing 747 d'Iran Air est inspecté par les autorités croates: il contient 4000 fusils d'assaut, un million de cartouches et une quarantaine de Pasdaranà

LA LIBANISATION ?

économique, scientifique et culturelle avec la RII; il est accompagné par des dignitaires musulmans croates et slovènes qui s'entretiennent avec leurs homologues iraniens. L'établissement d'une liaison aérienne Téhéran-Zagreb est décidée; diplomates et détenteurs de passeports de service des deux pays sont désormais dispensés de visas. La RII a également noué des liens avec l'Albanie (musulmane) et la Bulgarie (possédant une importante minorité musulmane). Fin juillet 1991, Bahram Ghasemi, émissaire spécial du ministre iranien des Affaires étrangères, visite Tirana pour y préparer l'ouverture d'une ambassade. Il y rencontre Sabri Kuchi, un dirigeant musulman qui vient de passer 22 ans dans les geôles communistes. L'ambassade est ouverte à l'automne de la même année. Fin décembre 1991, le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères bulgares, Stojan Ganev, visite l'Iran. Il y apaise les craintes du président Ali Akbar Hachemi Rafsandjani au sujet de la minorité musulmane bulgare et déclare souhaiter le renforcement des liens entre les deux pays.

- La Libye

La Libye a reconnu l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie et de la Slovénie le 14 mars 1992. Mais si Tripoli a également reçu la visite d'Alija Izetbegovic, la diplomatie libyenne s'est surtout attachée à nouer des contacts avec la Croatie et la Macédoine. En novembre 1991, le vice-premier ministre croate, Jurica Pavelitch, se rend en Libye; l'ouverture de consulats à Zagreb et Tripoli est notamment décidée lors de cette visite. Reconnaissant à la minute une situation explosive, Moammar Kadhafi s'est empressé d'inviter le président de la Macédoine-Skopje, sitôt celle-ci indépendante. Kiro Gligorov est reçu à Tripoli en novembre 1991 et y condamne fermement l'agression américaine sur la Libye⁵⁸. Un programme d'assistance multiforme à Skopje est décidé au cours de la réunion. Il inclurait, selon des échos recueillis à Skopje, un volet militaire; mais, à ce jour, aucun élément concret n'est venu confirmer ces bruits.

⁵⁸ Radio-Tripoli, 3 novembre 1991, 12h. 30.

LE CHAOS BALKANIQUE LA « FILIÈRE BALKANIQUE » DE LA DROGUE

L'héroïne reste de très loin la drogue la plus utilisée en Europe, au vu de documents récents publiés au printemps de 1992 par les ministères de l'intérieur français et allemand, ainsi que par Interpol. En France, les décès par surdose ont augmenté de plus de 17% en 1991, passant de 350 à 411-; 368 (90%), sont imputables à l'héroïne. En Allemagne, l'augmentation de ce type de décès a été de 42% en 1991 et sera sans doute bien plus dramatique encore cette année. 500 surdoses mortelles, en effet, au premier semestre de 1992 contre 300 sur la même période l'an dernier.

Dans cette importation, plus massive chaque année, d'héroïne en Europe, la «Filière balkanique» joue un rôle désormais hégémonique. Selon Interpol, 70% des +/-5,5 tonnes de cette drogue saisies en Europe en 1990 avait transité par la route des Balkans et la tendance n'a fait que s'accroître depuis lors. Pour 1991 l'héroïne saisie en France provient en effet à 59% du «croissant d'or» (Afghanistan, Pakistan, etc.) et à 16% de la zone Liban, Syrie, Turquie. Si l'on y ajoute la «poudre» venue de Hollande, comptabilisée à part mais en grande partie produite dans ces mêmes pays, c'est au total, 80% de notre consommation nationale d'héroïne qui transite désormais par la route des Balkans. Le jadis célèbre «Triangle d'or» (Birmanie, Thaïlande, Chine) ne fournit plus, lui, que 11% du total des saisies...

En 1991, toujours selon Interpol, et pour le monde entier, 23 saisies majeures d'héroïne sur 41 impliquaient la filière turco-balkanique; deux tonnes de cette drogue ont été saisies dans 9 pays d'Europe, à bord de 46 camions turcs voyageant sous douane (Transport International Routier, TIR). Une situation telle que la police et la douane françaises ont mis au point des programmes spécifiques de recherche et de renseignement sur cette filière, baptisés «Probalkan» et «Balkaninfo».

Produit à partir des champs de pavot des vallées afghanes et de ceux, libanais, de la Bekaa, l'opium est transformé en héroïne dans des laboratoires désormais situés dans des zones en guerre civile, échappant à tout contrôle étatique sérieux-: «territoires tribaux» situés à cheval sur la frontière Pakistano-Afghane, Baloutchistan (Pakistan-Iran) et «Kurdistan» (Irak-Iran-Turquie). De là, la drogue pure est transportée par quintaux, parfois par tonnes, dans des camions qui rejoignent l'Europe via la Turquie, les Balkans ou encore par voie maritime. La route directe, jadis la plus utilisée avait Istanbul pour point de départ. De là, les camions gagnaient la Bulgarie puis la Yougoslavie et enfin l'Italie ou l'Autriche. Mais si, aujourd'hui, l'anarchie provoquée par les guerres civiles yougoslaves facilite la production et le stockage des stupéfiants, elle rend en revanche leur acheminement beaucoup plus hasardeux, du fait des combats, des barrages, etc. Deux autres routes ont donc été ouvertes pour acheminer l'héroïne vers le marché européen-:

- La route maritime-: convoyée jusqu'à Izmir, l'héroïne est chargée sur des camions qui empruntent des ferry-boats, soit jusqu'au sud de la péninsule italienne (Brindisi, Bari), soit au nord (Trieste). Une autre voie maritime fait passer la drogue, en plus petites quantités, de la côte sud de la Turquie vers les îles grecques les plus proches (archipel du Dodécannèse, entre Chios et Rhodes); de ces îles, la drogue est acheminée par ferry jusqu'au Pirée, puis,

LA LIBANISATION ?

par la route, à Patras. Un autre trajet maritime à travers l'Adriatique et l'héroïne se retrouve en Italie, via Ancône ou Brindisi.

- La route du nord-: d'Istanbul, les camions remontent sur la Bulgarie, puis la Roumanie. De là, ils rejoignent l'Autriche via la Hongrie, ou l'Allemagne via la Tchéco-slovaquie.

Stockée par la suite dans des pays tolérants comme la Hollande, ou un peu anarchiques comme l'Italie, l'héroïne est enfin livrée, par petits paquets d'un ou deux kilos, aux «semi-grossistes» des grandes métropoles européennes.

En janvier 1992, par exemple, la police allemande démantèle une filière qui importait en moyenne, depuis plusieurs années, 250 kg d'héroïne pure par trimestre dans la région de Hambourg. Une opération lourde et complexe-: plus de cent commissaires et inspecteurs mobilisés durant un an, 65 trafiquants d'origines turque et kurde arrêtés dans le nord de l'Allemagne et deux «parrains», Reza et Hamit A. interpellés dans le sud-est de la Turquie où ils vivaient paisiblement, en gentlemen-farmers au dessus de tout soupçon... En Allemagne même, le réseau faisait livrer la drogue à ses détaillants par des adolescents de 15 ou 16 ans, à l'abri des sanctions pénales les plus graves...

Une telle opération, ou encore l'interpellation à Nice, en février 91, d'un autre «parrain» turc, Hussein A... responsable de l'importation en France de plus de 300-kg d'héroïne pure en trois ans, ont permis aux polices française et allemande d'avoir la confirmation d'une évolution préoccupante-: la prise en mains de plus en plus franche du trafic d'héroïne en direction de l'Europe occidentale par des groupes terroristes. Dans des affaires de Nice et de Hambourg en effet, mais également lors de saisies d'héroïne opérées à Trieste, à bord de ferryboats en provenance d'Izmir (70 kg en janvier 1992; 48 kg en juillet), une partie des individus arrêtés n'étaient pas de simples trafiquants, mais des militants de groupes indépendantistes ou même terroristes turcs ou kurdes.

Ces organisations armées, combattant pour l'instauration d'un régime marxiste-léniniste en Turquie, sur le modèle des Brigades rouges italiennes et aussi pour l'indépendance du Kurdistan, sont bien connues des polices européennes. Cela fait en effet des années que les éléments émigrés du Parti Communiste Turc-Marxiste-Léniniste (TKP-ML), de Dev.-Sol (Gauche révolutionnaire) et du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) se financent par le racket des commerces turcs et kurdes, les escroqueries aux prestations sociales et l'immigration illégale de main-d'oeuvre. Mais le processus de paix amorcé au Proche-Orient, leur soutien à Saddam Hussein pendant la guerre du Golfe et l'effondrement du bloc de l'Est leur ont fait perdre une bonne partie de leurs soutiens et ils ont de plus en plus fréquemment recours au trafic de narcotiques pour financer leurs achats d'armes, d'explosifs et de munitions.

Cette fascination pour les profits massifs de la drogue n'est pas récente-: dès 1983, les offices européens de lutte contre la toxicomanie signalaient la présence dans les filières turques de l'héroïne de militants du TKP-ML, de Dev.-Sol et des «Loups-gris» (nationalistes pan-turcs). En septembre 1985, la police arrête Bedri C., Sarp K; et Ali E, trois dirigeants du TKP-ML, dans leur hôtel de la rue du faubourg Saint-Denis, au coeur de la «petite Turquie» parisienne, en possession d'1,2-kg d'héroïne pure. En novembre 1987, Musa T., autre révolutionnaire turc, est arrêté alors qu'il vend de l'héroïne à Mulhouse. Il avoue que les profits du trafic servent à acheter des pistolets en Belgique-; les armes sont par la suite expédiées en Turquie par bateau.

LE CHAOS BALKANIQUE

Mais depuis 1989, la vente de drogue en Europe, finançant l'achat d'armes destinées aux guérillas turques a pris une dimension telle qu'elle renvoie les petits trafics du milieu de la décennie 80 au niveau du bricolage d'amateurs. A l'origine de cette aggravation, l'entrée dans la danse du PKK, bien que ses dirigeants nient avec véhémence être impliqués dans ce trafic. Des dénégations crédibles-? Belgique, juillet 1989-: Ylmaz S. et Ahmet Y., sympathisants connus du PKK, 60-kg de cocaïne-; Istanbul, septembre 1989-: Turgut S.-: membre connu du PKK, 10-kg d'héroïne-; Arnhem, frontière germano-hollandaise, novembre 1990-: Gengiz B., connu comme membre du PKK-: 48-kg d'héroïne-; Cologne, Allemagne, juillet 1991-: Vahittin K., «proche» du PKK-: 2,5-kg d'héroïne; Istanbul, mai 1992-: Mehmet A. militant connu du PKK, 13,5-kg d'héroïne. Que de «coïncidences». Les officiels allemands s'indignent-ils de ce trafic massif opéré par des réfugiés bénéficiant le plus souvent du droit d'asile pour raisons humanitaires ? Abdallah Ocalan, chef du PKK, déclare, début 1992 «Le PKK est en guerre contre l'Allemagne»...

Le PKK n'est pas seul en cause-: fin 1991, la police arrête à Paris Abdulqadir G. alors qu'il revenait d'Allemagne avec deux de ses camarades et un chargement de produits chimiques destinés à la fabrication d'héroïne et de «crack» (des cristaux de cocaïne grossière fumés dans une pipe). Abdulqadir G. était également l'un des dirigeants de l'«Association culturelle des travailleurs de Turquie en France» la vitrine légale du TKP-ML. Un groupe interdit de séjour dans notre pays pour cause de terrorisme.

Selon les enquêtes officielles turques ou européennes, le trafic de stupéfiants en direction de l'Europe n'est pas le fait des seuls groupes révolutionnaires, mais il est opéré le plus souvent par des joint-venture à base familiale, ou clanique, mêlant des éléments «politiques» à des gangs de la mafia turque, ou kurde implantés dans le sud-est de l'Anatolie. Facile, dans ces conditions, aux dirigeants des organisations révolutionnaires de désavouer, en les qualifiant de «renégats tombés dans le gangstérisme», leurs militants capturés en possession de drogue

En avril 1992, un trafiquant de drogue a été arrêté à Salonique, dans le nord de la Grèce. Selon ses aveux, les 500 grammes d'héroïne qu'il transportait provenaient d'un laboratoire récemment monté à Skopje, en république de Macédoine. Interpol n'a pu que confirmer ses dires.

En septembre 1992, enfin, la police suisse a saisi plus de 10 kg d'héroïne au domicile d'un «Yougoslave» --sans plus de précision-- demeurant à Saint-Cergues, dans l'ouest du pays. Cinq «Yougoslaves» ont été, à cette occasion, arrêtés et écroués.

TROISIEME PARTIE

LA MACEDOINE-:
UN KURDISTAN EN EUROPE ?

LE CHAOS BALKANIQUE

Imaginez-vous, un instant, vivant un affreux cauchemar. Vous voilà citoyen d'un pays à éclipses, aux frontières caoutchouteuses, au territoire protoplasmique entouré de voisins hostiles. La «France», dit l'Allemand-? Ah oui, la Rhénanie occidentale-? Mais non, rétorque l'Italien; vous savez fort bien que ces «Français» sont des Piémontais francophones. Enfin ceux du sud du pays. Au-dessus, ce sont des Gaulois ou des Germains, mais en aucun cas des Français, bien qu'ils s'entêtent à usurper ce nom. Suffoqué, le Belge l'interrompt-: pas du tout ! La «France», c'est la Wallonie méridionale ! Alors qu'ils en viennent aux mains, vous vous réveillez en sursaut, trempé de sueur et le coeur battant.

Les «Macédoniens» --bien réveillés-- vivent ce cauchemar-là depuis un siècle. Et aujourd'hui encore, c'est dans l'ex-République socialiste yougoslave de Macédoine que la situation est la plus explosive de tous les Balkans, alors même qu'aucun coup de fusil n'y a été tiré. C'est que, contrairement aux guerres civiles ouvertes ou larvées qui opposent, ou ont opposé, les Serbes aux Slovènes, aux Croates, ou aux Bosniaques, la «question macédonienne» déborde largement les limites de l'ex-RSFY. En effet, elle implique directement la Bulgarie et la Grèce; immédiatement après, des puissances régionales comme la «troisième Yougoslavie» et la Turquie-; enfin, la CEE, la Russie et les Etats-Unis, protecteurs tutélaires de l'un ou l'autre des pays de cette séculaire «ligne de front».

Pour la plupart des géographes -sauf les grecs, comme on le verra plus bas- la Macédoine historique est une aire géographique de +/-67 000 km², délimitée au nord par les massifs montagneux de Skopska Tchernia Gora et de Char Planina-; au sud par la mer Egée, où se jette le Vardar à la hauteur de Salonique, puis par le mont Olympe et la chaîne du Pinde-; à l'ouest par les lacs d'Ohrid et de Prespa.

Si l'espace géographique macédonien est pauvre en ressources naturelles, il est stratégiquement précieux-: il contrôle toutes les grandes voies de communication entre le bassin du Danube, l'Adriatique et la mer Egée. Cet espace est aujourd'hui divisé en trois-:

- La Macédoine ex-yougoslave, capitale Skopje, d'une superficie de +/-25-720 km² (+/-38,5% de la Macédoine historique)-; appelée la Macédoine-Vardar-;
- La Macédoine grecque, +/-34-600 km², (+/-51% de la Macédoine historique), Macédoine-Egée-;
- La Macédoine bulgare, +/-6-790 km² (+/-10,5% de la Macédoine historique), Macédoine-Pirin; essentiellement la vallée de la Struma.

LA CONTROVERSE HELLENO-MACÉDONIENNE

Pour les Macédoniens de Skopje, tout est simple-: «Nous sommes des Slaves venus ici au cours des VI^{ème} et VII^{ème} siècles et, pour nous différencier des autres peuples slaves, bulgares ou serbes, nous avons pris le nom du territoire sur lequel nous nous sommes installés»⁵⁹. Il

⁵⁹ Kiro Gligorov, président de la Macédoine-Skopje, in *Le Monde* du 7 avril 1992.

UN KURDISTAN EN EUROPE ?

existe, par conséquent, une nation slavo-macédonienne qui n'a rien à voir avec la Grèce et possède son histoire, sa langue originale, ses traditions, son Eglise⁶⁰.

Tel semble être également l'avis du Minority Rights Group, institution britannique aussi sérieuse que respectée, qui souligne: «Les Macédoniens, un peuple slave à ne pas confondre avec les sujets de Philippe de Macédoine dans l'antiquité, etc.». Et voilà exactement où le bât blesse, les grecs n'admettant pas ce qu'ils estiment être une usurpation de leur histoire et de leur culture.

Pour les Grecs, la Macédoine-Skopje d'aujourd'hui est distincte de la Macédoine originale, celle de Philippe II et de son fils, Alexandre le Grand. Géographiquement, celle-ci comprenait la Macédoine-Egée, plus une petite frange au sud de ce qui est aujourd'hui la Macédoine-Vardar et la Macédoine-Pirin. Du temps d'Alexandre, l'actuelle Macédoine-Skopje était habitée par deux peuples différents des Macédoniens, les Paioniens et les Dardaniens. Aujourd'hui, disent les grecs, leurs descendants parlent un patois bulgare, mélangé de turc et d'albanais, qui n'a rien de «macédonien».

Culturellement, poursuivent les Grecs --qui s'appuient sur Aristote, Polybe, Thucydide et Hérodote-- Grecs et Macédoniens de l'antiquité parlaient la même langue, adoraient les mêmes dieux dans les mêmes sanctuaires et respectaient les mêmes coutumes. Politiquement, dès cette époque et depuis lors, la Macédoine a toujours été le bastion avancé et le rempart de la Grèce. Preuve absolue, enfin, de l'hellénité de la Macédoine: le 8 novembre 1977, le grand archéologue grec Manolis Andronikos a découvert le mausolée funéraire de Philippe II. Celui-ci se trouvait à Vergina, à l'ouest de Salonique, en Grèce donc, et pas du côté de Skopje.

Pas du tout, rétorquent les Slavo-Macédoniens. Nos ancêtres étaient cousins des Thraces et des Illyriens. Et la Macédoine antique était un Etat distinct de la Grèce ayant ses monarques propres. D'ailleurs Philippe II s'est battu contre les Grecs: à Chéronée, en 338 avant JC, il a infligé une mémorable défaite à l'alliance Athènes-Thèbes. Enfin, dans ses «Philippiques», Démosthène traite les Macédoniens de «barbares». Aujourd'hui, nos frères macédoniens de Bulgarie et de Grèce sont réduits à l'état de minorités opprimées⁶¹ et nos terres sont occupées; sous le joug colonial hellénique, Solun est devenue Salonique, Costur, Kastoria, et Lerin, Florina.

Campant sur leurs positions, Grecs et Slavo-Macédoniens alimentent ainsi une controverse sans fin, pour laquelle l'expression «dialogue de sourds» semble avoir été forgée. Et ce n'est certes pas la suite de l'histoire d'une terre où cultures, peuples (Grecs, Romains, Byzantins, Bulgares, Turcs, Albanais, Valaques, etc.) et Etats ne cessent de

⁶⁰ Une Eglise orthodoxe macédonienne autocéphale a été fondée à Skopje en 1968; elle a crû depuis un développement en Amérique du nord. Cette Eglise n'est reconnue ni par le Patriarcat de Constantinople, ni par celui de Serbie.

⁶¹ En 1982, ces arguments étaient d'ailleurs ceux de la Ligue des communistes de Macédoine, qui, lors de son 8^{ème} congrès, du 6 au 9 mai, exigeait la reconnaissance et la protection de la minorité macédonienne grecque et se déclarait prêt à se battre pour elle. La même année, en juin, le 12^{ème} congrès de la Ligue des communistes yougoslaves déclarait que les Macédoniens de Grèce sont opprimés.

LE CHAOS BALKANIQUE

s'affronter depuis plus de deux millénaires, qui va permettre de rapprocher les points de vue.

Arrivées dans les Balkans au VI^{ème} et VII^{ème} siècles, les populations slaves passent vite sous la domination de Byzance, qui crée dans la région une province, géographiquement floue, nommée «Macédoine». Le Tsar bulgare Siméon (893-927) s'en empare d'abord-; puis elle se trouve incluse dans l'empire du Tsar Samuilo (976-1014). Cet éphémère ensemble bulgaro-macédonien s'étend de la zone de Prespa-Ohrid jusqu'à l'Adriatique, à l'ouest et à la Mer Noire, à l'est. Au sud, cet empire comprend une partie de la Grèce, mais, notons-le, pas Salonique. Et dès cette époque, l'ambiguïté est bien installée. Car si les Slavo-Macédoniens présentent l'empire de Samuilo comme le modèle originel de leur «grande Macédoine», le monarque Byzantin qui écrase en 1014 les troupes «macédoniennes» à la bataille de Kleidon-⁶², y gagne le surnom de Basile-II «Bulgaroctonos», c'est-à-dire «l'exterminateur des Bulgares»-! En 1018, Byzance règne à nouveau sur la Macédoine, qui est conquise à la fin du XIII^{ème} siècle par les Serbes. Elle passe enfin sous contrôle Ottoman en 1371 et le reste jusqu'en 1912. Au total, à cette date, les Macédoniens ont été libres trente ans, en plus de onze siècles...

FIN DU XIX^{ème} SIECLE, DEBUT DU XX^{ème} -: LA CHARNIERE CRITIQUE

Quand débute la dernière décennie du XIX^{ème} siècle, la Macédoine d'alors --superficie-: 62-000 km²; +/-2,5 millions d'habitants-⁶³- recouvre les vilayet ottomans de Kossovo, de Monastir et de Salonique-⁶⁴. A cette époque, le «Problème macédonien», révélé en 1878 à l'occasion du Congrès de Berlin, est déjà inextricable. Résident en effet sur le sol de la «Macédoine» une invraisemblable mosaïque de communautés d'une ethnie A, parlant une langue B, pratiquant une religion C. Et possédant une conception utilitariste de l'identité nationale, quand elle n'est pas franchement fantaisiste. En 1889, un géographe allemand fait un relevé des populations du secteur-; il y trouve une mosaïque de Slaves, de Grecs, de Bulgares, de Turcs, d'Albanais, de Circassiens, de Valaques, de Gitans-: jusque là, tout est normal.

Mais une partie des Slaves, des Grecs et des Valaques --des Juifs, même-- s'est convertie à l'Islam.à Mais des Grecs parlent le bulgare; des Serbes, l'albanais; des Valaques musulmans, le turc; des Albanais chrétiens, le serbe; des Turcs chrétiens, le grecà Mais les chrétiens orthodoxes sont divisés entre le patriarcat (grec) de Constantinople et l'exarchat (slave) de Sofiaà Mais, dans toutes ces communautés atomisées, les partisans de l'empire

⁶² Et les punit d'une façon particulièrement cruelle. Les milliers de guerriers macédoniens capturés ont tous les yeux crevés -àsauf un sur cent, pour guider les autres- et sont ensuite renvoyés à Prilep. Samuilo meurt de saisissement en voyant arriver le pitoyable cortège.

⁶³ Selon les statistiques ottomanes, la Macédoine compte 2 506 000 h. en 1895 et 2 912 000 en 1904.

⁶⁴ Qui est alors le grand port de la mer Egée; 140 000 habitants, la troisième agglomération de tous les Balkans.

UN KURDISTAN EN EUROPE ?

ottoman, du panhellénisme et du panslavisme s'entretuentà Mais les Serbes considèrent comme des Serbes des Macédoniens slaves que les Bulgares, eux, déclarent Bulgares à 100%à Mais orthodoxes Grecs et Slaves d'un côté, Turcs et Slaves musulmans de l'autre, pèsent un poids à peu près égal...

Le dernier recensement ottoman --religieux, bien sûr-- est pratiqué en 1906. Il donne: Musulmans-: 48%-; Hellènes-orthodoxes-: 25,5%; Bulgares-orthodoxes-: 26,5%. Une parfaite juxtaposition de minorités de blocage... En 1918, un démo-graphe français s'amuse à collationner de façon systématique toutes les données démographiques disponibles sur la Macédoine. Il parvient au résultat suivant-:

POPULATIONS	Chiffre le plus bas	Chiffre le plus élevé
Slavo-Macédoniens	120-000	1-200-000
Serbes	210-000	---900-000
Grecs	--50-000	1-000-000
Valaques	--24-000	1-200-000
Pop. totale de la Macédoine	404-000	4-300-000

Au milieu de ce kaléidoscope, les puissances voisines se livrent à une bataille d'écoles et d'églises-; dans le même village, les écoles turque, serbe, grecque, bulgare et valaque rivalisent auprès de familles qui ne savent plus à quel saint se vouer. Il est fréquent que trois frères ayant suivi, l'un l'école bulgare, l'autre l'école grecque et le dernier, la serbe, se retrouvent dotés de trois nationalités différentes.

Le réveil des nationalités enflammant les esprits dans la dernière décennie du XIX^{ème} siècle, toutes ces communautés créent leur société secrète de libération nationale-: Tchetniks serbes de la «société de la Saint-Sava»-⁶⁵, combat-tants de l'Ethnike Heta'ria-⁶⁶ grecque, Comitadjis d'une Organisation révolutionnaire macédonienne divisée dès l'origine entre partisans de l'indépendance de la Macé-doine et du rattachement à Sofia.

Des groupes infiltrés de Bulgarie, de Serbie ou de Grèce s'entretuent, incendient écoles et églises rivales et affrontent les Bachi-Bouzouks-⁶⁷, de féroces miliciens turcs bien loin de se douter qu'ils seront immortalisés par le capitaine Haddock, soixante ans plus tard...

Le 2 août 1903, jour de la Saint-Elie, l'ORIM déclenche l'insurrection. Objectif-: libérer un foyer national dans la région de Monastir, puis toute la Macédoine. Mais onze jours plus tard, les 26-500 combattants recensés de l'éphé-mère «République de Macédoine» sont anéantis par une armée turque de 351-000 hommes. Le carnage est abomi-nable-: 200

⁶⁵ Fondée en 1886 pour promouvoir l'Éidéal pan-serbe auprès des populations slaves du sud.

⁶⁶ Société nationale, fondée en 1894 pour promouvoir l'Éhellénisme en Macédoine. En 1896-97, elle contr¶le deux Tchetasö sur le terrain.

⁶⁷ Les Bachi-Bouzouks sont des irréguliers agissant en supplétifs de l'armée régulière ottomane, les Askersö.

LE CHAOS BALKANIQUE

villages rasés, 12-000 maisons incendiées, ainsi que 20 églises-; 5-000 civils massacrés, plus de 3-000 viols connus⁶⁸.

Cinq ans plus tard, la révolution Jeune-turque éclate. L'agonie de l'empire Ottoman vieux de plus de six siècles, affaiblit la Turquie-: son ennemie majeure, la Russie, protectrice des Slaves et des chrétiens d'Orient, en profite. En 1912, elle pousse la Serbie et la Bulgarie à libérer la Macédoine et à se la partager équitablement. La Grèce et le Monténégro entrent dans la coalition, qui ouvre les hostilités le 13 octobre. Le 3 décembre 1912, la Turquie demande l'armistice. La Macédoine est alors partagée entre la Serbie, la Grèce et la Bulgarie, qui espère recevoir la majeure partie du gâteau. Ses prétentions repoussées à la conférence de Londres, la Bulgarie attaque la Serbie durant l'été 1913. Serbes, Grecs, Roumains et Turcs(!) repoussent les forces bulgares, qui capitulent deux semaines plus tard. Le 10 août, le traité de Bucarest laisse à la Turquie la Thrace orientale, d'Edirne (Andrinople) à Istanbul (Constantinople), comme seule terre balkanique et européenne. L'Albanie devient un Etat souverain et indépendant; la partie méridionale de la Macédoine va à la Grèce; l'occidentale, à la Serbie; la Bulgarie hérite de la zone du Pirin, au nord-est.

Les fusils sont à peine remis aux râteliers que la première guerre mondiale éclate. De 1915 à 1918, la Bulgarie occupe la Macédoine-Vardar. La paix revenue, le traité de Neuilly (1919) confirme celui de Bucarest et la frustration de la Bulgarie, vaincue avec les Empires centraux, s'accroît encore. La Macédoine-Vardar, elle, réintègre la Yougo-slavie et devient le «sud de la Serbie».

Entre 1913 et 1924, d'énormes mouvements de population sont organisés dans les Balkans-: Musulmans suivant les armées turques dans leur retraite vers l'orient; Slaves quittant la Grèce septentrionale et la Turquie d'Europe pour la Serbie ou la Bulgarie; Hellènes faisant mouvement vers le sud. Le «ménage» fait en Macédoine-Egée, le gouvernement grec y organise en 1928 le premier recensement de l'après-guerre-: 1-237-000 Grecs «helléno-phones», y côtoient désormais 82-000 «Grecs slavo-phones»; restent les 93-000 Turcs ou musulmans slaves demeurés sur place et sobrement rangés dans la catégorie «autres»...

LA «QUESTION MACEDONIENNE» ET LE KOMINTERN

Immédiatement après la Première Guerre mondiale, une force montante vient se mêler des affaires balkaniques et les compliquer un peu plus encore si nécessaire-: l'Internationale communiste, ou Komintern.

En janvier 1920, le congrès des communistes de la région crée une Fédération communiste des Balkans, FCB, au sein de laquelle le PC bulgare propose «l'autonomie» pour les Macédoines Vardar, Pirin et Egée, réunifiées. En 1924, la VI^{ème} conférence de la FCB se

⁶⁸ Sur le plan militaire, les pertes estimées sont les suivantes: Comitadjis, 1000 morts; Askers, 45000 morts.

UN KURDISTAN EN EUROPE ?

prononce pour une "Macédoine unitaire et indépendante", mesure ratifiée la même année par le V^{ème} congrès du Komintern, puis par le III^{ème} congrès du PC grec.

La ligne favorable à une Macédoine indépendante reste celle des communistes jusqu'en 1935. Cette année-là, la montée des fascismes, la nécessité de mener une politique de «Fronts populaires» avec les autres forces de gauche impose au Komintern --devenu un simple instrument de la politique extérieure stalinienne-- un virage à 90°. Finie la «Macédoine indépendante et socialiste»-: l'Internationale communiste respecte désormais les frontières existantes et prône le «respect de toutes les minorités». En avril 1936, le PC grec, toujours docile, ratifie la nouvelle ligne. En décembre 1943, nouveau virage-: le V^{ème} congrès des Partisans yougoslaves approuve la création d'un Etat fédéré de Macédoine dans la future Yougoslavie communiste.

Et effectivement, le 2 août 1944, la République socialiste de Macédoine, capitale Skopje, est fondée au monastère de Prohor Pcinjski-; elle devient un Etat fédéré yougoslave le 30 avril 1945. Pendant toute la guerre civile grecque (1946-1949-; plus de 100-000 morts) Skopje est la base arrière des insurgés communistes grecs. Il y a en 1947-48 de brèves tentatives d'unification entre les Macédoines Vardar et Pirin, vite oubliées en juin 1948, lorsque le Kominform, successeur du Komintern, dénonce Tito comme «traître» et «anticommuniste».

L'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE INTERIEURE MACEDONIENNE, «ORIM»

- La phase de libération nationale-⁶⁹

Revenons à la fin du XIX^{ème} siècle. «Vutrchnata Makedonska Revoliutionsionna Organizatsiia», VMRO, est fondée en 1893. Dans le style de l'époque, les conjurés prêtent serment sur un poignard et un revolver croisés sur une bible; la devise «la liberté ou la mort» est brodée en fil d'argent sur leur drapeau noir et ils ont pour slogan-: la Macédoine aux Macédoniens. Au printemps de 1896, l'ORIM organise à Salonique un congrès où elle se structure de façon militaire-: le territoire macédonien est divisé en districts, sous les ordres de commandants qui encadrent les «Comitadjis», des volontaires recrutés dans la petite bourgeoisie macédonienne, notamment chez les artisans. Un service financier organise et contrôle le prélèvement de l'impôt révolutionnaire; une «police exécutive» interne traque les espions et châtie les traîtres. Au programme de l'ORIM-: attentats et sabotages multiples, pour endurcir les troupes. Lorsqu'elles seront aguerries viendra le temps de l'insurrection contre l'occupant, puis de l'indépendance dans un ensemble balkanique libéré des Ottomans.

Mais, dès 1895 des Bulgaro-Macédoniens, encouragés par le gouvernement bulgare, ont créé à Sofia un «Comité suprême macédonien» favorable au rattachement de la Macédoine au royaume bulgare. On le surnomme «suprémaliste» ou «extérieur», par opposition à

⁶⁹ Voir en annexe, p.167 l'histoire d'ÚtaillÚe des mouvements de libÚration macÚdoniens, 1893-1903.

LE CHAOS BALKANIQUE

l'ORIM, elle, «intérieure», puisqu'agissant au sein même de l'empire ottoman.⁷⁰ Cette technique, notons-le, a beaucoup servi depuis, de la Palestine au Cachemire.... Malgré cela, la guérilla s'enhardit à partir de 1898. Dès lors, la préparation de l'insurrection est activement poussée. Les années suivant la catastrophe de la Saint-Elie-⁷¹, «suprématistes» et «indépendantistes» s'accusent mutuellement de l'échec de l'Ilinden et s'entretuent même en 1905. Succès, malgré tout, pour l'ORIM-: à partir du début du siècle, les géographes commencent à reconnaître l'existence d'un peuple slavo-macédonien original. L'ORIM se lance, à partir de 1907, dans la guérilla rurale. Ses unités armées, les «Tchéta» se contentent de tenir les montagnes du centre de la Macédoine, jusqu'au départ des armées turques à la fin de 1912.

Mais la joie des patriotes macédoniens est brève-: l'indépendance de leur pays n'est pas reconnue par les puissances réunies à Londres en 1913; la Macédoine n'est pas même rattachée à la Bulgarie -un moindre mal pour l'ORIM. Non-: il est purement et simplement partagé entre la Serbie et la Grèce, deux pays avec lesquels les Slavo-Macédoniens ne se sentent nulle affinité. A la fin de la première guerre mondiale, l'ORIM constate que le partage de la Macédoine est définitif. Les voies de la diplomatie et la guerre lui sont également fermées-: elle s'engage donc dans la seule qui lui reste, celle du terrorisme. Elle va le faire avec un talent, un sens de l'innovation --on est tenté de dire avec un génie-- tels que tous les terrorismes ultérieurs de ce siècle ne feront que reprendre -sans le savoir la plupart du temps- des techniques inventées ou perfectionnées par l'ORIM.

- Le temps du terrorisme

Née de la lutte contre l'occupant turc, l'ORIM se lance donc en 1918 dans un combat différent et autrement difficile. Cette Macédoine dont elle rêve, il s'agit désormais de la libérer du joug de trois puissances, la Serbie, avant tout, ensuite la Grèce, enfin la Bulgarie, bien que les rapports entre celle-ci et les indépendantistes soient d'une grande ambiguïté durant tout l'entre-deux-guerres.

Durant cette époque en effet, l'ORIM est basée sur le sol bulgare. Officiellement, le gouvernement de ce pays ignore sa présence et condamne fermement les attentats des terroristes macédoniens. Et pourtant la symbiose entre l'ORIM et les autorités de Sofia est sans précédent dans l'histoire-:

û Ce sont les fonctionnaires du Trésor public bulgare qui prélèvent ensemble l'impôt de l'Etat et celui de l'ORIM (de 5 à 10% du premier); impôt sur le commerce, l'industrie et l'agriculture, mais aussi sur les personnes physiques d'origine macédonienne; pour ces dernières, ce racket officiel porte le nom poétique de «contribution volontaire des Macédoniens convaincus»... les fonctionnaires délivrent deux reçus; l'un au nom du roi, l'autre à celui de l'ORIM.

⁷⁰ A la fin du XIX^eme siècle, 30% des 700000 habitants de Sofia sont macédoniens. Il y a 33% d'officiers macédoniens dans l'armée bulgare, 43% de fonctionnaires et 37% de prêtres macédoniens en Bulgarie.

⁷¹ ôIlindenö en langue bulgare, dont on a pu voir plus haut l'issue catastrophique.

UN KURDISTAN EN EUROPE ?

û L'ORIM possède naturellement des commandos qui frappent ses ennemis partout dans le monde balkanique, et elle dispose d'un sanctuaire-: la Macédoine-Pirin⁷², érigée en une «zone libérée» défendue par son «armée régulière». Nul n'y entre --pas même les officiels bulgares-- sans le visa de l'organisation, délivré à son «consulat» de Sofia.

Cet Etat dans l'Etat s'est-il formé avec l'assentiment des autorités bulgares? Pas vraiment-: celles-ci ne peuvent que tolérer le monstre qu'elles ont contribué à faire naître. Car à Sofia, entre les deux guerres, qui s'oppose à l'ORIM est un homme mort-: 4-200 Bulgares, du premier ministre au simple citoyen tombent entre 1923 et 1932 sous les balles des Comitadjis. Le Bulgare de base est assassiné pour n'avoir pas obéi, ou pas payé; le politicien, pour avoir tenté, ou même évoqué un rapprochement avec la Yougoslavie. Vraiment, comme l'écrit à l'époque le journaliste Albert Londres, «l'ombre du comitadji est plaquée sur la vie bulgare»...⁷³.

C'est à l'échelle internationale que l'ORIM donne la mesure de son génie novateur. Elle est la première organisation terroriste, et de loin, à accorder une telle importance à l'opinion publique des grands pays modernes et développés. Elle se dote d'abord de toute une série de bureaux dont certains sont quasi-officiels-: Sofia, bien sûr, mais aussi Rome et Berlin par la suite; d'autres, plus discrets, à Genève, Vienne, Londres, New York et Paris. De ces diverses villes, des communiqués et autres textes d'information et de propagande parviennent aux chancelleries et aux journaux; tous sont rédigés en français, la langue diplomatique de l'époque.

L'ORIM va trouver encore mieux pour attirer l'attention internationale-: la piraterie visant les grands moyens de transports transnationaux. Naturellement pas les avions de ligne à l'époque, mais l'Orient-Express, célèbre train de luxe reliant Paris à Istanbul.

Ecoutons Albert Londres-: «Pourquoi la voie ferrée est-elle gardée ? Le train et les wagons [de l'Orient-Express, NDLR] sont des convois internationaux; en territoire yougoslave, la Yougoslavie est responsable de leur sécurité. Les Comitadjis visent justement ce train et ces wagons. Leur politique est de ne pas permettre au silence de recouvrir la fameuse question de Macédoine. Alors, en vertu de l'axiome «qui ne dit rien, consent», au lieu de s'en prendre au train local, ils donnent tous leurs soins au train international. De qui veulent-ils être entendus? De Paris, de Londres, de Genève, de Washington. Le cri des victimes d'un ½local ne dépassera pas les frontières-; ceux d'un ½international courront la chance d'aller jusqu'en Angleterre, jusqu'en Amérique peut-être (...). La France, l'Angleterre, l'Amérique voudront savoir de la Yougoslavie pourquoi les trains sautent chez elle. C'est l'oeuvre des Comitadjis, répondra-t-elle. Pourquoi font-ils cela, demandera le président des Etats-Unis? Je vais vous dire, répondra le roi Alexandre-: c'est qu'ils ne sont pas contents, rapport à la Macédoine. Alors le lendemain, tous les journaux, de New York à San Francisco, paraîtront avec cette manchette-: ½il y a encore une question de Macédoine ! Et voilà-!» (op. cit). Quarante ans plus tard, tel est exactement le raisonnement de George

⁷² A l'époque peuplée de 600 000 habitants, des agriculteurs surtout, spécialisés dans le tabac et le pavot.

⁷³ Les Comitadjis, Albert Londres, ed. 10-18, collection «Grands reporters», 1989. A lire absolument.

LE CHAOS BALKANIQUE

Habbache et de Waddi Haddad, quand ils créent un «Comité des Opérations Spéciales à l'Etranger», COSE, au sein du FPLP⁷⁴. En attendant, les opérations de l'ORIM forcent Belgrade à implanter 25 000 colons serbes dans le sud de la Yougoslavie. Organisés en «hameaux stratégiques» armés, ils sont chargés de «boucler» la frontière. L'armée, elle, mobilise en permanence 12-000 hommes le long du trajet yougoslave de la voie ferrée de l'Orient-express.

A l'échelle régionale et internationale, les jeux de pouvoirs autour de l'ORIM sont une anticipation frappante des intrigues libanaises des années 1975-1990. Sur le terrain, des guérilleros prêts à n'importe quelle alliance ou contorsion idéologique pour atteindre leurs objectifs: s'équiper, disposer des moyens de se battre et à terme, libérer la Macédoine.

A leurs côtés, plus ou moins ouvertement, des pays frustrés par les grands partages de 1918-1919, cherchant à renverser une table de négociation à laquelle ils ont tout perdu; plus loin encore, des puissances, moyennes ou grandes, bénéficiaires du nouvel équilibre régional, frappées par les terroristes et ripostant, maladroitement le plus souvent.

Entre 1919 et 1924, l'ORIM hésite dans le choix de ses alliances. Son chef d'alors, Todor Alexandrov, penche pour les communistes et négocie discrètement avec le Komintern. Son bras droit, «Vantché» Mikhaïloff, est favorable à l'Italie, qui joue la carte de la révision des traités consécutifs à la première guerre mondiale et soutient les Comitadjis et les Oustachis. En 1924, Alexandrov est assassiné par les hommes de Mikhaïloff. Profitant de la crise au sein du courant «indépendantiste», les «suprématises» commandés par le général Protoguerov, un Bulgare d'origine macédonienne reprennent l'initiative. Mikhaïloff ne désarme pas et Protoguerov est assassiné à son tour, en juillet 1928. C'est alors le déchaînement d'une guerre triangulaire, «indépendantistes» - «suprématises» - appareil d'Etat bulgare; au total, entre 1924 et le printemps de 1931, plus de 20-000 morts, dont 193 cadres supérieurs et dirigeants de l'ORIM... Débarassé de la «concurrence», Mikhaïloff réorganise son appareil militaire: aux «Tchetas», unités de plusieurs dizaines de Comitadjis, infiltrées en Yougoslavie pour y faire la guérilla, il ajoute les «troïkas» préfigurant les «Unités de service actif» de l'IRA, spécialisées dans le terrorisme urbain.

Jusqu'à la seconde guerre mondiale -- malgré une mise hors-la-loi nominale de l'ORIM en Bulgarie, en 1934-- s'instaure une routine d'attentats et d'opérations de représailles, façon Irlande du Nord. En 1941, la Macédoine est encore une fois redécoupée: conquise par Mussolini, l'Albanie hérite de la région de Tetovo, en gros le quart nord-ouest du pays, à majorité albanaise. La Bulgarie rafle tout le reste. Jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, «Vantché» Mikhaïloff, réfugié à Zagreb avec l'état-major des «indépendantistes» et, protégé par Ante Pavelitch, fait jouer aux Comitadjis le rôle d'une milice favorable à l'Axe. Ses troupes sont engagées dans les campagnes antipartisans lancées par les nazis, les fascistes et leurs alliés locaux. Quelques unités de Comitadjis rejoignent cependant les partisans. Ecrasée militairement, ses unités souvent massacrées après la capitulation nazie, l'ORIM cesse en 1945 de représenter une force dans des Balkans désormais communistes.

⁷⁴ Sur le COSE-FPLP, voir "La nébuleuse, le terrorisme du Moyen-orient", Xavier Raufer, Fayard, 1987.

UN KURDISTAN EN EUROPE ?

- Renaissance d'une ORIM «paramilitaire»

En juin 1990, l'ORIM, qui se serait reconstituée secrètement dès 1980, réapparaît à Skopje en tant que parti politique⁷⁵. La démocratie étant désormais hégémonique sur l'échiquier idéologique, l'ORIM est naturellement démocratique et la valse-hésitation d'avant-guerre entre communisme et fascisme passée pudiquement sous silence. Mais au printemps de 1992, des nouvelles inquiétantes proviennent de Macédoine-Skopje: l'ORIM annonce la création d'un «Comité de sécurité», distinct de l'armée macédonienne --d'ailleurs inexistante pour l'instant⁷⁶. Deux de ses dirigeants, Blagoje Siljanovski, maire de la ville d'Ohrid et Nikola Veljanovski, présentent ce «comité de sécurité», comme un organisme paramilitaire ayant des sections dans toutes les villes et villages de Macédoine-Skopje et au total +/-100-000 militants. «Notre comité a créé des forces spéciales comme le fameux ½Corps de sécurité des Balkans qui seront responsables de la sécurité de la Macédoine. De tels corps existent dès à présent dans toutes les mairies et offrent leurs services et leur appui aux autorités locales en matière de sécurité»(op. cit.).

Dans leurs interviews, Siljanovski et Veljanovski indiquent en outre que leurs Comitadjis sont présents «partout dans les Balkans où se trouvent des macédoniens», notamment en Bulgarie et en Grèce; mais aussi en Serbie, en Albanie, en Europe occidentale, aux Etats-Unis et au Canada. Puis viennent les menaces: nous sommes prêts à tout, disent-ils, pour imposer une Macédoine indépendante et neutre. Si besoin est, «nous ferons usage d'autres moyens, même d'actes de terrorisme pour attirer l'attention de l'Europe»(op. cit.). Veljanovski précise quand même que ces méthodes viendront à l'ordre du jour après épuisement des recours politiques et diplomatiques.

S'agit-il là de songes creux-? De vantardises émanant d'un groupuscule d'excités irresponsables-? Il ne le semble pas. Ces propos ont été tenus par le maire d'une grande ville et complaisamment reproduits sur plus d'une page par un grand organe de presse de Skopje. Et ce qui précède permet de voir que cette vocation terroriste de l'ORIM relève de tout, sauf de la génération spontanée... Une prudence d'autant plus grande s'impose en la matière que des contacts existent, on l'a vu, entre Skopje et Tripoli.⁷⁷

Moins graves que ces menaces proprement terroristes, mais préoccupante quand même, la transformation de la Macédoine-Skopje en plaque tournante de tous les trafics

⁷⁵ Voir p.473 la chronologie des Événements politiques en Macédoine-Skopje, avant et après l'indépendance.

⁷⁶ Information fournie en détail dans le quotidien officiel de Skopje «Makedonia» du 15 mai 1992, confirmée après vérification le 19 par «Borba», de Belgrade et l'agence russe Novosti.

⁷⁷ Voir p. 113 «des influences inquiétantes».

LE CHAOS BALKANIQUE

balkaniques. C'est notamment à Skopje, en l'absence à peu près totale de toute police ou gendarmerie, que s'organise le contournement de l'embargo décidé par les Nations-Unies à l'encontre de la Serbie. Là, des sociétés d'import-export spécialisées transforment les productions d'usines serbes en produits «macédoniens». Fausses factures, faux documents d'identification des camions, fausses plaques et chauffeur «indigène»-: 700 dollars US par camion, pour toute la panoplie, versés sur des comptes numérotés de banques chypriotes.

PERSPECTIVES

«Les peuples des Balkans ont du mal à comprendre les grands discours sur l'aspect intolérable de l'usage de la force pour modifier les frontières-: jamais, au cours de leur histoire, ils ne les ont vu changer autrement.»

(Henry-Kissinger, *Int. Herald Tribune*, 21/9/92)

«Un train, avertit le célèbre panneau de nos gares campagnardes, peut en cacher un autre». Rien de plus juste que cet aphorisme ferroviaire. Car pendant que, secouée d'horreur et de dégoût, l'Europe entière regarde à la télévision ces massacres, ces bombardements et ces tueries qui font l'actualité «yougoslave», un génocide s'est perpétré sous nos yeux, dans un silence coupable qu'il convient de dénoncer ici. En effet, une espèce naguère proliférante, envahissante même et dotée d'une formidable capacité vocale, a totalement disparu. Il s'agit des contempteurs de l'exclusion sous toute ses formes; des apôtres du métissage généralisé et du brassage des cultures. Où sont-ils passés-? Où sont les manifestations sous la banderole «La Yougoslavie, c'est comme une Mobylette, ça fonctionne avec du mélange»-? Où sont les affiches «United colours of Sarajevo» ? Où sont les concerts «Rock against ethnic purification»-? Les manifestes en faveur du melting-pot de Bosnie-Herzégovine-? Rien. Pas la plus modeste pétition. Pas le moindre «pote» en Yougoslavie. Le grand silence-; celui qui, dit-on, règne dans les cimetières... Une exception toutefois, celle --humoristique-- de l'écrivain israélien Meir Shalev qui propose dans l'*International Herald Tribune* du 31 août 1992 d'assimiler les Bosniaques à une espèce animale rare et menacée comme les lamantins, les baleines bleues ou les gorilles des montagnes, pour assurer efficacement leur sauvetage -

Plus sérieusement, la diplomatie --occidentale en général, européenne en particulier-- n'a pas non plus fait la preuve de sa capacité à gérer la crise yougoslave. En public, Douglas Hurd, ministre britannique des Affaires étrangères avertit qu'«en Europe, il ne peut y avoir de changement de frontières par la force»; mais en privé, les responsables occidentaux avouent qu'ils ne voient pas bien comment faire renoncer les Serbes à leurs conquêtes en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. La manoeuvre, disent des Bosniaques de plus en plus amers, consiste à nous ravitailler ostensiblement tout en nous soufflant en douce d'accepter le fait accompli. Bref, à nous engraisser avant le massacre.

Pour l'opinion occidentale, l'affaire yougoslave est «une querelle dans un pays lointain, entre peuples dont nous se savons rien», comme le disait Neville Chamberlain en 1938, à propos de la Tchécoslovaquie. Résultat-: des conférences à répétition, mettant en scène des

LE CHAOS BALKANIQUE

plénipotentiaires balkaniques fantoches, conclues par des trêves-mirage, que nul ne songe à observer sur le terrain⁷⁸. Ajoutons à cela un embargo imposé à la Serbie, mais que personne ne fait respecter; tandis que, bord à bord --sommet du byzantinisme supranational-- deux flottes (UEO et OTAN) font de la figuration dans l'Adriatique-⁷⁹...

L'ONU, pendant ce temps, vit un dilemme cornélien-: participer aux évacuations de masse, c'est faire le jeu des Serbes et contribuer au nettoyage ethnique; s'y refuser, c'est laisser la population périr sous les obus. Le pouvoir russe, protecteur traditionnel des Slaves du sud orthodoxes, est-il plus efficace ? Non-: partagé entre pro-occidentaux et slavophiles pro-serbes, il est, lui aussi, paralysé.

Bref-: la communauté internationale est pour l'instant, d'accord sur un point, et un seul-: une opération militaire de grande envergure, est exclue. Assistance humanitaire, oui, «Tempête des Balkans»-: pas question. Il faut dire que cette position minimaliste a des précédents sérieux, historiques même. Voici plus d'un siècle, Bismarck considérait que «L'ensemble des Balkans ne vaut pas les os d'un seul grenadier poméranien»... Plus récemment, des experts militaires occidentaux se sont montrés très pessimistes sur les chances d'une option militaire. David Hackworth, un ancien officier supérieur de l'armée américaine, déclare-: «Durant un demi-siècle, j'ai parcouru nombre de champs de bataille. Jamais je n'ai rencontré de guerriers plus féroces que les Serbes». Peu après, Lewis McKenzie, général canadien, ex-commandant les troupes de l'ONU à Sarajevo, renchérit-: «Les nazis ont essayé de tenir la Bosnie avec trente divisions, durant la seconde Guerre mondiale, ils n'y sont pas parvenus. Il faudrait un million d'hommes pour occuper le terrain». Avec la certitude démoralisante que les combats reprendraient à la minute où le dernier des «soldats de la paix» aurait plié bagage.

Une option plus limitée, consistant à occuper 40 km de terrain autour de Sarajevo, pour la mettre à l'abri de l'artillerie lourde serbe, tout en contrôlant un couloir terrestre Split-Sarajevo, est-elle réalisable-? Il faudrait au minimum 30-000 fantassins aguerris, répondent les experts, des troupes de montagnes de préférence; plus de l'artillerie lourde, des chars de combat et des avions de bombardement. Avec la certitude de pertes humaines sérieuses. Et ils ajoutent-: il y a, à l'heure actuelle, 200-000 hommes en armes --soldats, miliciens-- en Bosnie-Herzégovine. Ils évoluent sur un terrain escarpé et boisé, au contact direct de populations montagnardes soutenant chacune leurs combattants. Impossible de faire la guerre sur ce théâtre d'opérations sans infliger de lourdes pertes aux civils.

⁷⁸ Fin septembre 1992, la conférence de la paix de Genève tourne en eau de boudin: Haris Silajdzic (Bosnie Herzégovine), Radovan Karadzich (Serbes de Bosnie) et Matú Baban (Croates de Bosnie) quittent la table de négociations ne laissant sur place que des sous-fifres.

⁷⁹ Les patrouilles de l'OTAN et celles de l'UEO (6 navires français, italiens, espagnols, portugais, etc.) couvrent des théâtres, et ont un commandement, différents. Point commun entre les deux: leur impuissance. Entre le 16 juillet et la fin septembre 1992, la flottille de l'UEO a contrôlé 2 à 200 navires, par radio, sans avoir la moindre possibilité de vérifier physiquement les allégations des commandants des cargos ainsi inspectés. Il a semblé à l'UEO que 59 des navires ainsi platoniquement contrôlés avaient une attitude suspecte.

PERSPECTIVES

Et le bombardement des principales positions stratégiques serbes en Bosnie-Herzégovine, accompagné d'une frappe chirurgicale sur des arsenaux et ouvrages d'art en Serbie même? Les mortiers et les lance-roquettes multi-tubes se déplacent aisément sur des camionnettes et se dissimulent dans les sous-bois et les villages. De plus, il faudrait être prêt à faire face aux représailles: feu serbe sur les troupes de l'ONU, prises d'otages voire terrorisme sur le sol des pays européens participant aux opérations. En privé toujours, les officiels européens semblent trouver que ce jeu-là n'en vaut pas vraiment la chandelle. Quant au Chef d'Etat-Major général américain, le Général Colin Powell, il a déclaré, fin septembre 1992, qu'une présence plus réduite encore, au point d'être symbolique, type «soldats de la paix» au Liban en 1982-1983, relevait purement et simplement de la foutaise. Retour à Bismarck...

Pendant ce temps-là, Slobodan Milosevitch développe et perfectionne une sorte d'«Assimil» à l'usage des dictateurs et hommes forts du monde turbulent qui va de la Croatie à la muraille de Chine. Sa méthode a pour nom: l'anti-Saddam; et pour slogan: comment envahir son voisinage et s'en tirer sans dommages. Préalable: avoir stocké deux ou trois ans de munitions et de pièces détachées pour se jouer d'un embargo. Règle d'or, ensuite: ne pas faire la mauvaise tête; ne pas être menaçant vis à vis des instances internationales - surtout pas à la télévision. La grande gueule façon Kadhafi? Un désastre, on l'a vu. Pas non plus de foules déchaînées hurlant devant les caméras «mort à l'Amérique» avec l'écume aux lèvres. Pas la moindre allusion à des satans, grands ou petits. Tout accepter. Dire oui à toutes les injonctions de cessez-le-feu. Participer à toutes les conférences. Accepter toutes leurs décisions. Se plier à tous les contrôles. Nier toutes les accusations de massacres. Répliquer par d'autres accusations portant sur d'autres massacres. Et bien entendu, poursuivre tranquillement sa besogne sur le terrain, occuper tout ce qui peut l'être --en interposant quand même quelques parois coupe-feu entre votre état-major et les commandants sur le champ de bataille--. Le nettoyage ethnique? Rien de racial là-dedans. C'est tout simplement l'assurance de ne pas être confronté à ces difficultés sans fin que rencontrent les Israéliens dans les territoires occupés et les Russes, dans les pays baltes et ailleurs... Laisser mijoter, enfin, le temps que les occidentaux, hantés par l'idée d'un enlèvement façon Vietnam ou Afghanistan, ne partent sur la pointe des pieds en camouflant leur retraite derrière un rideau de fumée humanitaire.

A court terme, cette méthode est assurée du succès⁸⁰; elle risque même de séduire ceux qui se heurtent à des problèmes similaires dans la région: les Slovaques et les Roumains avec leurs minorités hongroises, par exemple. Ou encore la Russie qui compte sur son sol 125 foyers potentiels d'affrontement ethnique. Ou, plus loin encore, les dirigeants des remuantes républiques de Transcaucasie qui suivent avec fascination l'actuelle Yougoslavie et finissent par se dire que, dans ce jeu là, tous les coups sont permis et que les conquêtes réalisées ont de bonnes chances d'être définitivement conservées. Mais, à plus longue

⁸⁰ Au point que le premier ministre de Slovaquie lui-même, Janez Drnousek - dont on se doute qu'il n'a eu guère de sympathie pour Belgrade - a déclaré à Washington, le 10 septembre 1992, qu'il est trop tard pour une intervention armée de l'ONU; que les Serbes ont atteint l'essentiel de leurs objectifs et que la seule solution désormais est une «cantonalisation» de la Bosnie Herzégovine.

LE CHAOS BALKANIQUE

échéance, la mise en pratique de la «Méthode Milosevitch» fait courir à la Serbie d'abord, à l'ensemble des Balkans ensuite, le risque de régresser à l'état d'instabilité du siècle dernier.

La Serbie, en effet, a pu briser la faible Défense territoriale bosniaque et terroriser les populations Musulmanes au point d'en faire fuir une bonne partie. Il lui sera en revanche difficile d'empêcher une guérilla montagnarde en Bosnie-Herzégovine. En 1945, le général Serbe Draga Miha'lovitch prend le maquis avec 50-000 Tchetrniks, justement dans les montagnes de Bosnie-Herzégovine. Abandonné du monde entier, il tient tête plus d'un an - sans aide extérieure aucune- à l'énorme machine de guerre titiste, surarmée par les soviétiques. Une résistance bosniaque, soutenue par des pays et des groupes musulmans radicaux, encadrée par des «afghans» --sans oublier les quatre millions de citoyens turcs dont les grands-parents, les parents parfois, sont des Musulmans des Balkans, Bosniaques ou Pomaks, repliés sur la Turquie entre 1912 et 1948-- posera plus de problèmes encore.

Sur le terrain, mais peut-être encore plus à l'étranger. Dispersée entre la Turquie et l'Europe occidentale, une diaspora bosniaque d'un ou deux millions d'individus acceptera-t-elle toute entière de vivre passivement sa vie de réfugiée-? Non, bien sûr-: Haris Silajdic, le ministre des Affaires étrangères de la République de Bosnie-Herzégovine a déjà averti le 13 août 1992-: «Nous n'accepterons pas de devenir les Palestiniens de l'Europe». Désespérés de l'inertie des institutions internationales, des éléments jeunes et révoltés de cette diaspora écouteront les sirènes islamistes; nombre des groupes qu'ils formeront seront manipulés par des puissances régionales. Ils recruteront ceux qui ont vu massacrer leurs parents, violer leurs mères et leurs soeurs, ceux qui n'oublieront et ne pardonneront pas. Pour ceux-là, le terrorisme ira de soi.

Si cette dynamique s'enclenche, si la violence se répand au Kosovo et à la Macédoine-Skopje, si la communauté internationale se borne à expédier des convois humanitaires, à multiplier les menaces platoniques et les propositions irréalistes, l'instabilité des Balkans est assurée pour les vingt ans qui viennent. Or, si l'être humain invente fort peu, il procède par imitation et par contagion. On l'a vu avec le terrorisme, qui s'est répandu à partir de 1968 en suivant le modèle palestinien. Et c'est pourquoi, si on n'y prend garde, si les dirigeants politiques européens ne font pas preuve d'imagination et de force, la guerre ethnique «Format yougoslave» servira --pour longtemps peut-être-- de modèle aux conflits à venir.

ANNEXES

1è) L'armée de la RSFY

L'outil de défense de la Yougoslavie titiste (RSFY), devenu pour sa plus grande part celui de la «III^{ème} Yougoslavie» (République fédérale de Yougoslavie, RFY) n'était pas à l'époque -et n'est toujours pas-- une armée classique. Par «classique» nous entendons une armée constituée pour mener une guerre de front, suivant les stratégies du combat aéro-terrestre moderne et ayant pour mission première la défense des frontières nationales. Au contraire, toute une série de motifs idéologiques, géopolitiques, mais aussi l'expérience personnelle des stratèges yougoslaves, ont fait de l'armée yougoslave (JNA) un instrument de dissuasion tous azimuts, conçu pour mener une «guerre populaire» prolongée et décentralisée, ayant pour doctrine la «Défense populaire généralisée»(DPG).

Idéologiquement, cette force de défense populaire s'inspirait au moment de sa conception d'un ancêtre mythique-: «Ce n'est pas par hasard, déclare le général Nikola Ljubitchitch, architecte de la DPG⁻⁸¹ que le premier décret de la Commune de Paris fut l'abolition de l'armée régulière, ce pilier de l'Etat bourgeois et son remplacement par le peuple armé». Mais la véritable impulsion derrière la rapide mise en place de la DPG à l'automne 1968 est le traumatisme qu'a constitué pour Tito et les dirigeants de la JNA, en août de cette année-là, l'invasion de la Tchécoslovaquie. Enfin, officiers et cadres de la JNA ont tous fait leurs premières armes dans la guerre de libération de leur pays, au cours de laquelle et durant plus de trois ans, les Partisans ont virtuellement réussi à paralyser 30 divisions de l'Axe, dont plusieurs, parmi les plus redoutées, de la Waffen-SS.

Face à l'Armée soviétique, pensent alors les dirigeants yougoslaves, face à son énorme aviation de transport et sa pléthore d'hélicoptères, face à la grande mobilité de ses unités terrestres, la défense des frontières est un concept périmé. Mieux vaut maîtriser le sanctuaire national dans sa profondeur et y faire agir de façon décentralisée, en s'appuyant sur les 11-640 communes et les 502 cantons du pays, de petites unités équipées d'armes anti-chars légères, d'une artillerie abondante et de réserves dissimulées dans les montagnes. Les structures décentralisées de la JNA, elles, disloqueront les grandes unités de l'ennemi en pratiquant une version modernisée de la guerre de Partisans⁻⁸², ou techno-guérilla. Elles

⁸¹ «La Défense populaire généralisée, stratégie de la paix», Belgrade 1981.

⁸² DPs 1959, la JNA a créé 125 brigades de Partisans, opérant sous la direction de l'État-major général.

LE CHAOS BALKANIQUE

auront, pour ce faire, le temps pour elles, face à un adversaire pressé par la nécessité de respecter son plan de campagne.

Depuis 1968, la DPG, cette «stratégie totale pour une défense totale» a été constamment amendée par la direction de la JNA. Qui lui a même adjoint, si l'on en croit des textes dans lesquels la chose est certes abordée à mots couverts, un outil terroriste extérieur. Cet instrument de «stratégie indirecte» et de «guerre spéciale» aurait pour mission de mener hors des frontières du pays des opérations de terrorisme et de sabotage, destinées à effrayer et désorganiser l'agresseur d'abord et à le punir ensuite («affaiblir un Etat en s'appuyant sur les forces de l'intérieur»). En termes clairs, sur des éléments de l'émigration yougoslave dans ledit pays... L'existence de tels outils contraint à prendre au sérieux les actuelles menaces des dirigeants serbes, de recourir, en cas d'attaque occidentale, au terrorisme et au sabotage en Europe.

En 1990, le budget de défense yougoslave s'élevait à 1,3 milliard de dollars (dollar valeur 85). L'armée comptait +/-170-000 hommes d'active dont +/-100-000 conscrits. Elle disposait de 1-850 chars d'assaut dont 300 modernes ainsi que de 1-400 transports de troupe blindés; d'une artillerie de 1-800 pièces lourdes et moyennes (800 modernes, dont 100 batteries lourdes); de 450 avions dont +/- 20 MiG 24 modernes et +/-100 MiG 21, ainsi que de 80 hélicoptères; 21 rampes de lancement de Scuds; de nombreuses batteries de missiles sol-air Sam 6, 7, 9, 13. Plus des milliers de canons, de mortiers légers et de lance-roquettes à tubes multiples. Enfin, selon des sources fiables, la JNA disposait à l'époque et pour toutes ces armes, d'énormes stocks de munitions et de pièces de rechange. Depuis, la nouvelle «Armée fédérale» semble avoir réduit ses effectifs à +/-135-000 hommes, mais aurait conservé l'essentiel du contenu des arsenaux de la JNA pré-1991.

--Forces armées terrestres et aériennes des différents Etats issus de l'ex-Yougoslavie

(Estimations recoupées par l'Institut International d'Étu-des stratégiques de Londres, septembre 1992)

--RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DE YOUGOSLAVIE--:

Soldats d'active-:	135-000
dont conscrits-:	44-500
réservistes-:	400-000
Chars lourds-:	+/-1-000
Véhicules blindés de transport de troupes (VBTT)-:	-----+ / 950
Artillerie tractée-:	-----+ / 1 300 pièces
(+ artillerie auto-motrice, missiles sol/sol et sol/air)	

Force aériennes-:

ANNEXES

Avions de combat: -----480
 Hélicoptères armés: -----136

--RÉPUBLIQUE DE CROATIE

Soldats d'active: 105-000
 Réservistes: 100-000

Chars lourds: -----200
 VBTT-:
 (+ artillerie et missiles
 sol/air portables) -----200
 Pas d'avions de
 combat

--BOSNIE-HERZÉGOVINE

Milices serbes: +/-67-000 hommes
 -----300 chars lourds
 -----180 VBTT
 480 pièces d'artil-
 -----lerie
 Milice bosniaque: -----de 30 à 50-000 ---
 ----hommes
 Milice croate: +/-50-000 hommes

--SLOVÉNIE

Soldats d'active: 15-000
 Réservistes: 85-000

Chars lourds: -----120
 VBTT-: -----20
 (+ artillerie et missiles
 sol-air portables)

--MACÉDOINE

Soldats (prévus)-: 20-000

LE CHAOS BALKANIQUE

Réservistes-: +/-80-000

(pas d'armement
lourd, pas d'avions ni
d'hélicoptères)

2è) «Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédo-nienne» et «Comité Macédonien Suprême»:- la première décennie du nationalisme macédonien armé, 1893-1903.

I--l'ORIM

La réunion fondatrice de l'ORIM se tient à Salonique le 3-novembre 1893, au domicile de l'instituteur Ivan Hadjhinikolov (1861-1934), en présence de Damien «Dame» Gruev (1871-1906, étudiant, puis instituteur), Andon Dimitrov (1867-1933, instituteur), Hristo Tatarchev (1869-1952, docteur en médecine), Petr Popartsov (1868-1941, instituteur), Hristo Batandjiev (1868-1913, instituteur), qui forment le premier comité central de l'organisation. Tatarchev en est le Président et Gruev, le secrétaire-Trésorier. Tous sont de grands admirateurs des carbonari italiens et des révolutionnaires bulgares des années 1860-1870.

C'est le 27 août 1894 que se tient le premier congrès de l'ORIM, au domicile de Hristo Tatarchev, dans la ville de Resen, proche du lac de Prespa, en Macédoine-Vardar. La réunion dure trois jours-; elle débute par un service religieux à l'église des Saints Cyril et Méthode. Seize personnes⁸³, dont une nouvelle recrue Georgi «Gotche» Deltchev (1872-1903, natif de Kukush, Kilkis en langue grecque, en Macédoine-Egée, cadet à l'école militaire bulgare, puis instituteur), qui s'impose vite comme le catalyseur des énergies du mouvement. A l'époque, les dirigeants de l'ORIM sont des idéalistes un peu naïfs-: ils rêvent de paix, de liberté, de prospérité pour le peuple macédonien et sont encore loin d'envisager un quelconque recours au terrorisme. Pour Deltchev, Gruev, et leurs amis, seule une Macédoine indépendante et unifiée, nouvelle Helvétie balkanique, peut garantir une paix régionale durable. Si la Macédoine ne se constitue pas, la région est, selon eux, promise à une guerre perpétuelle entre la Serbie, le Grèce et la Bulgarie.

Mais l'ORIM porte déjà en elle les ferments négatifs qui vont rendre inéluctable cette évolution vers le terrorisme-:

--L'ORIM est d'abord un mouvement très minoritaire-: seulement 2,4% des chrétiens de Macédoine participent activement à l'insurrection de la Saint Elie. En comptant les concours discrets, le total des intervenants dans le soulèvement n'atteint pas les 5%-⁸⁴. C'est que la paysannerie slave-orthodoxe de Macédoine --en qui l'ORIM voit le sujet révolutionnaire par excellence-- est, et restera jusqu'au début du XX^{ème} siècle, massivement hostile au projet insurrectionnel. D'ailleurs, lors du soulèvement de la Saint Elie, une seule des quatre villes libérées où s'installent --brièvement-- des «gouvernements provisoires» (Smilevo) est macédonienne. Klisura, Krushevo (symbole de la résistance aux Ottomans)et Neveska sont aux deux-tiers valaques, c'est à dire roumaines.

⁸³ 14 instituteurs, un médecin, un photographe. C'est à cette époque qu'adhèrent de futurs dirigeants de l'Organisation comme Giorche Petrov (1864-1921), Hristo Matov (1872-1922) et Pere Totchev (1867-1912).

⁸⁴ Vilayet de Monastir (sur du soulèvement: 20 à 000 des 26 à 500 Comitadjis mobilisés sont en opération dans cette province), Chrétien (orthodoxes Bulgaro-Macédoniens et Valaques) à 57%. 3% de ces chrétiens participent ouvertement à l'insurrection. Vilayet de Salonique (Chrétien à 41%) ; insurgés: 0,2% de la population. Vilayet de Skopje (Chrétien à 59%) ; insurgés: 0,2%.

ANNEXES

--L'ORIM est ensuite un mouvement ambigu. Jamais, jusqu'à l'issue, pour elle catastrophique, des guerres balkaniques, l'ORIM ne saura vraiment ce qu'elle veut. En effet, elle se donne tour à tour les noms d'«Organisation Révolutionnaire Macédonienne» (1894), puis d'«Organi-sation Révolutionnaire de Bulgarie-Macédoine-Andri-nople»⁸⁵(1897), puis d'«Organisation Secrète de Macé-doine-Andrinople» (1902), avant d'en revenir à «Organi-sation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne». Tout au long de cette période, les dirigeants de l'ORIM, à commencer par Gotche Deltchev, utilisent les termes «macédonien» et «bulgare» de façon absolument synonyme.

--L'ORIM est enfin un mouvement parfaitement ignorant des réalités internationales, ainsi qu'en témoigne le projet insurrectionnel de la Saint-Elie. Que disent Dame Gruev, Boris Sarafov et Anastas Losantchev, les trois membres du Comité central de l'ORIM choisis pour diriger le soulèvement? «Nous conduirons une guerre de partisans combinée à des actions terroristes et anarchistes. En d'autres termes, de petits groupes armés doivent se former au sein des Tchetas et passer simultanément à l'action où que possible. Ce qui signifie que nous devons concentrer nos opérations de masse sur les cibles stratégiques les plus sensibles. Ainsi, nous infligerons sans peine des coups sévères aux troupes turques, plus rapidement que celles-ci ne pourront riposter. L'objectif de notre insurrection n'est pas de vaincre la Turquie, mais d'éviter que celle-ci ne nous écrase.» L'espoir secret des dirigeants de l'ORIM était en réalité que les représailles ottomanes consécutives au soulèvement seraient si sanglantes que l'opinion publique européenne, favorable aux chrétiens des Balkans, contraindrait les grandes puissances à intervenir. Fatale erreur d'appréciation. La France et l'Allemagne ont alors d'autres chats à fouetter, la Russie et l'Autriche-Hongrie, naguère très interventionnistes dans la région, ne sont, en 1903, plus intéressées par une révolution anti-ottomane dans les Balkans. Au point qu'après la Saint-Elie, loin de prendre fait et cause pour les Macédoniens, Vienne et Moscou interdisent, à la Bulgarie de laisser les Tchetas frapper à partir de son territoire!

L'ORIM se structure vraiment à partir de 1896, année où elle tient son premier grand congrès, à Salonique --alors ville ottomane. Cela explique la nature secrète de cette réunion, dont on sait seulement qu'elle a eu lieu «à la fin du printemps». C'est alors que l'ORIM fixe son objectif politique: obtenir une autonomie totale pour la Macédoine et le vilayet d'Andrinople. L'ORIM se dote aussi de règles de fonctionnement en période de clandestinité: pseudonymes, adhésion par parrainages et sceau officiel pour valider les documents importants. Le congrès divise enfin la Macédoine en six zones révolutionnaires: Salonique, Monastir (aujourd'hui Bitola), Skopje, Shtip, Strumitsa-Gorna Djuma'a et Veles-Tikrech. Suite au congrès, Gotche Deltchev devient l'«ambassadeur» de l'ORIM à Sofia.

C'est également en 1896 que se produit le premier accrochage sérieux entre Comitadjis et militaires turcs. Ces derniers interceptent sur la route de Monastir un convoi de mules chargées de fusils et de munitions. Le chef du convoi, Done Sto'anov est ultérieurement condamné à 101 ans de prison: l'ORIM tient son premier martyr.

⁸⁵ Adrianopolis, ou Edirne en Turc, la capitale de la Thrace.

LE CHAOS BALKANIQUE

En 1897, l'ORIM, qui compte alors quelques centaines d'adhérents, infiltre ses premières Tchetas⁸⁶ en Macédoine, et commet ses premiers attentats-: assassinat de «gardes de villages» musulmans, récupération d'argent sur des musulmans aisés, etc.

Entre 1898 et 1903, on dénombre 86 affrontements armés --escarmouches, embuscades-- entre Tchetas et troupes ottomanes, ainsi que 21 assassinats de musulmans, ou de collabos des Turcs. En mai 1903, 4 mois avant le soulèvement de la Saint Elie, l'ORIM subit un coup dur-: Gotche Deltchev et ses hommes tombent dans une embuscade turque près du village de Banitsa. Deltchev est tué. Coup du sort, le détachement ottoman était commandé par le Major Tewfiq Hussein, l'un des camarades de promotion de Deltchev à l'académie militaire de Sofia.

--Les guérillas de l'ORIM

Les premières unités révolutionnaires ou Tchetas, infiltrées en Macédoine orientale, le sont, en 1895, par les suprématises-⁸⁷. Dans les années suivantes, le Comité pro-bulgare en contrôle quatre importantes (entre 50 et 100 combattants) et quelques petites (entre 10 et 20 guerriers)-: au total +/-800 hommes, équipés d'armes prélevées sur les arsenaux bulgares. En théorie, ces Tchetas n'ont aucune sorte de liaison avec celles de l'ORIM.

A partir de 1897, les Tchetas de l'ORIM s'implantent à leur tour dans les montagnes macédoniennes. Leurs dirigeants, les «Vo'vodes», sont souvent d'anciens bandits d'honneur, ou «Ha'douks», qui connaissent admirablement les massifs montagneux de la région, notamment ceux qui surplombent les cours de la Drin et du Vardar.

Ces Tchetas sont le bras armé du Comité central de l'ORIM. Elles mènent une guerre de partisans visant les garnisons et les patrouilles turques, les dépôts et arsenaux ottomans, les moyens de communication (télégraphe, téléphone, etc.) et de transport (rail, gares) de l'occupant.

Les Tchetas frappent aussi les propagandistes panserbes et panhellènes, les propriétaires terriens musulmans et les ha'douks albanais-; ils collectent également l'impôt révolutionnaire. Enfin, le Vo'vode rend la justice dans les zones «libérées».

En amont de la guérilla, les Tchetas disposent de leurs propres «écoles militaires», installées en territoires libérés. En aval, chaque vo'vode dispose d'un service de renseignement qui recrute surtout chez les bergers --qui voient tout-- et les prêtres --qui circulent beaucoup et qui savent lire et écrire.

--Le terrorisme des premières années

Dès l'origine, les Bulgaro-Macédoniens ont eu recours au terrorisme visant en priorité des officiels bulgares soupçonnés de tièdour envers la cause sacrée de la Macédoine. Sont ainsi assassinés-:

1891-: Hristo Beltchev, ministre des finances,

1892-: Georgi Vulkovitch, chargé d'affaires à Istanbul,

1895-: Stefan Stambolov, ex-premier ministre.

⁸⁶ Voir p.172 l'Appareil militaire de l'ORIM.

⁸⁷ Voir p.175

ANNEXES

Mais, dès le début du XX^{ème} siècle, l'ORIM va inventer la prise d'otages «à la libanaise», devançant le HizbAllah de près de quatre-vingts ans. En septembre 1901, deux Vo'vodes »proches» de l'ORIM, Hristo Tchernopeev, et Iane Sandanski, enlèvent, en Macédoine-Vardar, Ellen Stone, une missionnaire protestante américaine sexagénaire et sa gouvernante bulgare. Ils demandent une rançon de 120-000 dollars. Se joue alors un scénario devenu depuis classique-: le gouvernement américain déclare qu'il ne négociera pas avec les terroristes et refuse de payer la rançon-; le bureau américain des missions, lui, négocie en douce, marchande, et finit par payer 66-000 dollars. Ellen Stone est libérée au bout de six mois et invente à cette occasion le «syndrome de Stockholm» --qui devrait s'ap-peler le «syndrome de Macédoine», en devenant, après sa libération une propagandiste acharnée de l'ORIM-!

Enfin, entre 1900 et 1903, un groupe terroriste, lui aussi dans la mouvance de l'ORIM et surnommé «les marins» (gemidjhii), invente l'attentat anti-occidental. A Saloni-que, les campagnes de bombes des «marins» visent les succursales de la Banque Ottomane (dont les capitaux sont européens), un paquebot français, des cafés fréquentés par des Européens, de préférence lorsqu'ils sont bondés, l'usine produisant l'éclairage urbain (là aussi, quatre-vingts ans avant le Sentier Lumineux) et enfin, un train reliant l'Europe occidentale à Istanbul, le «Constantinople-Express».

II- -Les suprématises

On appelle ainsi le mouvement fondé en 1895 par des Macédoniens de Bulgarie pr¶nant le rattachement de leur pays à une «Grande Bulgarie».

La première conférence préparatoire au Congrès macédonien est organisé le 9 janvier 1895 à Sofia, en présence de +/-400 personnes. Le «Comité macédonien» des officiers joue un r¶le important dans l'affaire. Le premier congrès macédonien pro-bulgare se tient fin mars 1895 à Sofia. 60 délégués y représentent 23 associations de base. le premier président élu est Tra'ko Kitanchev. L'organe de direction du mouvement prend le nom de «Comité macédonien suprême» («Vurhoven Makedonski Komitet») et ses adhérents sont désormais surnommés les «suprématises» («Vurhovitsi»).

Les «suprématises» n'ont rien à voir avec l'ORIM dont ils désapprouvent les objectifs (indépendance de la Macédoine) et les choix stratégiques populistes (la révolte paysanne enclenchée par l'action des Tchetas). les «suprématises», eux, sont soutenus ouvertement⁸⁸ par le gouvernement de Sofia et prônent la constitution en Macédoine occupée d'une armée secrète encadrée par des officiers bulgare/macédoniens.

Le comité suprême macédonien perdurera jusqu'au début des années trente, période où la plupart de ses dirigeants seront liquidés par les tueurs de l'ORIM. Il sera toujours secoué par des crises internes. Dans la période qui nous intéresse, il est successivement présidé par Hristo Stanitchev, Boris Sarafov, le général Ivan Tsontchev et l'écrivain Sto'an Miha'lovski. En octobre 1902, les suprématises tentent leur propre insurrection --vite matée par les Ottomans-- dans la région de Gorna Djhuma'a. A cette époque, le Comité Suprême compte +/-8-000 adhérents actifs en Bulgarie, organisés en 105 comités de base. L'échec du

⁸⁸ Apr¶s la Saint Elie, le gouvernement bulgare sera tenu de se montrer discret suite aux pressions russes et austro-hogroises

LE CHAOS BALKANIQUE

soulèvement d'octobre 1902 porte un coup sévère aux suprématistes qui entrent en léthargie pour plusieurs années.

3è) Les réfugiés des guerres civiles yougoslaves

Il y aurait, en septembre 1992, près de 2,5 millions de réfugiés des guerres intestines yougoslaves, pour l'essentiel des Croates et des Bosniaques. +/-2 millions de réfugiés sont toujours sur le sol de l'ex-RSFY et +/-500-000 ont trouvé refuge hors de Yougoslavie, principalement en Europe.

Il y a +/-800-000 réfugiés croates et bosniaques en Croatie (chassés des secteurs sous contrôle serbe de ces pays), +/-400-000 réfugiés serbes en Serbie (chassés de Croatie ou de Bosnie-Herzégovine); +/-700-000 réfugiés en Bosnie-Herzégovine (là aussi des Bosniaques et des Croates chassés par les Serbes). Plus quelques dizaines de milliers en Slovénie, au Monténégro, en Macédoine-Skopje et dans les zones sous contrôle de l'ONU.

Hors du territoire yougoslave, l'Allemagne accueille +/-200-000 réfugiés; l'Autriche +/-50-000, ainsi que la Hongrie. Restent une cinquantaine de milliers de réfugiés disséminés dans le monde.

4è) Orientation bibliographique générale

- En français

L'histoire des Balkans, Georges Castellan, Fayard 1991, Paris, 532 pages, glossaire, bibliographie, index (nominal, géographique, ethnique), table des matières détaillée.

Atlas des peuples d'Europe centrale, André et Jean Sellier, La Découverte, Paris, 1991, 192 pages, 150 cartes en couleur (3è édition).

Vie et mort de la Yougoslavie, Paul Garde, Fayard 1992, Paris, 444 pages, bibliographie, index.

La dissuasion populaire yougoslave, R. Lukic, étude réalisée dans le cadre du CIRPES, sous l'égide de la Fondation des Etudes de Défense Nationale (1985).

- En anglais

The Balkans, Hugh Poulton, Minority Rights Publications, Londres 1991, 224 pages, cartes, index, appareil de notes.

A short history of the yugoslav peoples, Fred Singleton, Cambridge University Press, Londres 1989, 308 pages, bibliographie, cartes, index, appareil de notes.

ANNEXES

Nationalism and federalism in Yugoslavia 1962-1991, Sabrina Ramer, Indiana University Press, Indianapolis, Etats-Unis, 1992, 346 pages, bibliographie, index, annexes, appareil de notes.

5è) Orientations bibliographiques sur la Macédoine

--En français

La Macédoine, Victor Bérard, Calmann-Lévy, Paris 1897.

La Macédoine et les Macédoniens, Edmond Bouchié de Belle, Armand-Colin, Paris, 1922.

La Macédoine, son évolution actuelle, Jacques Ancel, Delagrave, Paris, 1930.

--En anglais

Heroes and assassins, Stojan Christine, Robert Mc Bride, NYC, 1935.

The tragic peninsula-: a history of the macedonian movement for independence since 1878, Christos Anastasoff, Blackwell Wielandy, St Louis (Miss), 1938.

Macedonia-: its place in Balkans power politics, Elisabeth Barker, Royal Institute of International affairs, London, 1950.

Maps and politics-: a review of the ethnographic cartography of Macedonia, H.R. Wilkinson, Liverpool University Press, 1951.

Freedom or death-: the life of Gotje Delchev, Mercia Mc Dermott, Journeyman Press, London & New York, 1978.

Fires on the mountain-: the macedonian revolutionary movement and the kidnapping of Ellen Stone, Laura Beth Sherman, Eastern European Monographs, Boulder (Co.), 1980.

The politics of terror-: the macedonian liberation movements, 1893-1903, Duncan M. Perry, Duke University Press, Durham & London, 1988.

INDEX

- Agha, Mehmet Amin:- 32
 Ahmet, Sadiq:- 32, 33
 Aigles blancs:- 18, 63
 Al-Daoua du Soudan:- 90
 Alexandre-le-Grand:- 130
 Alexandre I^{er} de Yougoslavie:- 95, 100, 101
 Alexandrov, Todor:- 80; 83
 Alia, Ramiz:- 55
 Alliance démocratique Croate:- 48
 Alliance démocratique des Magyars, voir VMDK:- 48
 Alliance démocratique du Kosovo:- 55
 "Apis", voir Dimitriévitch, Dragoutine:- 93, 94, 95
 Arcadius:- 34
 "Arkan", voir Raznjatovitch, Zeljko:- 63
 Assemblée de la République du Kosovo en exil:- 54
 Association culturelle des travailleurs de Turquie en France:- 122
 Association unifiée des étudiants islamiques:- 90
- B**
 Baban, Maté:- 65
 Barecik, Miroslav:- 106
 Barthou, Louis:- 101
 Basaricek, Djuro:- 99
 Basile II «Bulgaroctonos»:- 132
 Behmen, Omer:- 61
 Bektashis:- 26
 Beltchev, Hristo:- 173
 Bérets verts:- 64
 Berisha, Sali:- 55
 Bilandzic, Josep Stepan:- 106, 109, 110
 Bismarck, Otto von:- 154, 156
 Bistic, Senahid:- 85
 BKA:- 96
 Bock, Peter J³rgen:- 109
 Bonifacitch, Ante:- 104
 Boutros-Ghali, Boutros:- 90
 Brajkovic, Andjelko:- 106
 Buha, Aleksa:- 96
 Bukosi, Buyar:- 55
 Basic, Bruno:- 111
- C**
 Cagoules noires:- 19
- CDC, Communauté Démocratique Croate:- 61
 Ciano, Comte:- 100
 Cikoja, Anton:- 110
 Colakovic, Hajj Salih:- 38
 Combattants de la liberté croate:- 110, 111
 Comitadjis:- 100, 135, 140, 144, 147, 148, 171
 Comité de solidarité et de lutte des Macédoniens du Pirin:- 80
 Comité Macédonien:- 175
 Comité Macédonien Suprême:- 167, 175
 Communauté Démocratique Croate, CDC:- 61
 Communauté religieuse islamique Yougoslave, CRIY:- 36, 37, 38
 Conseil croate de défense:- 65
 Conseil de défense Musulman:- 61
 Conseil de la jeunesse Musulmane:- 61
 Conseil national musulman du Sandjak:- 49
 Cositch, Dobrica:- 11
 Crvenkovski, Branko:- 76
- D**
 Deltchev, Georgi, «Gotche»:- 168, 169, 171, 172
 Demaqi, Adem:- 54
 Dervisovic, Ibrahim :- 20
 Dev.-Sol:- 121
 "Dido", voir Kvaternik, Eugen:- 102
 Dimitriévitch, Dragoutine, voir "Apis":- 93, 94, 95
 Dimitrov, Andon:- 167
 Dimitrov, Gorgi:- 12
 Djogovic, Mladen:- 107
 Drachkovitch, Vuk:- 43
 DSHV, voir Alliance démocratique croate:- 48
 Dzapo, Zvonko:- 107
- E**
 "Elif", voir Muslimanski Glas:- 86
 Emami Kashani, ayatollah Mohamed:- 90
 Escadrons de la Mort:- 19
 Ethnike Heta'ria:- 135
- F**
 Fa'k, Abdi:- 74
 FCB, ou Fédération communiste des Balkans:- 138
 FPLP:- 146
 Franco, Francisco, Général:- 104
 François-Ferdinand (de Habsbourg), Archiduc d'Autriche:- 42, 94, 95
 Frères Musulmans, voir Ikhwan:- 88, 89, 90
 Front de l'unité nationale macédonienne:- 75
 Front rouge:- 53

INDEX

- Ganev, Stojan-: 116
 Garde des volontaires serbes-: 63
 Gendjhev, Ibrahim-: 30
 Genscher, Hans Dietrich-: 96
 Georges I^{er} de Grèce-: 94
 Georgiev, Stojan-: 80
 Georgijev-Kerin, Velitchko-: 101
 Georgijevski, Ljupco-: 74
 Ghasemi, Bahram-: 115
 Givkovitch, général-: 99
 Gligorov, Kiro-: 75, 116
 Golubovski, Vladimir : 75
 Gosev, Peter-: 76
 Groupe marxiste-Léniniste du Kossovo-: 53
 Gruev, Dame-: 167, 168, 169
- Habbache, George-: 145
 Habsbourg, Otto de-: 96
 Hachemi Rafsandjani, Ali Akbar-: 87, 90, 116
 Haddad, Waddi-: 145
 Hadjhinikilov, Ivan-: 167
 Hadzitch, Goran-: 45
 Hafez, Grand mufti Hajj Nedim-: 30
 Hassan, Sabri-: 33
 Hefer, Stjepan-: 104
 Hitler, Adolf-: 102
 HizbAllah du Liban-: 90, 174
 Hofmann, Sieglinde-: 109
 Honorius-: 34
 HOP, voir Mouvement de Libération croate-: 104
 Horthy, amiral-: 104
 HOS, milice du Parti croate du Droit (HSP)-: 21, 66
 Hrebeljanovitch, Prince Lazar-: 41
 HSP, voir Parti croate du Droit-: 21, 65, 98
 Hurd, Douglas-: 152
 Hussein, Major Tewfik-: 172
 Hussein, Saddam-: 88, 121
 HVO, voir Conseil croate de Défense-: 65, 66
- Ikhwan, voir aussi Frères Musulmans-: 88, 89, 90
 IRA-: 147
 Izetbegovic, Alija-: 61, 114, 115, 116
- Janati, Ayatollah Ahmad-: 91
 Javadi Amoli, ayatollah Abdallah-: 91
 Jeune Bosnie, voir aussi Mlada Bosna-: 94
- JNA armée fédérale Yougoslave-: 40, 44, 161, 162, 163, 164
 Jovanovitch, -Vladislav-: 47
 Jusufspahic, Hajj Hamdija-: 38
- Kadhafi, Moammar-: 156
 Karadzitch, Radovan-: 46, 63, 97
 Karageorgévitch, Alexandre-: 95
 Kelemen, Petr-: 101
 Khamene'i, Ali-: 91
 Khomeini, Rouhollah-: 91
 Kitanchev, Tra'ko-: 175
 Kiryakov , Atanas-: 76
 Kljusev , Nicolas-: 139
 Kominform-: 139
 Komintern-: 138, 139
 Kuchi, Sabri-: 115
 Kulin, Ban-: 59
 Kulovic, Mehda-: 20
 Kvaternik, Eugen, voir «Dido»-: 102
- Lambsdorff, Otto-: 96
 Lja'c, Rasim-: 50
 Ljubitchitch, Nikola-: 162
 Losantchev, Anastas-: 170
 Loups-gris-: 121
 Main Blanche-: 95, 99
 Main noire (Tcherna Ruka)-: 18, 93, 94, 95
 Mauser, Major-: 63
 Miha'lovitch, Draga-: 158
 Mikha'loff, «Vantché»-: 100, 147, 148
 Mikha'lovski, Sto'an-: 176
 Milosevitch, Slobodan-: 43, 47, 53, 54, 156, 157
 Mitsotakis, Constantin-: 73
 Mlada Bosna, voir aussi Jeune Bosnie-: 94
 Mladitch, Ratko-: ææ
 Mohajeri, Hodjatolislam Masih-: 87
 Mohnhaupt, Brigitte-: 109
 Moubarak, Hosni-: 88
 Mourad 1er-: 41
 Mourad III-: 60
 Mouvement de l'Ilinden-: 74
 Mouvement de libération croate, voir HOP-: 104
 Mouvement de libération nationale du Kossovo-: 53
 Mouvement des Turcs et des Musulmans de Bulgarie-: 29

INDEX

- Mouvement pour l'action Pan-Macédonienne (MAAK)-: 73, 74
 Mouvement serbe du renouveau-: 43
 Mouvement Turc-: 29
 MRAY, Mouvement pour une république d'Albanie en Yougoslavie-: 53
 Muslimanski Glas, voir aussi «Elif»-: 86
 Mussolini, Benito-: 53, 102, 147
- Obrenovitch, Roi Alexandre-: 94
 Ocalan, Abdallah-: 122
 Omerbasic, Hajj Sevko-: 38
 OMII, Organisation macédonienne indépendante de l'Ilinden-: 79
 OMU-Ilinden, Organisation macédonienne unifiée-Ilinden-: 80
 Organisation des insurgés révolutionnaires croates-: 99
 Organisation Révolutionnaire de Bulgarie-Macédoine-Andrinople-: 169
 Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne ou ORIM-: 19, 74, 75, 100, 136, 140, 141, 142, 143, 144, 146, 147, 148, 150, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176
 Organisation Révolutionnaire macédonienne-: 135, 169
 Organisations secrètes de Macédoine-Andrinople-: 169
 Oustacha, oustachis-: 65, 98, 99, 100, 101
- Papaconstandinou, Michel-: 76
 Paraga, Droboslav-: 21
 Parti Communiste Turc-Marxiste-Léniniste (TKP-ML)-: 121, 122
 Parti croate du Droit (HSP)-: 21, 65, 98
 Parti d'action démocratique (PAD) de Bosnie-Herzégovine-: 50
 Parti d'action démocratique (PAD) du Sandjak-: 49
 Parti de l'Action Démocratique (PAD)-: 60, 61
 Parti de l'unité nationale macédonienne-Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne, PUNM-VMRO (Cf.ORIM)-: 74, 75
 Parti de la Prospérité Démocratique (Macédoine-Skopje)-: 75
 Parti démocrate-chrétien-: 55
 Parti démocrate-paysan-: 55
 Parti démocratique-: 63
 Parti Démocratique Serbe -: 61
 Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK)-: 121, 122
 Parti paysan Croate-: 99
 Parti pour l'émancipation totale des Roms -: 74
- Parti radical-: 63
 Parti radical serbe-: 43
 Parti social-démocrate-: 55
 Pavelitch, Ante-: 98-104, 116, 148
 Parti communiste bulgare-: 138
 Parti communiste grec -: 138
 PC-ML de Yougoslavie-: 53
 PDP-: 75, 76
 Percevitich, colonel-: 100
 Peron, Juan-: 104
 Philippe de Macédoine-: 129
 Popovski, Ante-: 73
 Princip, Gavrilo-: 42, 94
 Protoguerov, général-: 147
 Psenichnik, Srecko-: 104
- Raditch, Pavle-: 99
 Raditch, Stjepan-: 99
 Raznjatovitch, Mustafa-: 63
 Résistance populaire croate-: 109
 Rolovic, Vladimir-: 106
 Rugova, Ibrahim-: 55
 Samuilo (tsar)-: 131
 Sandanski, Iane-: 174
 Sarafov, Boris-: 170, 176
 Sedlar, Dusan-: 111
 Selim II-: 60
 Selimoski, Imam Jakoub-: 37
 Separovic, Zvonimir-: 115
 Serif, -Ibrahim-: 32
 Seselj, Vojslav-: 43, 63
 Siddiqui, Kalim-: 87
 Silajdic, Haris-: 90, 158
 Siljanovski, Blagoje-: 149
 Siméon (tsar)-: 131
 Sinikoglou, Mehmet Amin-: 32
 Sokolovic, Mehmet-: 60
 Solunski, Georgi Angelov-: 80
 Staline-: 12
 Stambolov, Stefan-: 174
 Stanitchev, Hristo-: 176
 Sto' anov, Done-: 171
 Stone, Ellen-: 174
 Suleiman (Calife)-: 60
 Suprématistes (ORIM)-: 141, 147, 175, 176

INDEX

- Tatarvhev, Hristo-: 167
Tcherna Ruka, voir Main Noire
Tchernoevitch, Arsène III-: 51
Tchernopeev, Hristo-: 174
Tchetas-: 147, 170, 171, 172, 173, 175
Tchetniks-: 63, 68, 96
Théodose-: 34
Tigres -: 19
Tito-: 12, 37, 52, 77, 85, 95, 104, 105, 110, 113, 139, 162
TKP-ML, voir Parti Communiste Turc-Marxiste-
Léniniste-: 121, 122
Trachkovitch, Momjilo-: 51
Tsonchev, Ivan-: 176
- UDBA-: 104
Ugljanin, Suleiman-: 49
Union ou la Mort, L' (Main noire)-: 93
Urbanic, Zlavko-: 107
- Vaezi, Mahmoud-: 90
- Velayati, Ali Akbar-: 114
Veljanovski, Nikola -: 149
Vengeurs-: 19
VMDK, Alliance démocratique des Magyars-: 48
Vulkovitch, Georgi-: 173
Vurhoven Makedonski Komitet, voir Comité
Macédonien Suprême-: 167, 175
Vurhovtsi, voir Suprématistes-: 141, 147, 175, 176
Vutrchnata Makedonska Revoliutsionna
Organizatsiia, VMRO (ORIM)-: 74, 76, 140
- Wagner, Rolf Clemens-: 109
- Yeltsine, Boris-: 78
Yugoslav Mina-: 38, 65
- Zdovic, Edvin-: 107

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

Difficultés de l'entreprise.....	9
Des bouleversements cataclysmiques.....	14
Le réveil du terrorisme.....	18

PREMIERE PARTIE

LA MOSAÏQUE BALKANIQUE:- POPULATIONS, MINORITES, RELIGIONS, FACTEURS BELLIGENES	23
Albanie	25
Minorités	25
Religions.....	26
Bulgarie	28
Minorités	28
Religions.....	30
Grèce 31	
Minorités	31
Ex-Yougoslavie (RSFY)	34
La Yougoslavie d'avant 1991.....	35
L'Islam dans la RSFY.....	36
«Troisième Yougoslavie» (RFY).....	39
Serbie	41
Les communautés serbes (hors la RFY)	44
Les minorités et les allogènes en RFY	48
La Vo'vodine	48
Le Sandjak- de Novi Pazar	49
Le Kosovo.....	50
Monténégro.....	56
Nations indépendantes de l'ex-RSFY	57
Bosnie Herzégovine.....	57
L'Islam bosniaque	58
Histoire	58
Marche à la guerre civile:- les principales étapes	60
La guerre civile	62
Croatie-.....	70
Macédoine-Skopje.....	72
Minorités.....	72
Indépendance et vie politique	73
L'épineux problème de la reconnaissance internationale	77
Minorités macédoniennes hors la Macédoine-Skopje... 78	
Slovénie	80

SECONDE PARTIE

BALKANS, YUGOSLAVIE:- LA LIBANISATION -?	83
L'Islam activiste.....	85
Histoire et actualité du terrorisme serbe	93
Histoire et actualité du terrorisme croate	98
L'Iran, la Libye, etc., des influences inquiétantes	113

La «filière balkanique» de la drogue 117

TROISIEME PARTIE

LA MACEDOINE-: UN KURDISTAN EN EUROPE-? 125
La controverse helléno-macédonienne 129
Fin du XIX^{ème} siècle, début du XX^{ème}:-
la charnière critique 133
La «question macédonienne» et le Komintern..... 138
L'Organisation révolutionnaire intérieure
macédonienne, «ORIM» 140
 La phase de libération nationale 140
 Le temps du terrorisme 142
 Renaissance d'une ORIM «paramilitaire» 148

PERSPECTIVES..... 151

ANNEXES

1è) L'armée de la RSFY 161
2è) L'Organisation Révolutionnaire Intérieure
 Macédonienne 167
3è) Les réfugiés des guerres civiles yougoslaves..... 177
4è) Orientation bibliographique générale..... 178

INDEX 181